DEVANT
LE GRAND JURY DES NATIONS

LA GUERRE TITANIQUE DE 1914-15

SES CAUSES ET SES CONSÉQUENCES

REVUE PRÉPARÉE SPECIALEMENT A L'INTENTION DU PUBLIC FRANÇAIS D'AMÉRIQUE.

PAR
Un Ancien Journaliste

QUEBEC
1915

PRIX DE L'EXEMPLAIRE: - - 15c.

DEVANT

LE GRAND JURY DES NATIONS

L'AUTRICHE-HONGRIE

Demanderesse

vs

LA SERBIE

Défenderesse

et

L'ALLEMAGNE

Intervenante

vs

LA RUSSIE, LA FRANCE, LA GRANDE BRETAGNE, LA BELGIQUE ET LE MONDE ENTIER

Mis en cause

La conviction de combattre pour une cause juste est une force invincible.

FACTUM COMPLET DE LA CAUSE

PRÉPARÉ A L'INTENTION DU PUBLIC DE LANGUE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE

— PAR —

UN ANCIEN JOURNALISTE



QUEBEC

1915

Le 31 juillet, une journée avant de déclarer la guerre à la Russie, le Kaiser adressait à la foule, du balcon de son palais à Berlin, cette belliqueuse harangue :

" Une heure solennelle a sonné pour l'Allemagne.

" De toutes parts, des peuples jaloux nous contraignent à défendre notre bon droit.

" On nous met l'épée à la main. Si mes efforts de dernière heure ne réussissent pas à amener nos ennemis à voir du même œil que nous pour le maintien de la paix, j'espère qu'avec la grâce de Dieu nous saurons manier l'épée de telle sorte qu'elle ne rentrera au fourreau qu'avec honneur.

" La guerre imposerait au peuple allemand d'énormes sacrifices de sang et d'argent, mais nous devrions montrer à nos ennemis ce qu'il en coûte de défier l'Allemagne.

" Et maintenant je vous recommande à Dieu. Allez au temple. Prosternez-vous devant Dieu et suppliez-le d'assister notre vaillante armée."

AU PUBLIC DE LANGUE FRANÇAISE

Sur quelles têtes rejaillit le sang des millions d'hommes qui s'égorgent depuis huit mois en Europe, sur les plus vastes champs de bataille dont l'histoire ait jamais parlé? Qui est responsable de cette épouvantable boucherie humaine?

A Berlin, on a commencé par dire que c'était la faute de la Russie. Depuis, on s'est ravisé. Le 2 décembre 1914, au Reichstag, le chancelier allemand Von Bethmann-Hollweg a donné le nouveau mot d'ordre en ces termes:

"La responsabilité apparente pèse sur ceux qui en Russie ont ordonné et exécuté la mobilisation des troupes; mais la réelle responsabilité, c'est le gouvernement britannique qui la porte. Le cabinet de Londres aurait pu rendre la guerre impossible s'il avait *sans ambiguité* intimé à Pétrograd que la Grande Bretagne ne tolèrerait point que le conflit austro-serbe dégénérât en guerre continentale. Une déclaration de ce genre aurait forcé la France à prendre des mesures énergiques pour arrêter les préparatifs militaires de la Russie; dès lors notre action médiatrice à Pétrograd et à Vienne aurait réussi, et il n'y aurait pas eu de guerre."

Le chancelier ajoutait que la Grande Bretagne a simplement voulu se servir de la Triple Entente pour se débarrasser de la rivale commerciale qui la gênait le plus. La neutralité belge n'a été pour elle qu'un masque, puisque, dit-il, l'Angleterre offrait ses vaisseaux à la France *sans conditions* le 2 août, et que ce n'est que dans la soirée de ce même jour que l'Allemagne a averti la Belgique qu'il lui faudrait passer à travers son territoire "pour se défendre contre la France." Donc, conclut triomphalement le chancelier, "l'Angleterre et la Russie portent devant Dieu et les hommes la responsabilité de cette guerre monstrueuse."

On ne saurait plus perversement travestir les faits.

La vérité, c'est que la concurrence étrangère gêne si peu la Grande Bretagne que depuis plus de soixante ans elle tient ses marchés tout grands ouverts au monde entier, et que c'est cette large liberté commerciale qui lui a donné l'empire des mers. Si l'Allemagne n'a pas assez de colonies, c'est la faute du fondateur de son empire d'argile, Bismarck, qui disait que "toutes les denrées de l'Orient ne valaient pas la peau d'un grenadier Poméranien," et que "les colonies n'étaient bonnes que pour les chercheurs de places."

La vérité, c'est encore que, du commencement à la fin des pourparlers qui ont précédé la guerre, l'Angleterre n'a pas cessé un seul instant de travailler pour le maintien de la paix.

Chaque fois que la Russie et la France la pressaient de prendre fait et cause pour elles, c'est *sans ambiguité* qu'elle leur a répondu—comme à l'Allemagne du reste—qu'elle entendait garder jusqu'au bout son entière liberté d'action.

Il est faux que le 2 août elle ait mis son escadre de la mer du Nord à la disposition de la France *sans conditions et sans réserve*, comme on le verra plus loin. (Livre jaune, chapitre VI.)

Il est également faux qu'il ne fût pas alors question de défendre la neutralité belge, puisqu'il y avait déjà deux jours que l'Allemagne avait refusé de s'engager à respecter cette neutralité, c'est-à-dire à honorer sa propre signature, et que ce jour-là même, le 2 août de grand matin, ses troupes avaient envahi le Luxembourg, et se massaient sur la frontière belge.

Mais il y a beaucoup plus à dire sur cette question des responsabilités, et c'est l'objet du présent travail.

Jusqu'ici les pièces de ce sanglant procès, plaidé à coups de fusil et de canon, n'ont été imprimées en Amérique qu'en langue anglaise.

Comme il ne pouvait être question d'entreprendre une aussi volumineuse publication en langue française, on a cru qu'un sommaire aussi complet que possible de tous les documents officiels des gouvernements belligérants serait bien accueilli du public français d'Amérique. Cette compilation a été préparée consciencieusement, avec le plus grand soin; les pièces les plus importantes y sont intercalées dans leur texte, ou tout au moins d après des traductions autorisées.

La vérité, l'éclatante lumière des faits, ne saurait être trop répandue dans un temps où l'on déniche encore, dans quelques coins noirs, un certain nombre de grognards en retard sur leur siècle, qui persistent à bredouiller que ce qui fut la Nouvelle France n'a rien de commun avec la Vieille France, et que le Canada, dominion britannique, ne doit rien à l'Angleterre.

"CHIFFONS DE PAPIER" VS. FAITS GENERAUX.

L'ensemble de la correspondance diplomatique qui a précédé la guerre forme un faisceau écrasant, une masse de preuves meurtrières, autant de tisons ardents pour la cause prussienne *alias* allemande.

Il n'est pas étonnant que ses apologistes se donnent tant de peine pour passer à côté.

Le dernier en date, M. le comte Apponyi, écrit dans le *New York Times* du 17 janvier 1915 qu'il faut mettre de côté "ces finasseries d'avocat, ces toiles d'araignées de preuve soi-disant documentaire, insignifiants détails"—chiffons de papier, dirait un Allemand—qui font perdre de vue "les faits généraux."

L'un de ces faits généraux, au dire de l'éminent homme politique hongrois, c'est que le véritable agresseur dans la présente guerre est, non pas l'Autriche, mais la Russie, et que la grande Terreur du siècle est, non pas le Militarisme allemand, mais la pieuvre du Moscovitisme.

Or c'est la Russie qui la première a proposé le désarmement général; ses philosophes ont été les plus éloquents apôtres de la paix universelle, de l'autonomie des peuples, de la liberté du sujet; c'est à l'instigation de son empereur que les nations ont créé le tribunal de la Haye; et lorsque cette proposition a été faite en 1899, c'est l'Allemagne, secondée par la Turquie, qui s'est opposée énergiquement à l'arbitrage international.

Lorsque l'Angleterre a proposé un "congé naval" d'un an, l'Allemagne lui a répondu par le cynique ricanement de Méphisto, et la fameuse paix armée de Guillaume II a fini par où elle devait fatalement aboutir: une guerre quasi-universelle.

Depuis une dizaine d'années, la Russie a, sous Nicolas II, fait plus de progrès dans l'ordre politique que l'Empire Allemand, qui en est encore au même point qu'il y quarante-quatre ans, sous ce rapport. On peut dire que l'Allemagne est en retard sur le Japon constitutionnel et la Chine républicaine; elle ne connaît pas encore, en plein 20ème siècle, le régime de la responsabilité ministérielle que les Canadiens s'enorgueillissent de posséder depuis trois quarts de siècle, et que le regretté père du Kaiser aurait donné à son peuple, si la mort ne l'avait prématurément enlevé pour laisser à sa place l'un des derniers représentants de l'absolutisme en ce monde, phénomène monstrueux aux yeux de la jeune Amérique.

Voilà pour les faits généraux, qui, n'en déplaise à l'avocat hongrois de la cause prussienne, sont si peu obscurcis par les paperasses diplomatiques qu'au contraire ils en ressortent avec un éclat inaccoutumé; puisqu'ils laissent entrevoir, au sortir de cette guerre cyniquement déclarée pour "l'exécution militaire" d'un petit peuple par un puissant empire, l'avènement d'une Europe toute neuve, calquée sur les Etats-Unis d'Amérique, et le triomphe de l'impérialisme britannique, fondé sur l'autonomie, par opposition à l'idéal prussien de coercition et d'oppression.

Hypocrisie, toute cette prétendue sollicitude de la France, de l'Angleterre, de la Russie, pour les peuples opprimés! dit le Comte Apponyi.

Eh bien, il faut avouer que dans ses actes, sinon dans ses professions de foi, l'Allemagne a la brutale franchise de la dépravation morale. Elle aurait été payée pour présenter à l'humanité le Miroir du Diable qu'elle n'aurait pas mieux réussi. Peuples, regardez-vous! pourrait-elle dire au monde entier. Voilà ce que vous seriez si vous n'aviez comme moi, la fille du Grand Electeur, du Gros Guillaume et de Frédéric-le-Grand, aucun respect de la foi jurée; si comme moi vous professiez ouvertement que les traités sont des "scraps of paper," que la guerre n'est pas une sensiblerie, mais une tuerie sans pitié pour personne, que la meilleure manière de fonder des colonies est de voler celles des autres, et que pour faire prévaloir vos idéals le plus court moyen est de détruire les chefs-d'œuvre rivaux, cathédrales, monuments, etc. En un mot, je suis l'excès logique, la suprême expression du Mal dont l'humanité porte en elle-même le germe.

Envisagée sous cet angle, la monstrueuse entreprise du régime prussien laisse entrevoir une lueur d'aurore nouvelle. Les peuples n'auront qu'à se mirer; le Bien triomphera!

Goethe, le Shakespeare allemand, fait dire à Méphisto: "Gageons que vous perdrez encore celui-là, si vous me permettez de l'entraîner dans ma voie."

Et le Seigneur répond: "L'activité de l'homme est facile à se ralentir. Aussi j'aime à lui donner un compagnon qui l'aiguillonne, et qui, même le Diable, le pousse à l'œuvre. S'il me sert aujourd'hui dans le trouble, je veux bientôt le conduire à la lumière!!"

DEUX APOLOGUES.

"Je suppose qu'étant dans un champ vous apprenez que des cambrioleurs ont pénétré dans votre maison; vous vous hâtez de vous y rendre, mais pour arriver plus vite il vous faut prendre un raccourci à travers le jardin du voisin. Supposez que ce voisin proteste contre votre intrusion et vous refuse la porte sous le prétexte d'une certaine convention avec les propriétaires d'alentour (dont quelques-uns sont vos agresseurs), d'après laquelle il n'est pas permis de passer par son jardin. N'est-ce pas que vous emploieriez au besoin la violence pour renverser cet obstacle justifiable en temps ordinaire, mais futile dans un cas de légitime défense, révoltant même de la part d'agresseurs contre lesquels vous avez à défendre vos biens, peut-être votre famille? Il est certain que vous abattriez d'un coup de poing ce voisin raisonneur s'il refusait de se laisser convaincre autrement, et qu'il n'y aurait pas un tribunal pour vous trouver coupable."

Le cambrioleur ici, c'est la France; le voisin têtu est la Belgique; le monsieur pressé de sauver son argent et ses enfants est l'Allemagne, et l'auteur de cet apologue est le comte Albert Apponyi, un homme politique hongrois qui, dans ses cajoleries auprès de l'opinion publique américaine, n'a pu rien trouver de mieux dans sa brillante imagination pour justifier la plus épouvantable forfaiture de tous les temps.

Le malheur du fabuliste est que son allégorie cloche de toutes parts. L'Allemagne n'était pas au champ, mais chez elle, et personne ne songeait à l'attaquer. C'est elle qui, au moment où la Russie, la France, l'Angleterre, l'Autriche elle-même négociaient la paix, lançait ses déclarations de guerre de droite et de gauche, et fonçait sur ses voisins. La Belgique, loin d'être un raccourci, était le chemin le plus long pour atteindre le prétendu cambrioleur, et l'Allemagne n'avait que faire de passer par le jardin du voisin pour défendre sa propriété qui n'était pas envahie. Le cas même du cambrioleur avait été prévu, et l'Allemagne, mise en demeure par la Belgique, avait solennellement, officiellement promis de ne pas toucher à son jardin, dans l'éventualité d'un conflit avec la France. Enfin, il est trop tard pour casser le verdict : l'Allemagne a été trouvée coupable par le grand jury des nations à l'unanimité.

Le vrai apologue, le voici. Un parvenu, parti d'un pauvre village appelé Brandebourg, avait acquis une certaine aisance à force de grappiller chez les voisins. L'une de ses victimes dut élever une haute muraille de séparation pour se protéger contre de nouvelles déprédations. Précaution inutile, car le malfaiteur fit un détour à travers le champ d'un voisin à qui il avait pourtant promis parfaite sécurité, et massacra tout sur son passage. Il fut pris la main dans le sac, et fut pendu haut et court, car la justice a les deux bras d'égale longueur.

QUI A EMPÊCHÉ UN COMPROMIS?

L'assassinat de l'archi-duc est-il la vraie cause de la guerre? Des révélations toutes récentes établissent que plus d'une année auparavant l'Autriche avait déjà décidé de se jeter sur la Serbie. (Voir Appendice I.)

La Serbie était-elle en faute? L'Autriche l'affirme, mais on verra plus loin qu'après avoir mis le dossier à charge à la disposition des puissances, elle a nettement refusé toute immixtion étrangère à ce sujet. (Livre bleu, 4, 26, 30, etc.)

Il serait oiseux de rechercher quel est celui qui a commencé la querelle; il faudrait pour cela retourner assez loin en arrière dans l'histoire des disputes des Obrénovitch et des Karageorgevitch. Qu'il suffise de dire que la Serbie, après s'être vue disputée depuis un siècle par les influences ottomane, russe et autrichienne, est aujourd'hui, sous Pierre 1er, la protégée reconnue de la Russie, à laquelle la rattachent les liens de race et de religion.

Admettons que les Serbes, ayant sur le cœur l'annexion forcée de la Bosnie et de l'Herzégovine, aient plus ou moins ouvertement conspiré contre l'Autriche en violation de la parole que la complaisance des puissances leur avait arrachée en 1909. C'est chose possible, naturelle même; la force brutale peut conquérir des territoires, elle ne s'empare pas de l'âme des peuples.

> Vous avez pu germaniser la plaine,
> Mais notre cœur, vous ne l'aurez jamais.

La Russie elle-même a admis le bien-fondé d'une partie de la note autrichienne; elle a conseillé à la Serbie de s'humilier (admissions de M. Sazonoff, livre bleu, 6, 44, 55, 56; livre orange, 25, 49; livre jaune, 54, 64).

Du côté allemand, il était également admis que l'ultimatum autrichien allait trop loin. M. de Jagow a convenu que le document laissait fort à désirer comme pièce diplomatique et contenait des demandes qu'il était impossible d'avaler. (Livre bleu, 18.)

Il y avait donc là la base d'un compromis. Qui l'a fait manquer?

Il est impossible de lire la volumineuse correspondance diplomatique dont on trouvera plus loin le résumé détaillé—sans arriver à la conviction que c'est l'Allemagne qui s'est mise en travers de toutes les propositions de règlement à l'amiable.

Si elle a connu à l'avance les termes de l'ultimatum, on doit nécessairement conclure qu'elle les a inspirés; car l'Autriche savait qu'attaquer la Serbie c'était soulever la Russie, et que pouvait-elle contre celle-ci sans s'être assuré d'avance le concours de l'Allemagne?

Il est vrai qu'à Berlin on a protesté ne pas avoir eu communication de la note autrichienne avant les autres, mais à l'encontre de ces dénégations le tribunal de l'opinion publique a:

1.—Le témoignage de l'ambassadeur anglais à Vienne, qui dit tenir de source privée que son collègue allemand, M. Tschirschky, était en possession de l'ultimatum et en avait télégraphié le texte à l'Empereur Guillaume avant l'envoi à Belgrade. (Livre bleu, 95.)

2.—Le fait que la teneur de la note autrichienne était signalée dans un rapport consulaire du 20 juillet à Vienne. (Livre jaune, chapitre II.)

3.—L'allusion faite par M. de Jagow le 21 au soir à la prochaine démarche de l'Autriche à Belgrade. (Livre bleu, 2.)

4.—Les instructions du chancelier Bethmann-Hollweg adressées le 23 aux ambassadeurs, appuyant fortement "les demandes du gouvernement austro-hongrois." (Livre blanc allemand, annexe 1B.)

5.—Le fait que le même jour 23 juillet, le premier ministre de Bavière disait avoir pris connaissance de la note autrichienne. (Livre jaune, chapitre II).

Enfin, le mémoire allemand lui-même, où il est dit en toutes lettres que Berlin, préalablement consulté par l'Autriche, non seulement approuvait sa démarche, mais lui avait donné carte blanche.

Tout porte donc à croire que l'Allemagne a non seulement approuvé, mais inspiré le coup de main autrichien.

Quel but poursuivait-elle?

QUE VOULAIT DONC L'ALLEMAGNE, SINON LA GUERRE?

LES FAITS.	LA PREUVE.
Elle commence par notifier les puissances que sa volonté est de localiser le conflit austro-serbe et de ne tolérer aucune intervention étrangère. Noble idée, bien prussienne: L'écrasement du faible par le fort! Un empire de 50 millions d'âmes contre un petit peuple de 4 millions, 12 contre 1! Le règlement d'un point de droit international par le canon Krupp!	Voir: Mémoire allemand. Livre bleu, pièce 9. Livre blanc, annexe 1B. Livre orange, pièce 8. Livre jaune, chapitre III.
L'Allemagne savait parfaitement que sa proposition était impraticable, que la Russie devait à son propre honneur de ne pas laisser écraser le peuple slave de la Serbie.	Extrait du mémoire allemand: "Nous savions parfaitement qu'en attaquant la Serbie, l'Autriche provoquerait l'intervention de la Russie, et que nous serions entraînés dans la guerre par nos devoirs d'allié." Voir aussi: Livre blanc, annexe 4; Livre orange, 10.
L'Allemagne admet en toutes lettres qu'en intervenant pour la Serbie, la Russie était dans son droit.	Dépêche du gouvernement impérial aux gouvernements fédérés. Livre blanc, annexe 2.
Elle n'en persiste pas moins dans son dada de localisation, malgré les instances de l'Angleterre, de la France, de son alliée l'Italie elle-même en faveur d'une médiation conjointe.	Livre bleu, 10, 11, 18, 49, etc. Livre orange, 18, 22, 31, 32, etc. Ceci est aussi confirmé par le livre jaune français.
La Russie est prête à s'effacer pour laisser champ libre aux puissances médiatrices.	Livre bleu, 17, 55. Livre orange, 32, 50.
L'Autriche ayant refusé nettement toute prolongation du délai imposé à la Serbie, on demande à l'Allemagne d'insister auprès de Vienne à titre d'alliée, mais la réponse du secrétaire des affaires étrangères, Von Jagow, est décourageante.	Livre orange, 11, 12, 14. Livre jaune, 44. Livre bleu, 26, 40.
Le 25 juillet, l'Allemagne est pour la conférence à quatre, proposée par sir Edward Grey, qui là-dessus s'empresse de convoquer les ambassadeurs.	Von Jagow à Berlin: prêt à accepter s'il y a conflit entre la Russie et l'Autriche. (Livre bleu, 18). Lichnowsky à Londres donne à entendre la même chose. (Livre bleu, 25).
Le 26, l'Allemagne cherche à brouiller la France avec la Russie.	Démarches réitérées de l'ambassadeur allemand à Paris pour compromettre la Triple Entente. (Livre jaune, chapitre IV.)

Le 27, elle ne veut plus de la conférence.	Von Jagow préfèrerait un échange de vues direct entre la Russie et l'Autriche. (Livre bleu, 43; livre orange, 38, 39.)
Le même jour, elle en veut, et il semble convenu que l'incident austro-serbe sera le sujet de conférence.	A Londres, Lichnowsky annonce que son gouvernement accepte le projet de conférence "en principe" (livre bleu, 46).
Le 28, plus de conférence.	Refus catégorique de Von Jagow, qui proteste tout de même de son désir de collaborer au maintien de la paix. (Livre bleu, 60.)
L'Allemagne ayant par son ambassadeur accepté le principe de la conférence, est invitée à indiquer une forme de procédure.	Livre bleu, 68.
Le 29 elle répond qu'il est trop tard pour ouvrir la discussion sur la question serbe, mais qu'elle conseille à l'Autriche de s'entendre avec la Russie et de lui donner des explications satisfaisantes.	Conversation du chancelier Bethmann-Hollweg avec sir E. Goschen. (Livre bleu, 75.)
L'Allemagne tente d'acheter la neutralité de l'Angleterre au détriment de la France, de la Belgique et de la Hollande.	"Proposition infâme"—ainsi qualifiée par M. Asquith—faite à l'Angleterre (livre bleu, 85) et repoussée par sir E. Grey, qui prévient l'Allemagne de ne pas compter sur la neutralité anglaise. (Livre bleu, 98, 102.)
Le 30, l'Autriche ayant rompu ses pourparlers avec la Russie, l'Allemagne feint des dispositions plus conciliantes.	Bethmann-Hollweg prétend exercer une forte pression à Vienne. (Livre bleu, 106, 107.)
Le 31, l'Autriche se ravise soudain et reprend les conversations à Pétrograd. Les affaires serbes semblent en bonne voie d'arrangement, mais......	Le comte Berchtold explique que son refus de la veille est dû à un malentendu, et autorise son ambassadeur à traiter de la question serbe avec M. Sazonoff. (Livre bleu, 110; livre jaune, 104.)
le même jour l'Allemagne brusque les choses, proclame l'état de guerre, et envoie un ultimatum à la Russie.	Livre bleu, 112. Livre orange, 70.
Le Czar donne en vain sa parole l'honneur au Kaiser que la mobilisation n'est qu'une mesure de précaution et qu'il n'y aura pas d'actes d'hostilité tant que dureront les négociations.	Mémoire allemand, télégramme du Czar; livre bleu, 120.
Nouvelle tentative d'acheter la neutralité de la Grande Bretagne.	Lichnowsky demande si la Grande Bretagne resterait neutre dans le cas où l'Allemagne s'engagerait à respecter la neutralité belge, et même l'intégralité de la France. Grey refuse carrément toute proposition de ce genre.
Le 1er août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie.	

SUPPRESSION DE DOCUMENTS.

Tous les autres belligérants ont produit leur correspondance diplomatique en entier. L'Allemagne cache les pièces les plus essentielles. Sa complice l'Autriche n'a rien publié du tout.

Dans son mémoire du 2 août, l'Allemagne affirme n'avoir cessé de prêcher la modération à Vienne. La preuve? Elle ne pourrait se trouver que dans les dépêches de son chancelier à l'ambassadeur Tschirschky; or, il n'y en a pas une seule dans le livre blanc!

Pendant la semaine qui a précédé la guerre, un grand nombre de dépêches ont dû être échangées entre Berlin et Vienne; le dossier allemand n'en contient pas une seule de Berlin à Vienne, et n'en donne que deux de Vienne à Berlin, l'une et l'autre sentant plutôt la poudre!

Pendant cette même fatidique semaine, les ambassadeurs allemands à Londres, Paris, Rome, Belgrade, Bruxelles ont dû communiquer avec leur gouvernement. S'il faut en croire le livre blanc, ils n'ont ni écrit, ni télégraphié, une seule ligne!

Rien que dans le livre bleu anglais, il est fait mention d'au moins une dizaine de dépêches ou communications diplomatiques dont on ne trouve aucune trace dans le livre blanc. (Voir pièces 18, 25, 34, 67, 75, 78, 93, 95, 98, 107 du livre bleu.)

Il est clair que si ces documents ont été supprimés, c'est parce qu'ils auraient fait éclater la fausseté du plaidoyer allemand.

LES TERGIVERSATIONS DE L'AUTRICHE.

Le 26 juillet, elle déclare carrément que la Russie n'a rien à voir dans l'affaire serbe.

Le 27, M. Sazonoff propose une entrevue amicale avec l'Autriche. (45 livre bleu, 32 et 38 livre orange.)

Le 28 et le 29, M. Berchtold refuse nettement tout pourparler, et déclare la guerre à la Serbie. (Livre bleu, 62, 74, 78, 84, 93; mémoire allemand; livre orange, 50, 54.)

Le 30, il consent à reprendre les conversations à St-Pétersbourg. (Livre bleu, 96.)

Le 31, les conversations continuent. (Livre bleu, 118, 120, 131.)

Le 1er août l'Autriche accepte la discussion sur la note serbe. (Livre bleu, 133.)

Le même jour, elle acceptait la médiation des puissances, au moment même où l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie. (Livre bleu, 135; livre orange, 73, 74, 75.)

UN CONTRASTE.

Toute la diplomatie allemande avant la guerre n'est que duplicité, faux-fuyants, contradictions sur contradictions.

Elle ne donne jamais une réponse franche, mais se dérobe à toutes les loyales offres de paix des quatre puissances médiatrices.

Ses ambassadeurs semblent n'avoir qu'une consigne : fourvoyer les puissances auprès desquelles ils sont accrédités.

La Russie accepte toutes les propositions de paix ; l'Allemagne les refuse toutes.

Elle intercepte les dépêches pour faire manquer la médiation.

Elle cache à ses propres journaux le texte de l'humiliante réponse serbe, afin d'empêcher un retour d'opinion en faveur de la paix.

Elle supprime les documents les plus importants, procédé tout-à-fait dans la tradition de la fameuse dépêche d'Ems, falsifiée par Bismarck en 1870 pour forcer Napoléon III à lui déclarer la guerre.

Elle affirme des faussetés patentes, comme lorsque, pour engager ses confédérés à la guerre, elle leur faisait croire que toute l'Europe était unanime à désirer que le conflit austro-serbe fût localisé ; mensonge répété dans le mémoire allemand où il est dit que l'Angleterre et la France s'étaient engagées à soutenir l'Allemagne sur ce point.

Quel contraste avec les autres puissances qui, toutes, l'Italie, la Russie elles-mêmes, ont du commencement à la fin travaillé dans le plus parfait accord pour le maintien de la paix !

Quel contraste surtout avec l'action prudente, digne et sage de la France et de la Grande Bretagne, qui ont épuisé tous les moyens de conciliation pour sauver l'Europe des horreurs de la guerre !

On ne saurait citer un plus magnifique témoignage de cette coopération amicale que cet extrait du résumé du livre jaune publié dans le *Temps* de Paris (1er décembre 1914) :—

"La position de l'Angleterre se trouvait ainsi nettement caractérisée, effort diplomatique pour prévenir la guerre entre l'Autriche et la Serbie et éviter la généralisation du conflit; avertissement loyal que dans cette hypothèse la Grande Bretagne ne pourrait sans doute se désintéresser d'une guerre où seraient entraînées l'Allemagne, la Russie et la France.

"L'attitude de l'Angleterre fut ainsi, dès le début de la crise, tout entière de clarté, de modération et de droiture. Elle n'a pas cessé un seul instant d'être modérée et loyale, et lorsque les événements l'eurent contrainte à des résolutions définitives, elle les a exécutées avec une rapidité et une largeur de conception qui ont transformé le pacte amical entre elle, la France et la Russie, en une alliance scellée par l'affection, le respect et la reconnaissance."

" J'ai trouvé le chancelier très agité. Son Excellence a commencé tout de suite une harangue qui a duré environ vingt minutes. Il a dit que la mesure prise par le gouvernement et S. M. Britannique était terrible au dernier point : juste pour un mot—"neutralité"....un mot dont en temps de guerre on n'a si souvent tenu aucun compte—juste pour un *chiffon de papier* la Grande Bretagne allait faire la guerre à une nation apparentée, qui ne désirait rien tant que d'être son amie."—(Entrevue entre sir Edw. Goschen et Bethmann-Hollweg, pièce 160 du livre bleu anglais.

Les personnages en scène

GRANDE BRETAGNE :—

Sir Edward Grey .... Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.
Sir Arthur Nicolson............ Sous-secrétaire d'Etat permanent aux affaires étrangères.
M. Paul Cambon............... Ambassadeur de France.
M. de Fleuriau .... Chargé d'affaires de France.
Comte Benckendorff .... Ambassadeur de Russie.
Prince Lichnowsky .... Ambassadeur d'Allemagne.
Comte Mensdorff .... Ambassadeur d'Autriche-Hongrie.
Comte de Lalaing .... Ministre de Belgique.
M. Boschkowitch .... Ministre de Serbie.
M. de Etter .... Conseiller d'ambassade de Russie.

FRANCE :—

M. Raymond Poincaré .... Président de la République.
M. René Viviani............... Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères.
M. Pichon .... Ministre des affaires étrangères (1913).
M. Doumergue................... Ministre des affaires étrangères (1914).
M. Delcassé....................... Ministre des affaires étrangères (1914).
M. Bienvenu-Martin........... Ministre de la Justice et Ministre des affaires étrangères par intérim.
Sir Francis Bertie.... .... Ambassadeur de Grande Bretagne.
M. Isvolsky................... Ambassadeur de Russie.
Baron Von Schoen .... Ambassadeur d'Allemagne.
Comte Szecsen .... Ambassadeur d'Autriche.
M. Berthelot .... Directeur Politique.
M. Sevastopoulo .... Chargé d'affaires de Russie.

RUSSIE :—

M. Sazonoff..................... Ministre des affaires étrangères.
Sir George Buchanan........... Ambassadeur de Grande Bretagne
M. Paléologue................. Ambassadeur de France.
Comte Pourtalès................ Ambassadeur d'Allemagne.
Comte Szâpâry .... Ambassadeur d'Autriche-Hongrie.
M. Souchomlinof .... Ministre de la Guerre.
Prince Trouvetsky .... Général attaché à la maison militaire du Czar.

ALLEMAGNE :—

Dr Von Bethmann-Hollweg..... Chancelier Impérial.
Herr Von Jagow .... Secrétaire d'Etat.
Herr Zimmerman .... Sous-secrétaire d'Etat.
Sir Edward Goschen........... Ambassadeur de Grande Bretagne.
M. de Swerbeew................ Ambassadeur de Russie.
M. Broniewski.................. Conseiller d'ambassade de Russie.
M. Jules Cambon .... Ambassadeur de France.
M. de Manneville .... Chargé d'affaires de France.
Baron Beyens..................... Ministre de Belgique.
M. Allizé .... Ministre de France à Munich.
Comte Szogyeni .... Ambassadeur d'Autriche.
Comte Von Moltke .... Chef de l'Etat-Major.
Sir H. Rumbold.................. Conseiller d'ambassade de Grande Bretagne.

AUTRICHE-HONGRIE :—

Comte Berchtold	Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.
Baron Macchio	Sous-secrétaires d'Etat aux affaires étrangères.
Comte Forgach	
Prince Koudachef	Chambellan et Conseiller d'Etat.
Sir M. de Bunsen	Ambassadeur de Grande Bretagne.
M. Dumaine	Ambassadeur de France.
Comte Schebeko	Ambassadeur de Russie.
Herr Von Tschirschky und Bogendorff	Ambassadeur d'Allemagne.
M. Kazansky	Gérant du Consulat Russe à Prague.
M. Salviati	Consul-général de Russie à Fiume.

SERBIE :—

M. Pachitch	Premier ministre.
M. Boppe	Ministre de France.
Baron Giesl Von Gieslingen	Ministre d'Autriche-Hongrie.
M. Strandtmann	Chargé d'affaires de Russie.
M. Crackanthorpe	Ministre de Grande Bretagne.

ITALIE :—

Marquis di San Giuliano	Ministre des affaires étrangères.
Sir Rennell Rodd	Ambassadeur de Grande Bretagne.
M. Camille Barrère	Ambassadeur de France.
Herr Von Flotow	Ambassadeur d'Allemagne.

BELGIQUE :—

M. Davignon	Ministre des affaires étrangères.
Herr Von Below Saliske	Ministre d'Allemagne.
M. Klobukowski	Ministre de France.
Sir Francis Villiers	Ministre de Grande Bretagne.

LUXEMBOURG :—

Dr Eyschen	Premier ministre.
M. Mollard	Ministre de France.
Baron de Buch	Ministre d'Allemagne.
Sir A. Johnston	Ministre de Grande Bretagne.

HOLLANDE :—

Baron Fallon	Ministre de Belgique.

TURQUIE :—

M. Beaumont	Conseiller d'ambassade de Grande Bretagne.

NOTE DISCORDANTE

Le 27 juillet 1914, le comte Michaël Karolyi, chef du parti indépendant de Hongrie, faisait cette déclaration dans un journal de New-York :

" Si l'Autriche avait eu pour politique d'aider franchement les pays des Balkans, si dans le passé elle s'était appliquée à cultiver activement leur amitié, nous ne serions point en face de cette guerre. Naturellement, devant le fait accompli, tous les Hongrois supporteront l'Empire et, tant que celui-ci sera en péril, les divergences locales se tairont.

" Quant à la loyauté des nombreux Serbes qui habitent l'Autriche-Hongrie, c'est plus difficile à dire. Il faut espérer qu'ils se rangeront du côté autrichien. Mais la politique autrichienne à l'égard des Balkans a été mauvaise, foncièrement mauvaise."

LE LIVRE BLEU ANGLAIS

NOTES SUR LA CORRESPONDANCE *échangée entre sir Edward Grey et les ambassadeurs jusqu'à la déclaration de guerre de la Grande Bretagne à l'Allemagne (20 juillet au 4 août).*

1—GREY à RUMBOLD, LONDRES, 20 juillet, 1914.

Dans une conversation avec l'ambassadeur allemand (Prince Lichnowsky), sir Edward Grey lui fait part de ses inquiétudes au sujet de ce qui se passe à Vienne. Grey ayant fait remarquer que le comte Berchtold, parlant à l'ambassadeur d'Italie à Vienne, avait représenté la situation comme étant sans gravité, Lichnowsky émet l'opinion qu'il serait très désirable que la Russie fit l'office de médiatrice pour la Serbie. Il est, comme Grey, sous l'impression que l'Autriche ne devra rien faire avant d'avoir rendu public le résultat de l'enquête sur le crime de Serajevo. Grey dit que ce serait le meilleur moyen d'obtenir l'intervention des puissances pour régler la difficulté sans encourir les risques d'une guerre plus ou moins générale, et l'ambassadeur allemand partage entièrement cette manière de voir.

2—RUMBOLD à GREY, BERLIN, 22.

Le 21 soir, conversation avec le Secrétaire d'état (Von Jagow), qui soutint que c'était une question à régler entre l'Autriche et la Serbie, sans intervention d'aucune autre nation, et qu'en conséquence il ne croyait pas opportun pour l'Allemagne d'intervenir auprès de l'Autriche, ajoutant que l'Autriche avait enduré assez longtemps les mauvais procédés de la Serbie.

3—GREY à BUNSEN, LONDRES, 23.

Relate entrevue avec l'ambassadeur d'Autriche (Comte Mensdorff), qui lui donne les grandes lignes de la note adressée par l'Autriche à la Serbie. Grey s'abstient de tout commentaire avant d'avoir vu le texte officiel; seulement il trouve extrêmement regrettable que la note fixe un délai; il vaudrait mieux laisser à l'opinion publique en Russie le temps de s'apaiser, et au gouvernement russe le temps d'exercer son influence à Belgrade, et d'amener la Serbie à donner satisfaction à l'Autriche. Grey fait voir les conséquences terribles de la situation, la possibilité d'une guerre dans laquelle seraient engagées l'Autriche, la France, la Russie et l'Allemagne. Mensdorff prétend que l'Autriche est forcée de se protéger contre la Serbie, qui aurait dû spontanément faire enquête sur l'assassinat de l'archiduc et qui n'a pas respecté les promesses de bon voisinage qu'elle avait faites en 1909. Quant à la Russie, Mensdorff doute de ses bons offices, son attitude n'ayant pas été très favorable en ces derniers temps.

4—NOTE DE L'AUTRICHE à la SERBIE, VIENNE, 24.

(Communiquée par le comte Mensdorff à Londres).

En résumé, cette pièce diplomatique, dont le texte a déjà été abondamment publié, débute par un historique du conflit, rappelle l'annexion de la Bosnie-Herzégovine reconnue par la Serbie le 31 mars 1909, constate l'attentat du 28 juin 1914, ajoute que cet attentat apparaît avoir été préparé à Belgrade, et réclame de la Serbie l'assurance formelle de condamner la propagande dangereuse qu'on lui signale et de la supprimer par tous les moyens. Puis elle dicte elle-même les termes de la réponse qu'elle réclame:

Publication par la Serbie, en première page de son journal officiel du 26 juillet, et dans l'organe officiel de l'armée, d'une humiliante confession de jugement, admettant la participation de certains officiers et fonctionnaires serbes à la propagande anti-autrichienne.

Suppression de toute publication hostile à l'Autriche.

Dissolution immédiate de l'association dite Narodna Odbrana et de toutes autres sociétés du même caractère.

Elimination de l'instruction publique de tout ce qui pourrait fomenter l'agitation anti-autrichienne.

Renvoi de l'armée et de l'administration de tous les officiers et fonctionnaires coupables que le gouvernement austro-hongrois se réserve de désigner au gouvernement serbe.

Admission des organes du gouvernement austro-hongrois comme collaborateurs à la suppression du mouvement anti-autrichien.

Enquête contre les complices serbes du crime de Serajevo, avec la participation des délégués du gouvernement austro-hongrois.

Arrestation immédiate de deux Serbes nommément compris par les résultats de l'instruction de Serajevo.

Mesures contre le trafic illicite des armes et explosifs à travers la frontière, et punition exemplaire de certains fonctionnaires de douane.

Explication de certains propos tenus par de hauts fonctionnaires serbes tant en Serbie qu'à l'étranger après l'attentat du 28 juin.

Enfin—ce qui avait le caractère d'un ultimatum—on fixait le samedi 25 de ce mois à 6 heures du soir au plus tard—soit un délai de quarante-huit heures pour la réponse du gouvernement serbe.

Cette note à la Serbie était accompagnée d'un mémoire aux puissances, concluant par cette déclaration significative, que l'Autriche offrait de leur soumettre le dossier de toute l'affaire, les constituant de ce fait en tribunal d'appel.

5—GREY à BUNSEN, Londres, 24 juillet.

En recevant de Mensdorff copie de la note autrichienne, Grey lui dit que si l'assassinat de l'archiduc et les autres griefs mentionnés étaient propres à attirer des sympathies à l'Autriche, d'un autre côté jamais pareil document n'avait été, à sa connaissance, adressé à un Etat indépendant. La brièveté du délai accordé à la Serbie (48 heures), le fait de lui dicter les termes de sa réponse, la prétention d'intervenir dans l'administration judiciaire intérieure d'un autre pays, tout cela lui paraissait périlleux pour la paix de l'Europe. Mensdorff répondit que c'était la faute de la Serbie, qui aurait dû tendre la main après l'assassinat de l'archiduc.

6—BUCHANAN à GREY, St- Pétersbourg, 24.

Rapport d'une entrevue avec le ministre des Affaires Etrangères (Sasonoff) et l'ambassadeur de France, qui tous deux voient la guerre imminente et pressent l'Angleterre de marcher avec la Russie et la France. La note autrichienne, dit Sasonoff, est une provocation et une immoralité. Buchanan répond que les intérêts anglais en Serbie sont nuls et qu'une solidarité armée est hors de question, mais que peut-être l'Angleterre consentirait à adresser de fortes représentations à l'Allemagne et à l'Autriche en faveur d'une extension de délai. Sasonoff admet quelques-unes des demandes autrichiennes comme acceptables par la Serbie, mais la communication de la note aux puissances est arrivée trop tard pour leur donner le temps d'agir utilement dans le court délai imposé par l'Autriche, qui semble avoir profité du moment où le Président Poincaré et M. Viviani sont absents de France et ne peuvent rentrer chez eux que dans quatre ou cinq jours. Il ajoute que l'hésitation de l'Angleterre ne peut que rendre la guerre plus probable, et que le conseil des ministres doit se réunir le lendemain, 25, pour décider la mobilisation.

7—BUNSEN à GREY, Vienne, 24.

Le chargé d'affaires de Russie reçu en audience ce matin par le ministre des Affaires Etrangères (Berchtold), ayant déclaré à ce dernier que la note autrichienne était inacceptable dans sa forme actuelle, le ministre a répondu que le représentant de l'Autriche en Serbie avait reçu instruction de quitter Belgrade si, demain (25) à 4 heures de l'après-midi la note autrichienne n'était pas acceptée intégralement.

8—CRACKANTHORPE à GREY, Belgrade, 24.

Le permier ministre de Serbie a demandé au ministre anglais (Crackanthorpe) de solliciter l'intervention du gouvernement de Sa Majesté auprès du gouvernement autrichien pour que celui-ci tempère ses demandes.

9—NOTE COMMUNIQUÉE par L'AMBASSADEUR ALLEMAND, Londres, 24.

Appuyant sur tous les points la note autrichienne, et concluant par cette menace plus ou moins déguisée:

"Le gouvernement impérial désire ardemment que le conflit soit localisé, toute intervention étrangère d'une autre puissance devant, par le jeu naturel des alliances provoquer des conséquences incalculables."

10—GREY à BERTIE, Londres, 24.

Echange de vues entre Grey et Cambon. L'ambassadeur allemand ayant demandé à Grey d'exercer une influence modératrice à St-Pétersbourg, Grey croit la chose impossible maintenant, en présence de l'ultimatum autrichien. Il ne voit qu'une chance de médiation modératrice, l'action conjointe des quatre gouvernements non directement intéressés en Serbie, l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Angleterre, travaillant simultanément dans l'intérêt de la paix, à Vienne et à St-Pétersbourg. Cambon croit que son gouvernment serait heureux de se joindre à ce mouvement; mais que l'ultimatum étant inacceptable, les deux jours expirés l'Autriche marcherait sur la Serbie, l'opinion publique forcerait la Russie à mobiliser, et qu'alors il serait trop tard pour intervenir. D'après lui l'important serait de gagner du temps par médiation à Vienne, et la meilleure chance de succès serait que le mode d'action fût proposé par l'Allemagne. Grey promet d'en parler à l'ambassadeur allemand dès cet après-midi.

11—GREY à RUMBOLD, Londres, 24.

Répète proposition de médiation des quatre puissances non directement intéressées, mais comme il faudrait d'abord obtenir de l'Autriche de ne pas brusquer l'action militaire et que sans l'Allemagne les autres puissances n'auraient pas l'influence nécessaire à Vienne, Grey demande à Rumbold d'en parler au Secrétaire d'Etat (Von Jagow). L'ambassadeur allemand à Londres (Lichnowsky) a privément exprimé l'opinion que, si la Serbie donnait une réponse favorable sur quelques points, cela pourrait fournir à l'Autriche une excuse pour ne rien brusquer.

12—GREY à CRACKANTHORPE, Londres, 24.

Conseille à la Serbie d'exprimer son regret et de promettre entière satisfaction si la complicité de quelque fonctionnaire serbe, petit ou grand, est prouvée; surtout d'éviter un refus catégorique. Avant de communiquer cet avis au gouvernement serbe, Crackanthorpe devra s'entendre avec les ministres français et russe à Belgrade.

13—NOTE COMMUNIQUÉE par L'AMBASSADEUR RUSSE, Londres, 25.

Communication d'une note adressée le 24 à l'Autriche, demandant de prolonger le délai, pour permettre aux puissances d'aviser au règlement pacifique de la difficulté. L'Autriche-Hongrie, s'étant déclarée disposée à informer les puissances des résultats de l'enquête sur laquelle elle fonde ses accusations, devrait également leur donner le temps de les examiner; elles pourraient alors offrir leurs conseils à la Serbie. Le gouvernement britannique est invité à appuyer cette demande à Vienne.

14—GREY à BERTIE et BUCHANAN, Londres, 25.

Les ambassadeurs anglais à Paris et St-Pétersbourg sont priés de communiquer au ministre des Affaires Etrangères l'explication suivante autorisée par Vienne, par l'entremise de son ambassadeur à Londres :

La note autrichienne n'est pas un ultimatum, mais une démarche avec limitation de temps; le délai expiré, il y aura rupture diplomatique et commencement de préparatifs, non d'opérations militaires.

15—BERTIE à GREY, Paris, 25.

L'explication ci-dessus n'a pas été transmise au gouvernement français. Celui-ci a donné à la Serbie un avis semblable à celui de Grey (No. 12).

16—BERTIE à GREY, Paris, 25.

Le ministre intérimaire des Affaires Etrangères espère que la réponse de la Serbie sera assez satisfaisante pour désarmer l'Autriche: il y aurait révolution en Serbie si toutes les conditions étaient acceptées.

17—BUCHANAN à GREY, St-Pétersbourg, 25.

Relation d'une conversation avec Sasonoff, qui déclare que la Serbie est prête à suivre le conseil de Grey et à punir les coupables après preuve, mais qu'aucun Etat indépendant ne peut raisonnablement accepter les conditions politiques imposées par l'Autriche. Attaqué par celle-ci, le gouvernement serbe se propose d'évacuer Belgrade et de se retirer dans l'intérieur, d'où il portera appel aux puissances, car c'est envers elles, non envers l'Autriche seule, que la Serbie a contracté en 1908 les obligations mentionnées dans la note. En ce cas, la Russie est prête à s'effacer et à laisser la question entre les mains de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie. Sasonoff insiste pour que l'Angleterre prenne fait et cause avec la Russie et la France, ce qui empêcherait la guerre. Buchanan répond que l'Angleterre peut être plus utile pour la paix auprès de Berlin et de Vienne à titre d'ami que l'ennemi ; à quoi Sasonoff répond que malheureusement l'Allemagne est convaincue de pouvoir compter sur la neutralité de l'Angleterre. Il ajoute que la Russie ne peut laisser écraser la Serbie, et qu'à moins que l'Allemagne ne restraigne l'Autriche, la situation est désespérée. Buchanan demande au ministre russe de ne pas précipiter la mobilisation.

18—RUMBOLD à GREY, Berlin, 25.

Le secrétaire d'Etat (Von Jagow) dit avoir transmis à Vienne la proposition de Grey (prolongation de délai) ; malheureusement le ministre autrichien (Berchtold) est absent de Vienne. Jagow admet que l'Autriche entend donner une leçon à la Serbie; il admet aussi que certaines demandes de l'Autriche sont difficiles à avaler; privément, il confesse que la note autrichienne laisse beaucoup à désirer comme pièce diplomatique. Il ne croit p : à l'excitabilité du public en Russie; il a donné à entendre à St-Pétersbourg que ' guerre est la dernière chose que désire l'Allemagne. Si les relations deviennent t dues entre l'Autriche et la Russie, il est tout prêt à accepter la proposition de médiat n des quatre puissances.

19—RODD à GREY, Rome, 25.

Le Secrétaire Général croit que l'Autriche . peut être arrêtée que par ur ac-quiescement complet de la Serbie à ses demandes. On tient de bonne source que . triche se propose de saisir le chemin de fer de Salonique.

20—BUNSEN à GREY, Vienne, 25.

Le ton des journaux du matin à Vienne indique que la soumission de la Serbie n'est ni attendue, ni désirée. Il est officiellement annoncé que l'ambassadeur a reçu ordre de quitter Belgrade si les termes de la note ne sont pas acceptés sans condition à 6 h. ce soir. Berchtold se rend à Ischl auprès de l'empereur pour lui communiquer la réponse dès qu'elle arrivera.

21—CRACKANTHORPE à GREY, Belgrade, 25.

Les ministres sont en conseil, préparant la réponse à la note autrichienne; cette réponse sera des plus conciliantes.

22—CRACKANTHORPE à GREY, Belgrade, 25.

Vu le ton conciliant de la réponse serbe, le ministre anglais a cru inutile d'offrir au gouvernement le conseil de modération contenu dans une précédente dépêche de Grey. Il est très probable du reste que semblable conseil a déjà été donné par St-Pétersbourg.

23—CRACKANTHORPE à GREY, Belgrade, 25.

Le ministre autrichien a quitté Belgrade à 6 h. 30, et le gouvernement est transporté à Nisch.

24—GREY à BUCHANAN, Londres, 25.

Grey approuve entièrement la réponse de l'ambassadeur anglais à Sasonoff ; il ne peut promettre davantage. L'opinion publique ne souffrirait pas qu'on entre en guerre pour une chicane serbe. La mobilisation en Russie et en Autriche est inévitable. L'unique chance, en ce cas, est l'action conjointe des quatre autres puissances. Ni la Russie ni l'Autriche n'accepteront la médiation que si elle est impartiale, offerte par les alliés et amis des deux côtés. Il faut pour cela la coopération de l'Allemagne.

25—GREY à RUMBOLD, Londres, 25.

Répète la proposition d'action conjointe des quatre puissances non directement intéressées. La question, maintenant posée entre l'Autriche et la Russie, affecte la paix européenne, justifie donc pareille intervention. Le prince Lichnowsky, à qui Grey en a parlé, lui a lu un télégramme de son gouvernement protestant parfaite ignorance des termes de la note autrichienne avant qu'elle eût été envoyée; mais a-t-il ajouté, le trait une fois lancé, l'Autriche ne peut plus reculer, Lichnowsky convient que, puisqu'il s'agit de médiation entre l'Autriche et la Russie, l'Autriche pourrait l'accepter sans humiliation; personnellement il approuve l'idée. Grey lui fait voir que la participation de l'Allemagne est essentielle; si celle-ci accepte, il s'engage à obtenir l'assentiment du gouvernement français, actuellement en voyage.

26—GREY à BUNSEN, Londres, 25.

Autorisation à l'ambassadeur britannique à Vienne d'appuyer la demande de prolongation de délai que le gouvernement russe adresse le même jour au gouvernement austro-hongrois. Cette dépêche disait en substance que le délai accordé était trop court; que les puissances attendaient la production des pièces à l'appui des accusations portées contre la Serbie, et qu'il leur fallait le temps de les examiner; que si quelques-uns des griefs étaient trouvés fondés, les puissances seraient en mesure d'aviser le gouvernement serbe; qu'un refus de l'Autriche enlèverait toute portée pratique à sa communication aux puissances.

27—GREY à BERTIE, RUMBOLD et BUCHANAN, Londres, 25.

Si le texte de la réponse serbe est conforme à l'aperçu télégraphié de Belgrade, l'Allemagne devrait pouvoir gagner le gouvernement autrichien à l'accueillir favorablement, substance d'une conversation de Grey avec l'ambassadeur allemand (Lichnowsky).

28—(Nul)

29—GREY à RODD, Londres, 25.

Même communication à l'ambassadeur d'Italie, qui a cordialement approuvé Grey, ne cachant pas que l'Italie désire ardemment le maintien de la paix.

30—GREY à CRACKANTHORPE, Londres, 25.

Résumé d'une conversation en date du 23 entre le ministre serbe (Boschkowitch) et le sous-secrétaire des Affaires Etrangères (Nicolson):

Boschkowitch dit que son gouvernement est prêt à donner pleine satisfaction à l'Autriche sur le terrain juridique; si l'enquête poursuivie avec tant de mystère à Serajevo implique réellement quelques conspirateurs sur le territoire serbe, le gouvernement de Belgrade est prêt à faire tout ce qu'il faudra pour donner satisfaction; mais si la question est posée sur le terrain politique, aucun gouvernement ne peut se soumettre à pareille intrusion.

De fait les deux assassins de l'archiduc sont deux sujets autrichiens, des Bosniaques; l'un d'eux est venu en Serbie, mais les autorités serbes, le considérant dangereux, voulaient l'expulser, lorsque les autorités autrichiennes, consultées, le prirent sous leur protection, le disant tout à fait inoffensif.

31—BUNSEN à GREY, Vienne, 25.

La réponse serbe est jugée non satisfaisante, le ministre autrichien est rappelé de Belgrade, et la guerre est imminente.

32—BUNSEN à GREY, Vienne, 25.

Propos singulier de l'ambassadeur allemand (Herr Von Tschirschky und Bogendorff):

La Russie va se tenir tranquille; l'opinion publique ne compte pas; le panslavisme est mort; Sasonoff ne commettra pas l'imprudence de remettre en question les chicanes de frontières, les disputes suédoises, polonaises, roumaines, persanes. La France, non plus, n'est pas en état de faire la guerre. Il fallait une leçon à la Serbie; c'est le langage qu'il fallait lui tenir. Sa réponse n'est qu'une feinte de dernière heure; elle

savait si bien que l'Autriche ne l'accepterait pas, qu'elle a ordonné la mobilisation et retiré son gouvernement de Belgrade. Quant à l'Allemagne, "elle savait parfaitement ce qu'elle faisait en secondant l'Autriche en cette affaire."

33—RUMBOLD à GREY, Berlin, 26.

Retour imprévu de l'empereur Guillaume à Berlin, au grand ennui du ministère qui n'avait pas été prévenu, et qui craint l'effet de ce coup de tête sur le public. Le sous-secrétaire d'Etat (Zimmermann), de qui Rumbold tient ce détail, conclut d'un mot de Sazonoff à St-Pétersbourg que la Russie ne lèvera pas un doigt pourvu que l'Autriche s'abstienne d'annexer une parcelle du territoire serbe.

34—RUMBOLD à GREY, Berlin, 26.

Le même sous-secrétaire Zimmermann informe Rumbold par téléphone que le ministère transmet à Vienne la demande de favorable considération que la réponse serbe, conformément à une dépêche antérieure de Grey; d'où Zimmermann conclut que le gouvernement allemand s'associe jusqu'à un certain point aux vues anglaises.

35—RODD à GREY Rome, 26.

Le ministre des Affaires Etrangères d'Italie accueille favorablement la proposition de conférence, et dès ce soir l'ambassadeur italien recevra instructions en conséquence. Le gouvernement italien est informé par l'ambassadeur autrichien que le rappel du ministre de Belgrade n'implique pas déclaration de guerre.

36—GREY à BERTIE, RUMBOLD et RODD, Londres, 26.

Demande aux trois gouvernements (France, Allemagne et Italie) d'autoriser leurs ambassadeurs à Londres à conférer avec lui en vue du maintien de la paix. En même temps, les représentants des quatre puissances à Belgrade, Vienne et St-Pétersbourg pourraient demander la suspension des hostilités dans l'intervalle.

37—GREY à BERTIE, Londres, 26.

Référant à la déclaration de Von Jagow en faveur de l'action conjointe des quatre puissances (voir No. 18), Grey demande l'assentiment de la France au même projet.

38—RODD à GREY, Rome, 23 (reçu à Londres le 27).

Rodd, ce jour-là, apprenait que le gouvernement italien avait eu communication des termes de la note autrichienne.

39—RÉPONSE DU GOUVERNEMENT SERBE À LA NOTE AUSTRO-HONGROISE.

(Communiquée par le ministre de Serbie, 27 juillet.)

En résumé, la Serbie cède, s'humilie sur tous les points. Le gouvernement de Belgrade se défend d'avoir rien fait par lui-même, ni par ses journaux, pour amener un changement dans l'état politique et juridique de la Bosnie-Herségovine, et ne peut être tenu responsable des manifestations d'un caractère privé. S'il avait été invité à coopérer aux recherches qui ont suivi le crime du 28 juin, il aurait procédé contre les inculpés sans égard pour leur rang. Il est prêt à traduire devant les tribunaux ceux dont la complicité aura été démontrée. Quant aux publications immédiates exigées par l'Autriche, il s'engage à les faire intégralement en tête du journal officiel et par ordre du jour dans le Bulletin officiel de l'Armée. Il fera amender les lois de la presse, dans le sens demandé, concernant la suppression des écrits et la confiscation des journaux. Il dissoudra la Narodna Odbrana et autres sociétés semblables, éliminera de l'instruction publique tout élément de propagande contre l'Autriche-Hongrie, dès que celle-ci les lui signalera, et éloignera du service militaire ceux dont une enquête judiciaire aura démontré la culpabilité. Il admettra toute collaboration compatible avec les règles du droit international, mais ne peut accepter la participation d'agents austro-hongrois avec enquêtes judiciaires, ce qui serait une violation de la Constitution et de la procédure criminelle. Sur les autres points, mandats d'amener contre les deux inculpés désignés, mesures contre le trafic illicite d'armes et d'explosifs, punition des employés de frontière, explication de certains propos séditieux, le gouvernement serbe se soumet à toutes les demandes, sauf à s'en rapporter, au cas où sa réponse ne serait pas jugée satisfaisante, soit au tribunal de la Haye, soit aux puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration faite par la Serbie en 1909.

40—BUNSEN à GREY, VIENNE, 26.

L'ambassadeur de Russie, revenu à Vienne, convaincu que l'Autriche veut se battre, juge inutile d'insister sur la demande de prolongation de délai. Les ambassadeurs de France et de Russie applaudissent à la proposition de conférence à Londres, mais doutent que l'Autriche ou l'Allemagne consente à considérer la Russie comme partie à une dispute austro-serbe. L'ambassadeur d'Italie a aussi reçu instructions d'appuyer la note russe, demandant plus long délai, mais ses instructions sont arrivées trop tard pour être utiles.

41—BUNSEN à GREY, VIENNE, 27.

Constate que la note autrichienne avait été rédigée de manière à rendre la guerre inévitable, que l'Autriche veut la guerre à tout prix, et qu'il ne peut être question de médiation, tant que la Serbie n'aura pas été châtiée. Le peuple s'est monté la tête à ce sujet, et serait vivement désappointé s'il y avait retard ou empêchement.

42—BERTIE à GREY, PARIS, 27.

Le gouvernement français accepte votre proposition (télégrammes 36 et 37). Instructions en conséquence aux ambassadeurs. On croit cependant qu'il serait dangereux de rien risquer avant que les pourparlers du gouvernement allemand à Vienne aient eu quelque succès.

43—GOSCHEN à GREY, BERLIN, 27.

Le secrétaire d'Etat (Von Jagow) trouve que la proposition de médiation n'est pas pratique; cela ressemble trop à un arbitrage. Cette conférence ne pourrait, dit-il, se réunir qu'à la demande de l'Autriche et de la Russie, et d'après ses informations Sazonoff n'est guère disposé à entrer en pourparlers avec Berchtold. Il annonce que l'Allemagne, pour ne pas être prise par surprise, devra mobiliser si la Russie mobilise par le nord, c'est-à-dire vers la frontière allemande.

44—BUCHANAN à GREY, ST-PÉTERSBOURG, 27.

Dans une entrevue avec l'ambassadeur d'Autriche, Sazonoff, tout en admettant que les réclamations de l'Autriche sont assez raisonnables sur quelques points, dit que l'ultimatum est rédigé de manière à empêcher la Serbie de l'accepter en entier. L'Angleterre et l'Italie consentiraient peut-être à collaborer avec l'Autriche.

En réponse à Buchanan, Sazonoff dit qu'il ne peut y avoir de mobilisation effective avant la promulgation d'un ukase impérial, mais que dans l'intervalle l'Autriche a l'avantage de prendre les devants.

45—BUCHANAN à GREY, ST-PÉTERSBOURG, 27.

Sazonoff a proposé un échange direct de pourparlers entre Vienne et St-Pétersbourg.

46—GREY à GOSCHEN, LONDRES, 27.

L'ambassadeur allemand (Lichnowsky) fait savoir que Berlin accepte en principe la médiation des quatre puissances, et demande à Grey d'exercer son influence à St-Pétersbourg pour circonscrire le conflit. Grey répond que c'est à Vienne que l'action modératrice doit s'exercer. La réponse serbe va plus loin qu'on ne l'espérait, grâce sans doute à l'esprit conciliant de la Russie. Mettre de côté la réponse serbe, c'est vouloir l'écrasement de la Serbie, sans songer aux conséquences formidables qui en résulteront fatalement.

47—GREY à BUCHANAN, LONDRES, 27.

Dans les cercles allemands et autrichiens, on se dit certain de la neutralité de l'Angleterre. Fausse impression, puisqu'ordre a déjà été donné à la première escadre réunie à Portland d'interrompre les manœuvres; cependant cela n'engage à rien de plus que l'action diplomatique. Sir Edward Grey ajoute: "Il nous revient de sources allemandes et autrichiennes qu'ils croient que la Russie n'agira pas tant que l'Autriche consent à ne pas prendre de territoire serbe. Je l'ai signalé, ajoutant qu'il serait absurde pour nous de paraître plus Serbes que les Russes dans nos rapports avec les gouvernements allemand et autrichien."

48—GREY à BUNSEN, Londres, 27.

Conversation avec l'ambassadeur d'Autriche (Mensdorff).

Celui-ci fait un long appel à la sympathie anglaise. D'après lui, l'Autriche se bat à son corps défendant contre la Serbie, elle rend service à l'Europe en mettant à la raison un Etat turbulent. Grey répond qu'il ne comprend vraiment pas cette interprétation de la réponse serbe, qui est le comble de l'humiliation. Mensdorff admet que sur le papier la réponse peut paraitre satisfaisante, mais en réalité, la Serbie refuse le principal, l'intervention de la police autrichienne sur son territoire. Grey dit que l'Autriche semble oublier qu'elle ne peut toucher à la Serbie sans ameuter l'opinion publique en Russie. Après l'accalmie produite par le réponse serbe, le réveil sera terrible si cette humiliation n'est pas trouvée suffisante. L'ordre de stationnement donné à la première escadre britannique qui devait se disperser aujourd'hui même est un des indices de l'anxiété universelle. Il est vraiment désappointant de voir que l'Autriche traite l'humiliante capitulation de la Serbie comme un refus absolu.

49—GREY à RODD, Londres, 27.

L'Italie, par son ambassadeur, approuve entièrement la proposition de conférence à Londres. Le ministre des Affaires Etrangères (Marquis di San Giuliano) recommandera chaudement à Berlin la suspension des hostilités, et demande quelle procédure doit être suivie au même sujet auprès de Vienne.

50—BUNSEN à GREY, Vienne, 28.

Communication autorisée de la déclaration de guerre adressée par l'Autriche à la Serbie le même jour.

51—BERTIE à GREY, Paris, 27.

Note du ministère des Affaires Etrangères acceptant de tout point la proposition de conférence conformément au désir du gouvernement britannique, et autorisant les ambassadeurs à appuyer toutes les représentations jugées nécessaires auprès de Berlin et des autres Etats concernés dans la question La note fait observer que le succès dépend essentiellement de l'action du gouvernement allemand à Vienne.

52—Paris, 28.

L'Ambassadeur de France (Paul Cambon) communique une note du gouvernement français confirmant l'acceptation ci-dessus.

53—SAZONOFF à BENCKENDORFF, St-Pétersbourg, 27.

(*Télégramme communiqué le* 28).

Si les pourparlers directement engagés avec le cabinet de Vienne n'aboutissent pas, Sazonoff est prêt à accepter la proposition de conférence ou toute autre en vue de la paix.

54—SAZONOFF à BENCKENDORFF, St-Pétersbourg, 28.

D'après ses entrevues avec l'ambassadeur d'Allemagne, il comprend que l'Allemagne favorise l'attitude inflexible de l'Autriche. Le cabinet de Berlin, qui aurait pu prévenir la crise, ne semble exercer aucune influence sur son allié. Son ambassadeur trouve la réponse serbe insuffisante. C'est tout à fait alarmant. Sazonoff croit que l'Angleterre peut mieux que toute autre puissance amener l'Allemagne à agir dans le sens voulu. "La clef de la situation est à Berlin".

55—BUCHANAN à GREY, St-Pétersbourg, 27.

Sazonoff, vu cet après-midi, promet d'employer toute son influence pour amener la Serbie à donner toute la satisfaction possible à l'Autriche, mais la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie doivent être garanties. Il ignore si l'Autriche acceptera sa proposition de pourparlers amicaux, mais si les puissances acceptent le mode de conférence, il est parfaitement disposé à s'effacer. L'ambassadeur allemand croit personellement qu'un échange de vues direct serait plus agréable à l'Autriche.

56—BUNSEN à GREY, Vienne, 27.

Relation d'une conversation importante de l'ambassadeur de Russie arrivant de St-Pétersbourg, avec le baron Macchio, sous-secrétaire des Affaires Etrangères.

L'ambassadeur dit que si la guerre éclate avec la Serbie, il sera impossible de la circonscrire, vu l'état des esprits en Russie; on ne cèdera pas cette fois comme lors de l'annexion de la Bosnie en 1909. Il espère qu'il y aura quelque chose de fait avant que la Serbie ne soit envahie. Macchio répond que ce sera difficile, vu qu'il y a déjà eu des escarmouches sur le Danube. L'ambassadeur se dit prêt à recommander à son gouvernement d'engager les serbes à éviter toute rencontre armée et même à se replier à l'approche des troupes autrichiennes. Il sait que dans une entrevue amicale à St-Pétersbourg, Sazonoff a admis que la note autrichienne était en grande partie bien fondée, et que Sazonoff et l'ambassadeur d'Autriche avaient pratiquement arrêté les termes des garanties de bon voisinage que l'Autriche pouvait raisonnablement exiger. Macchio promet de soumettre à Berchtold cette proposition de l'ambassadeur russe, que l'ambassadeur d'Autriche à St-Pétersbourg ait pleins pouvoirs auprès de Sazonoff, celui-ci étant disposé à conseiller à la Serbie toutes les concessions compatibles avec son caractère d'Etat indépendant.

57—RODD à GREY, Rome, 27.

San Giuliano croit que, si la conférence se réunissait dès maintenant, les hostilités seraient pratiquement interrompues. Il suggère l'acceptation intégrale de la note autrichienne par la Serbie à la demande des puissances, cédant ainsi à l'Europe entière, non à l'Autriche.

58—BERTIE à GREY, Paris, 28.

Le ministre des Affaires Etrangères est très satisfait d'avoir eu communication du langage tenu par Grey à l'ambassadeur allemand (v. N. 46).

Jusqu'ici nous avons suivi exactement l'ordre numérique des pièces du livre bleu pour mieux faire ressortir le rôle fermement conciliateur de la Grande Bretagne dès le début des pourparlers. Ce rôle est demeuré le même jusqu'au dernier moment, tant qu'il y a eu l'ombre d'une chance de paix. Jour et nuit pendant le reste de cette fatale semaine, sir Edward Grey a été infatigable. Sur les 160 dépêches échangées entre Londres et les chancelleries continentales, plus de cent sont de sa propre dictée ; si l'on ajoute à cela les audiences diplomatiques de tous les instants, les conseils de cabinets et les séances parlementaires, on se demande s'il a pu trouver une heure de vrai repos, surtout pendant les dernières journées qui ont précédé la déclaration de guerre.

Comme le texte du livre bleu est déjà à la disposition du public, ayant été publié dans les deux langues par le gouvernement canadien, il suffira de donner la substance des principales pièces auxquelles il a été précédemment référé :

60.—Sir E. Goschen écrit de Berlin le 28 juillet que Von Jagow proteste de ses intentions pacifiques, tout en persistant dans son opposition au projet de conférence à quatre. On devrait lui demander s'il a quelque chose de mieux à proposer pour prouver sa sincérité.

62.—Cela pressait, car le même jour, l'Empereur d'Autriche déclarait la guerre à la Serbie, et son ministre Berchtold l'annonçait à l'ambassadeur anglais en disant sèchement que c'était une affaire où la Russie n'avait rien à voir.

64.—On écrit de Rome que le marquis di San Giuliano trouve en grande partie "puériles" les raisons invoquées par l'Autriche pour refuser la satisfaction offerte par la Serbie.

67.—L'ambassadeur allemand à Londres rapporte que son gouvernement a fait une démarche auprès de Vienne dans le sens modérateur proposé la veille par sir Edward Grey. En quoi a consisté cette démarche ? Mystère ! L'Allemagne n'a rien publié ce qui s'est passé entre Berlin et Vienne.

68 et 84.—Le 27 juillet, le Prince Lichnowsky avait informé sir Edward Grey que Berlin approuvait "en principe" le projet de conférence. Le 28, Grey invite Von Jagow à fournir sa propre formule, que cela s'appelle conférence, consultation, discussion ou conversation à quatre. Pour lui, il est tout prêt : l'Allemagne n'a qu'à presser le bouton

Pièces 78, 93, 96, 103, 110, 118, 120, 131, 133, 135.—Ces dépêches sont particulièrement intéressantes à consulter, parcequ'elles contiennent la chaîne des faits suivants. Le 26 juillet, la Russie avait invité l'Autriche à des conversations amicales. Le 28, l'Autriche avait autorisé son ambassadeur à s'aboucher avec M. Sazonoff. Le 29, elle contremande l'autorisation. Le 30, le ministre Berchtold revient sur son refus dû, dit-il, à un malentendu, et autorise la reprise des conversations à St. Petersbourg. Le 1er août même, l'Autriche acceptait non seulement la discussion, mais aussi la médiation des puissances que jusque-là elle avait obstinément refusée. Le même jour, l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie !

Celle-ci avait dès le début accepté toutes les propositions d'arrangement, médiation, conférence à quatre, conversations amicales. Elle était prête à s'effacer devant l'arbitrage des quatre autres grandes puissances dont deux n'étaient pas ses alliées, l'Allemagne et l'Italie. Même après que l'Autriche eût attaqué la Serbie, elle avait fait des offres de paix, elle en avait même modifié les termes à la demande du gouvernement britannique. Mais tout cela était visiblement inutile devant le parti-pris du militarisme prussien, dont la tête dirigeante à Potsdam jouait avec ses diplomates comme avec des petits soldats de plomb.

C'est en revenant de Potsdam, au sortir d'une audience du Kaiser, que le chancelier faisait proposer à l'Angleterre un honteux marché de neutralité aux dépens de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, marché que le premier ministre Asquith a stigmatisé en plein Parlement comme une "proposition infâme" (Voir appendice II.)

Voici, pour compléter ce court sommaire, la chronologie des principaux événements relatés dans la dernière partie de la correspondance britannique

Le 31 juillet, sir Edward Grey demande à la France et à l'Allemagne de déclarer ce qu'elles entendent faire à propos de la neutralité du territoire belge dont elles sont garantes avec les autres puissances. Le gouvernement français s'empresse de répondre qu'il entend respecter sa signature. Le gouvernement allemand refuse de rien dire parceque ce serait dévoiler une partie de son plan de campagne. Venant deux jours après la "proposition infâme," c'était assez clair.

C'est le 1er août que se place l'événem[illegible] capital et décisif. Les choses en étaient à ce point que l'Autriche, tout en refusant d[illegible] accepter la réponse de la Serbie. avait reçu sans la rejeter et avait devant elle, comme question ouverte, une proposition de suspension des hostilités de la part de la Russie. Le 1er août, la Grande Bretagne intervenait de nouveau, dans un dernier effort de conciliation. Sir Edward Grey télégraphiait à son ambassadeur à Berlin et communiquait à toutes les puissances le texte d'une dépêche de M. Sazonoff, ainsi conçue :

" Formule amendée conformément au désir de la Grande-Bretagne :

" Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses troupes en territoire serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a pris le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les grandes puissances puissent examiner les satisfactions que la serbie peut donner au gouvernement austro-hongrois sans affecter ses droits d'Etat souverain et son indépendance, la Russie s'engage à garder une attitude d'observation."

Du côté de l'Autriche, pas un mot d'objection. Au contraire, ce m|me jour-là, le minsitre Berchtold prenait la peine de télégraphier à Londres pour donner le démenti à la rumeur que l'Autriche avait fermé la porte à toute conversation avec St-Pétersbourg.

C'est à Berlin que se dressait le seul obstacle. L'ambassadeur anglais s'empresse de soumettre la proposition au secrétaire d'Etat Von Jagow, en lui faisant remarquer que, puisque les deux parties principales, l'Autriche et la Russie, étaient en pourparlers, l'Allemagne, qui n'était en cause qu'à titre d'alliée de l'Autriche, ne devait pas, dans l'intérêt de la paix, montrer plus de précipitation que celle-ci.

Quelle est la réponse ? Il est trop tard. La Russie a l'avantage du nombre, l'Allemagne a pour elle la vitesse. Elle entend que la Russie renvoie ses troupes, pendant que l'Autriche fait avancer les siennes en Serbie. Elle lui donne douze heures pour répondre.

Le même jour, ne recevant pas de réponse à cet [illegible], qui avait depuis la veille la parole du Czar que les troupes [illegible] pas un pas tant que dureraient les négociations, déclarait la guerre à la Russie, puis six heures après à la France. Voilà ce qui a allumé la guerre par toute l'Europe.

Le 2 août, la Grande Bretagne s'engage à protéger les côtes de France avec sa flotte, les vaisseaux de guerre français étant concentrés dans la Méditerranée. Le même jour, des navires marchands anglais étaient saisis dans les ports allemands.

Le 3, l'Allemagne ayant consulté l'Italie sur ses intentions, celle-ci lui faisait cette belle réponse :

" La guerre entreprise par l'Autriche, étant donné surtout les conséquences qui pouvaient en sortir d'après les paroles de l'ambassadeur d'Allemagne, ayant un caractère agressif ne cadrant pas avec le caractère purement défensif de la Triple Entente, l'Italie ne pourrait participer à la guerre."

Une autre pièce importante à retenir, c'est la dépêche du 4 août du secrétaire d'Etat Von Jagow au Prince Lichnowsky, dans laquelle le gouvernement allemand offrait à l'Angleterre l'assurance que, même en cas de conflit armé avec la Belgique, *il ne s'annexerait sous aucun prétexte un pouce de territoire belge*. L'ambassadeur allemand était chargé de développer cette thèse dans les termes suivants :

" La sincérité de cette déclaration est prouvée par notre engagement solennel à l'égard de la Hollande de respecter sa neutralité. Il est évident *que nous ne pourrions annexer profitablement du territoire belge sans nous agrandir en même temps aux dépens de la Hollande*."....

Le même jour, la Grande Bretagne déclarait la guerre à l'Allemagne, et le 8, à son retour à Londres, l'ambassadeur Goschen rendait compte de la conversation désormais tristement célèbre où le chancelier Bethmanu-Hollweg s'était emporté jusqu'à parler du traité garantissant la neutralité de la Belgique comme d'un simple "chiffon de papier."

Le dernier document qui figure au livre bleu (pièce 161), et non le moins important, est la dépêche expédiée de Vienne par l'ambassadeur anglais sir M. de Bunsen le 1er septembre—car l'état de guerre n'existait pas encore avec l'Autriche. En voici quelques extraits qui font voir que la diplomatie autrichienne, comme celle de Berlin, avait reçu le mot d'ordre de cacher son jeu :

161.—BUNSEN à GREY, V[illegible]NE, 1er septembre.

" Au Ballplats, une période de silence absolu a précédé la remise, le 23 juillet, à Belgrade, de la note autrichienne à la Serbie. Sauf M. de Tschirsky, qui a dû être au courant du caractère, sinon des termes eux-mêmes, de la note, à aucun de ses collègues il ne fut permis de percer le voile. Le 22 et le 23 juillet, M. Dumaine, ambassadeur de France, avait de longues entrevues avec le baron Macchio, l'un des deux sous-secrétaires d'Etat des Affaires Etrangères. Celui-ci fit croire à l'ambassadeur que les mots d'avertissement qu'on l'avait chargé de dire au gouvernement d'Autriche-Hongrie n'avaient pas manqué de produire un effet, et que la note qu'on était en train de rédiger ne contiendrait rien auquel un Etat, qui tenait à conserver son amour-propre, ne pourrait pas obtempérer sans la moindre hésitation.

" Lors de la deuxième de ces entrevues, il ne fut même pas averti qu'on était à l'instant même sur le point de remettre la note à Belgrade, et qu'on allait la publier le lendemain à Vienne. L'Ambassadeur de Russie était si loin de se rendre compte de ce qui se préparait qu'il avait quitté Vienne vers le 20 juillet, pour un congé de quinze jours. Son absence avait à peine duré quelques jours, que les événements l'obligèrent à rentrer. On aurait pu supposer que pendant cette période précaire le comte Berchtold aurait admis à sa pleine confiance le duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie, royaume allié avec l'Autriche, qui devait être touché au vif par de nouvelles complications aux Balkans. En fait, on laissait son Excellence dans l'ignorance la plus complète."

— —

LE LIVRE BLANC ALLEMAND

Le dossier allemand, publié à Berlin le 3 août, diffère de celui du gouvernement britannique (où la correspondance est insérée jour par jour sans un mot de commentaire), en ce qu'il consiste en une longue plaidoirie sans signature, portant la date du 2 août, accompagnée du texte des notes échangées entre l'Autriche et la Serbie, ainsi que d'une couple d'extraits de journaux de Vienne en date du 24 juillet, appuyant la note autrichienne et exprimant l'espoir que la Serbie se soumettrait sans réplique plutôt que de provoquer une guerre.

La seconde partie, réservée à la correspondance officielle, est visiblement incomplète; elle se réduit à vingt-sept annexes.

Encore ces annexes ne se composent-elles en somme que de quelques dépêches du chancelier impérial Bethmann-Hollweg, insérées pêle-mêle, sans ordre de date. Même interversion de date pour la correspondance échangée entre le Czar et le Kaiser, disposée de manière en altérer le véritable sens.

Le tout est intitulé : Mémoire et documents concernant l'ouverture de la guerre. En voici la substance :

MÉMOIRE

L'auteur, qui parle tantôt à la première personne, tantôt à la troisième, tantôt au pluriel ("Je", "nous", le Ministre"), débute par rejeter sur la Russie toute la responsabilité de la guerre. L'assassinat de l'archi-duc François Ferdinand n'est d'après lui qu'un incident des machinations russes tendant au démembrement de l'empire autrichien, la Serbie devant céder à la Bulgarie le morceau de Macédoine gagné dans la guerre des Balkans, en échange de la Bosnie et de l'Herzégovine. Aveu important à noter: l'Autriche ayant dès le début consulté son allié l'Allemagne, celle-ci lui donne *carte blanche*. Cette partie du mémoire est à citer en entier :

" En cet état de choses, l'Autriche devait admettre qu'il ne pouvait plus être compatible avec la dignité ou la sécurité de la Monarchie de tolérer plus longtemps, sans prendre action, ce qui se passait de l'autre côté de la frontière. Le gouvernement austro-hongrois nous fit part de ce sentiment, *et nous demanda notre opinion.* Nous pûmes assurer notre alliée que nous partagions cordialement ses vues et *approuvions toute action* qu'elle jugerait nécessaire de prendre pour mettre fin à l'agitation serbe visant l'existence de la Monarchie austro-hongroise. Nous savions parfaitement qu'en prenant les armes contre la Serbie, l'Autriche-Hongrie *provoquerait l'intervention de la Russie*, et que de ce fait *nous serions entraînés dans la guerre* par nos devoirs d'allié. Nous ne pouvions cependant, voyant que les intérêts vitaux de l'Autriche étaient en jeu, ni conseiller à notre allié une complaisance incompatible avec sa dignité, ni lui refuser notre secours dans un pareil moment....." L'Allemagne devait à son propre intérêt de ne pas laisser affaiblir l'Autriche. *"Nous lui donnâmes donc carte blanche pour agir contre la Serbie.* Quant aux préliminaires, nous n'y avons pris aucune part."

La position prise par l'Allemagne dès le début, c'est que c'était un compte à régler entre l'Autriche et la Serbie toutes seules ; il fallait les laisser se débattre ensemble; c'était un manque de culture (unkultur) à châtier. "Nous donnâmes instructions en ce sens à nos représentants à l'étranger." C'est à cette non-intervention des puissances que le gouvernement de Berlin s'est appliqué dans le cours des négociations, et le mémoire prétend *que l'Angleterre et la France promettaient de travailler dans le même sens*, ce qui est contredit par tous les documents officiels.

Quant aux pourparlers des derniers jours avant les hostilités, voici aussi succinctement que possible la version allemande, si confuse qu'elle soit :

Le 24 juillet, *La* Russie signifie qu'il lui est impossible de rester indifférente à la cause serbe. Le 26, l'Autriche explique à la Russie qu'elle n'a aucun dessein de conquête. Le même jour, Berlin entend parler de mobilisation en Russie, et en signale le danger aux gouvernements de France et d'Angleterre. L'ambassadeur allemand transmet cette déclaration hautaine et menaçante au gouvernement russe :

"Les préparatifs militaires de la Russie nous forceront à prendre des contre-mesures, consistant en mobilisation de l'armée. *Mobilisation implique guerre.* En autant que nous connaissons les obligations de la France envers la Russie, cette mobilisation serait simultanément dirigée *contre la Russie et la France.* Nous ne pouvons croire que la Russie veuille déchainer une pareille guerre européenne. Etant donné que l'Autriche n'entend pas affecter la perpétuation du royaume de Serbie, nous sommes d'avis que la Russie peut adopter une politique d'attente, ce qui nous mettrait en meilleure position pour seconder le désir de la Russie de ne permettre aucune atteinte à l'intégrité du royaume de Serbie, puisque l'Autriche elle-même n'y attente nullement. Il sera aisé de trouver une base d'arrangement dans le cours des choses."

Le 27 juillet, le ministre de la guerre en Russie donne sa parole d'honneur qu'aucun ordre de mobilisation n'a encore été lancé; que, dans le cas où des troupes autrichiennes franchiraient la frontière serbe, les seuls districts militaires faisant face à l'Autriche seraient mobilisés, mais non du côté de l'Allemagne. Cette mobilisation partielle est considérée menaçante pour l'Allemagne, et le même jour (27) on apprend que la France aussi fait des préparatifs de guerre.

Quant aux propositions de conférence à quatre offertes le 26 par sir Edward Grey, le mémoire dit que, tout en approuvant l'idée, l'Allemagne n'y pourrait prendre part, parceque c'eût été citer son allié devant un tribunal Européen, compétent seulement pour connaitre des relations austro russes, mais non d'un différend local comme celui de l'Autriche avec la Serbie.

La mémoire atténue l'adhésion de la France à la proposition de sir Edward Grey en disant qu'elle ne valait rien devant les objections de l'Autriche. Lorsqu'à la demande de l'Angleterre l'Allemagne fit de nouveaux efforts pour engager l'Autriche à accepter la réponse serbe ou à en faire le sujet d'une discussion avec la Russie, l'Autriche répondit qu'il était trop tard, les hostilités étant commencées. "Néanmoins, nous persistâmes de toutes nos forces dans notre action médiatrice, et nous conseillâmes à Vienne d'accepter tout compromis compatible avec la dignité de la Monarchie."

Le 29 juillet, conversation entre M. Sazonoff et l'ambassadeur allemand à St-Pétersbourg, le premier cherchant à engager l'Allemagne à prendre part à la conférence à quatre, le second insistant pour que la Russie abandonne la cause de la Serbie. Impossible de s'entendre, toujours pour la même raison : les préparatifs militaires de la Russie. Le même jour, 29, l'attaché militaire allemand à St-Pétersbourg met en doute la parole du chef d'état-major russe, qui lui affirme sur l'honneur que rien dans la mobilisation en marche ne vise l'Allemagne. La Russie excusait son attitude en disant que l'Autriche avait jusque-là négligé d'entrer en pourparlers ; le même jour l'ambassadeur autrichien est autorisé à s'aboucher avec M. Sazonoff *sur le différend austro-serbe comme sur le reste.*

D'après le mémoire, du commencement à la fin l'Allemagne a travaillé pour la paix de concert avec l'Angleterre. Le 29, l'ambassadeur autrichien en Russie était, "à notre demande, autorisé à entamer les conversations avec M. Sazonoff."

Le 30 juillet, Berlin dit avoir transmis à Vienne la dernière proposition de Londres, apparemment acceptée de la Russie, concédant à l'Autriche la faculté d'entrer en Serbie et de dicter de là ses conditions. Dans l'intervalle, le mouvement des troupes russes s'accentuait; le 31, la mobilisation générale était ordonnée. Ce jour-là, le Czar et l'Empereur échangeaient des dépêches.

La mobilisation entière des forces russes, continue le mémoire, avait été décrétée dans la matinée, avant l'envoi de la dépêche du Czar. Le même jour, 31, dans l'après-midi, l'ambassadeur allemand à St-Pétersbourg recevait ordre de déclarer l'état de guerre, à moins que dans un délai de douze heures la Russie n'arrêtât ses préparatifs militaires. On demandait en même temps à la France si elle serait neutre. La déclaration fut transmise à St-Pétersbourg le 31 à minuit, et le 1er août à 5 heures de l'après-midi, la Russie n'ayant pas répondu, l'Empereur ordonna la mobilisation générale de l'armée et de la marine, et en même temps l'ambassadeur à St-Pétersbourg recevait ordre de déclarer la guerre. Les troupes russes pénétraient sur le territoire allemand le même jour, de bonne heure dans l'après-midi. Le 31 juillet, à 7 heures du soir, l'ambassadeur à Paris posait la question de neutralité ; le 1er août à 1 heure de l'après-midi, il recevait une réponse ambigüe, et à 5 heures la mobilisation française était ordonnée. Le lendemain matin, la France ouvrait les hostilités.

Tel est en substance, l'exposé des faits d'après la version allemande. Voici pour la partie documentaire :

Outre une couple d'extraits de journaux allemands et autrichiens, reproduction *in extenso* de la Note autrichienne et de la Réponse de la Serbie, avec commentaires du gouvernement austro-hongrois sur chaque point, publiés par le Norddeutsche Allgemeine Zeitung du 29 juillet 1914.

Comme on l'a vu plus haut (pièce 39 du livre bleu anglais), la réponse serbe était une capitulation complète. L'Autriche, pour se donner un prétexte de non-recevoir, chicane sur les mots; à Rome, ses propres alliés trouvent ses objections puériles (pièce 64 du livre bleu anglais.) Inutile d'insister sur ces finasseries, aujourd'hui jetées dans l'oubli.

ANNEXE 1 A.

Longue dépêche de Vienne en date du 27 juillet, censée être le résumé des enquêtes sur les menées serbes qui ont abouti à l'assassinat de l'archi-duc.

ANNEXE 1 B.

Le Chancelier allemand aux ambassadeurs, Berlin, 23 juillet. Avertissement à la Triple Entente, plaidant fortement en faveur de l'Autriche dans ses démêlés avec la Serbie. L'Autriche a assez longtemps enduré. Ses demandes sont justes. Les ambassadeurs sont chargés de déclarer aux gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie que l'Allemagne est d'opinion qu'aucune puissance ne doit intervenir dans une guerre entre l'Autriche et la Serbie. Cette dépêche fait à plusieurs reprises mention de la note autrichienne communiquée le lendemain, 24, aux autres puissances, et prévoit que les demandes ne seront pas acceptées, et qu'alors la guerre devra éclater. La note autrichienne était donc connue à Berlin avant Londres et Paris !

ANNEXE 2

Le chancelier aux gouvernements confédérés d'Allemagne.

(Pièce sans date.)

La synthèse de ce long document, c'est que l'intérêt des royaumes et grands duchés qui composent l'Allemagne tient essentiellement à donner à l'Autriche toute l'assistance possible, car l'Empire du Danube (l'Autriche) détruit par le Pan-serbisme ou Pan-slavisme (les deux sont synonymes), il ne reste plus à l'Allemagne d'autre alternative que l'anéantissement. Aussi Berlin ne s'épuise-t-il pas en sollicitations auprès des gouvernements confédérés; il se contente de leur démontrer l'impérieuse nécessité de marcher avec le Kaiser ou de périr. Simple avis qu'il va falloir épauler le fusil. Ce n'est pas l'Autriche qui cherche à écraser la Serbie, c'est la Serbie qui depuis des longues années a déclaré la guerre à l'Autriche. Celle-ci va prendre l'offensive ; mais en réalité elle est sur la défensive. Un passage capital de ce document est celui-ci : "Si dans ce conflit la Russie se croit obligée de prendre fait et cause pour la Serbie, *elle est certainement dans son droit*. Mais elle doit bien se mettre en tête qu'en agissant ainsi, en prêtant main-forte à la Serbie dans sa lutte souterraine pour démolir les fondements mêmes de la monarchie austro-hongroise, elle travaille contre elle-même, et qu'elle devra seule porter la responsabilité de la guerre européenne qui pourrait résulter de la dispute austro-serbe, *que tout le reste de l'Europe désire localiser.*"

ANNEXE 3

TSCHIRSCHKY à BETHMANN-HOLLWEG, VIENNE, 24 juillet.

L'ambassadeur allemand à Vienne rapporte la substance d'une conversation du ministre Berchtold avec le chargé d'affaires de Russie en l'absence de l'ambassadeur russe. L'Autriche n'entreprend pas une guerre de conquête, ne veut pas déranger l'équilibre balkanique; son unique but est de forcer la Serbie à lui donner des garanties de bonne conduite pour l'avenir.

ANNEXE 4

POURTALES à BETHMANN-HOLLWEG, ST-PÉTERSBOURG, 24.

Dans une entrevue avec M. Sasonoff, celui-ci, très irrité, déclare en substance que la Russie ne peut permettre que le différend austro-serbe se règle à deux.

ANNEXE 5

POURTALÈS à BETHMANN-HOLLWEG, St-Pétersbourg, 25.

L'ambassadeur allemand rapporte que, dans une entrevue entre l'ambassadeur d'Autriche et M. Sasonoff, celui-ci a paru rassuré et calmé par l'assurance que l'Autriche ne projetait aucune conquête, voulant simplement la paix sur ses frontières.

ANNEXE 6

POURTALÈS à BETHMANN-HOLLWEG, St-Pétersbourg, 25.

Signale certains préliminaires de mobilisation contre l'Autriche : la soudaine interruption des manœuvres à Krasnoé, et une grande agitation aux quartiers généraux par suite de l'attitude autrichienne.

ANNEXE 7

POURTALÈS à BETHMANN-HOLLWEG, St-Pétersbourg, 26.

L'attaché militaire allemand rapporte comme fait certain la mobilisation à Kieff et Odessa seulement.

ANNEXE 8

CONSUL ALLEMAND à BETHMANN-HOLLWEG, Kovno, 27.

Loi martiale déclarée à Kovno.

ANNEXE 9

L'ENVOYÉ ALLEMAND à BETHMANN-HOLLWEG, Berne, 27.

Se dit croyablement informé que le 14ème corps d'armée français a interrompu ses manœuvres.

ANNEXE 10

BETHMANN-HOLLWEG à LICHNOWSKY, Berlin, 26.

En dépit des solennelles assurances données par l'Autriche à la Russie, on apprend que celle-ci s'apprête à rappeler plusieurs corps de réservistes. En ce cas, l'Allemagne sera forcée de prendre des contre-mesures. Elle demande une forte intervention anglaise à St-Pétersbourg.

ANNEXE 10A

BETHMANN-HOLLWEG à VON SCHOEN, Berlin, 26.

Même demande au gouvernement français.

ANNEXE 10B

BETHMANN-HOLLWEG à POURTALÈS, Berlin, 26.

Demande à la Russie d'accepter la déclaration de l'Autriche qu'elle n'a aucune intention de conquête ; autrement, la Russie porterait toute la responsabilité des conséquences.

ANNEXE 11

POURTALÈS à BETHMANN-HOLLWEG, St-Pétersbourg, 27.

Le ministre de la guerre donne sa parole d'honneur à l'attaché militaire allemand qu'aucun ordre de mobilisation n'a été lancé en dehors de certaines mesures préparatoires; que si les troupes autrichiennes franchissaient la frontière serbe, on mobiliserait contre l'Autriche, non contre l'Allemagne.

ANNEXE 12

BETHMANN-HOLLWEG à LICHNOWSKY, Berlin, 27.

Prétend ne rien connaître de la proposition de conférence à quatre faite par sir Edward Grey, que l'Allemagne ne peut accepter, sa médiation devant se borner à l'éventualité d'un conflit entre l'Autriche et la Russie.

ANNEXE 13

BETHMANN-HOLLWEG à LICHNOWSKY, Berlin, 25.

Le différend austro-serbe doit être localisé, toutes les puissances doivent s'abstenir, la Russie comme les autres. Advenant un différend entre la Russie et l'Autriche, l'Allemagne serait prête à participer à la médiation des puissances.

ANNEXE 14

BETHMANN-HOLLWEG à POURTALÈS, Berlin, 28.

Le gouvernement allemand s'efforce toujours d'engager l'Autriche à donner satisfaction à la Russie au sujet de la question serbe. La déclaration de guerre ne dérange rien à cet égard.

ANNEXE 15

BETHMANN-HOLLWEG à LICHNOWSKY, Berlin, 27.

Suivant le désir de sir Edward Grey, le gouvernement allemand a sur-le-champ commencé à travailler dans le sens de la médiation auprès de Vienne; il a communiqué au comte Berchtold le désir de M. Sazonoff d'un entretien direct avec Vienne.

ANNEXE 16

TSCHIRSCHKY à BETHMANN-HOLLWEG, Vienne, 28.

La proposition de médiation faite par sir Edward Grey arrive trop tard, après la déclaration de guerre.

ANNEXE 17

BETHMANN-HOLLWEG à VON SCHOEN, Berlin, 29.

Faire des représentations au gouvernement français au sujet de ses préparatifs de guerre, qui obligeront l'Allemagne à proclamer le "Kriegsgefahr" (danger de guerre).

ANNEXE 18

ENVOYÉ MILITAIRE AU KAISER, St-Pétersbourg, 30.

Rapporte une conversation qu'il a eue la veille avec le Prince Troubetsky, au sujet de l'échange de dépêches entre le Czar et l'Empereur. La Russie ayant mobilisé malgré la déclaration de l'Autriche qu'elle ne s'emparerait d'aucune partie du territoire serbe, il ne faudrait pas s'étonner que l'Allemagne mobilisât également.

ANNEXE 19

BETHMANN-HOLLWEG à L'AMBASSADEUR à ROME, Berlin, 31.

Toutes nos tentatives de réconciliation entre l'Autriche et la Russie ont été entravées par la mobilisation précipitée en Russie.

ANNEXES 20 à 23

Télégrammes échangés entre le Kaiser et le Czar, dont le texte complet est donné plus loin. (Voir appendice III.)

ANNEXE 24

BETHMANN-HOLLWEG à POURTALES, BERLIN, 31.

Le chancelier dit que l'Allemagne a lancé une proclamation de "danger de guerre", mais que la mobilisation suivra bientôt si dans un délai de douze heures la Russie n'a pas interromp. ses préparatifs de guerre contre l'Allemagne et l'Autriche. L'Ambassadeur est chargé d'en donner avis sur-le-champ au gouvernement russe.

ANNEXE 25

BETHMANN-HOLLWEG à VON SCHOEN, BERLIN, 31.

Même avis au gouvernement français, avec cette différence que le délai est fixé à dix-huit heures pour déclarer si la France restera neutre. L'ambassadeur à l'ordre d'agir avec la plus grande diligence. (Cela pressait, l'Autriche ayant justement accepté la discussion de la question serbe avec la Russie.)

ANNEXE 26

BETHMANN-HOLLWEG à POURTALES, BERLIN, 1er août.

Déclaration de guerre à la Russie. Si à 5 heures de l'après-midi le gouvernement n'a pas donné de réponse satisfaisante, l'ambassadeur a instruction de lui déclarer la guerre au nom de l'Empire allemand et de demander ses passeports, et devra immédiatement télégraphier à Berlin l'heure exacte de la signification de telle déclaration.

ANNEXE 27

VON SCHOEN à BETHMANN-HOLLWEG, PARIS, 1er août.

" En réponse à mes demandes réitérées pour savoir si la France demeurerait neutre dans le cas d'une guerre germano-russe, le premier ministre a déclaré que la France ferait ce que demanderaient ses intérêts."

2ème LIVRE BLANC ALLEMAND

Contenant les messages intimes échangés entre le roi Georges V, l'Empereur Guillaume et le Prince Henri de Prusse (Correspondance Willy-Georgie-Nicky, etc).

Le 30 juillet, le Prince Henri de Prusse télégraphie au roi Georges que Willy et Nicky sont en correspondance; que, d'après ses informations, la France se prépare à la guerre, tandis que *l'Allemagne n'a rien de prêt ;* il demande au roi Georges d'employer son influence pour obtenir la neutralité de la France et aussi de la Russie.

Le même jour, réponse du roi Georges : il fait tout ce qu'il peut pour engager la Russie et la France à suspendre leurs mouvements militaires à condition que l'Autriche se contente d'occuper Belgrade comme gage du règlement de ses réclamations contre la Serbie. Il espère que William en fera autant auprès de l'Autriche.

Le 31 juillet, "Willy" télégraphie à Georges V que la proposition ci-dessus concorde avec ses propres idées et avec les avis reçus ce jour de Vienne, qu'il a donné ordre de communiquer à Londres. Mais tout cela arrive trop tard, "Nicky" ayant ordonné la mobilisation générale, "Willy" ajoute qu'il part pour la frontière orientale où les troupes russes sont déjà concentrées.

Le 1er août, le roi Georges télégraphie au Kaiser qu'il est en instances auprès de "Nicky" en vue de la réouverture des pourparlers entre les puissances concernées.

Le reste de la correspondance roule sur un malentendu qui a depuis été expliqué. Le 1er août, au moment où la guerre éclatait, dans une conversation téléphonique, l'ambassadeur Lichnowsky comprend que sir Edward Grey lui offrait la neutralité de la France dans une guerre entre l'Allemagne et la Russie, et télégraphie cette offre à Berlin. Sir Edward Grey s'est empressé de couper court à ce quiproquo par cette déclaration à la Chambre des Communes :

"On m'avait rapporté que l'ambassadeur allemand avait donné à entendre que
l'Allemagne devait garder la neutralité entre la Russie et l'Autriche, et aussi s'enga-
ger à ne pas attaquer la France si nous restions neutres et obtenions la neutralité de
la France. Je m'empressai de lui dire que, si le gouvernement allemand croyait l'ar-
rangement possible, j'étais certain que nous pourrions réussir de notre côté. Mais il
parait que ce qu'avait voulu dire l'ambassadeur, c'est que nous obtiendrions la neu-
tralité de la France si l'Allemagne faisait la guerre à la Russie. C'était une toute
autre affaire, et comme je présumais que ce serait en toute probabilité incompatible
avec les termes de l'alliance franco-russe, il n'était pas en mon pouvoir de rien pro-
mettre de tel. Par la suite, l'ambassadeur fit mander mon secrétaire particulier et lui
dit qu'immédiatement après avoir découvert le malentendu, il avait envoyé un second
télégramme à Berlin pour détruire l'impression créée par la première dépêche qu'il
avait expédiée à ce sujet."

LE PRESIDENT POINCARÉ AU PARLEMENT FRANÇAIS

" Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le Droit, dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale....

" Elle est fidèlement secondée par la Russie, son alliée; elle est soutenue par la loyale amitié de l'Angleterre.

" Et déjà de tous les points du monde civilisé viennent à elle les sympathies et les vœux, car elle représente aujourd'hui, une fois de plus, devant l'Univers, la liberté, la justice et la raison.

" Haut les cœurs et vive la France ! "

LE LIVRE ORANGE RUSSE

Principales pièces diplomatiques et négociations précédant la Guerre.

Des 79 pièces dont se compose le dossier russe, un certain nombre est la
confirmation de ce qui est rapporté dans les documents anglais et français, au
sujet des démarches incessantes de sir Edward Grey en faveur de la paix, des
intrigues allemandes ayant pour objet de brouiller la France et la Grande Bre-
tagne avec la Russie, ainsi que des offres de suspension d'armes faites par la
Russie à l'Autriche, après que celle-ci eût déclaré la guerre à la Serbie. Ces
répétitions seraient inutiles.

Voici la substance des autres dépêches échangées entre le gouvernement
russe et ses ambassadeurs :

1—STRANDTMAN à SAZONOFF, Belgrade, 10 (23) juillet.

Le chargé d'affaires russe en Serbie télégraphie que le ministre autrichien
(Giesl) vient de remettre à 6 h. du soir la note autrichienne au moment où le premier
ministre Pachitch et ses collègues sont absents en tournée électorale. Le seul ministre
présent, M. Patchou, demande l'aide de la Russie. A première vue la note est consi-
dérée inacceptable.

4—SAZONOFF au chargé d'affaires en AUTRICHE, St-Pétersbourg, 24.

Avis donné au gouvernement de Vienne que la communication de la note autri-
chienne le lendemain de sa signification à Belgade, ne laisse plus que vingt-quatre
heures aux puissances pour s'en rendre compte et aviser. Une prolongation de délai
s'impose. Cet avis est transmis à Londres, Rome, Paris et Belgrade.

5—LE PRINCE RÉGENT au CZAR, Belgrade, 24.

Traduction : " Le gouvernement austro-hongrois a fait remettre hier soir au gou-
vernement de Serbie une note concernant l'attentat de Serajevo. Consciente de ses
devoirs internationaux, la Serbie, dès les premiers jours de l'horrible crime, a déclaré
qu'elle le condamnait et qu'elle était prête à ouvrir une enquête sur son territoire si la
compicité de certains de ces sujets était prouvée au cours du procès instruit par les
autorités austro-hongroises. Cependant, les demandes contenues dans la note austro-
hongroise sont inutilement humiliantes pour la Serbie et incompatibles avec sa dignité
comme Etat indépendant. Ainsi, on nous demande sur un ton péremptoire une dé-
claration du gouvernement dans l'*Officiel* et un ordre du Souverain à l'armée, où nous
réprimerions l'esprit hostile contre l'Autriche en nous faisant à nous-mêmes des re-
proches d'une faiblesse criminelle envers nos menées perfides. On nous impose ensuite
l'admission des fonctionnaires austro-hongrois en Serbie pour participer avec les nôtres
à l'instruction et pour surveiller l'exécution des autres conditions indiquées dans la
note. Nous avons reçu un délai de quarante-huit heures pour accepter le tout, faute
de quoi la légation d'Autriche-Hongrie quittera Belgrade. Nous sommes prêts à ac-
cepter les conditions austro-hongroises qui sont compatibles avec la situation d'un
Etat indépendant, ainsi que celles dont l'acceptation nous sera conseillée par Votre
Majesté. Toutes les personnes dont la participation à l'attentat sera démontrée
seront sévèrement punies par nous. Toutefois certaines des demandes autrichiennes
ne pourront être exécutées sans des changements de notre législation, ce qui exige du
temps. On nous a donné un délai trop court. Nous pouvons être attaqués après

l'expiration du délai par l'armée austro-hongroise, qui se concentre sur notre frontière. Il nous est impossible de nous défendre, et nous supplions Votre Majesté de nous donner son aide le plus tôt possible. La précieuse bienveillance de Votre Majesté, qui s'est si souvent manifestée à notre égard, nous donne le ferme espoir que cette fois encore notre appel sera entendu de son généreux cœur slave. Dans ces moments difficiles, je suis l'interprète des sentiments du peuple serbe, qui supplie Votre Majesté de s'intéresser au sort du royaume de Serbie.—ALEXANDRE."

7—BRONIEWSKY à SAZONOFF, BERLIN, 24.

Tous les journaux de Berlin, sauf quelques rares exceptions, approuvent la note autrichienne. Le semi-officiel Lokal Anzeiger est particulièrement agressif ; il voit l'Allemagne respirer librement, une fois la situation des Balkans tirée au clair

8—SEVASTOPOULO à SAZONOFF, PARIS, 24.

Une note de l'Allemagne, communiquée par son ambassadeur, comporte que les puissances devront laisser régler cette question par l'Autriche et la Serbie toutes seules, même par les armes. Le Directeur Politique lui ayant demandé s'il fallait considérer la note comme un ultimatum, l'ambassadeur se retranche derrière le manque d'instructions pour ne pas répondre carrément.

9—STRANDTMAN à SAZONOFF, BELGRADE, 24.

Retour de M. Patchitch à Belgrade. Il donnera sa réponse en temps fixé, samedi, 25, à 6 heures du soir. Les puissances seront appelées à défendre l'indépendance Serbe. S'il faut la guerre, nous la ferons, dit-il.

10—COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT IMPERIAL, ST-PÉTERSBOURG, 25.

La Russie déclare qu'elle ne peut rester indifférente au conflit austro-serbe.

KUDACHEF à SAZONOFF, VIENNE, 25.

A demandé une prolongation de délai, en l'absence de M. Berchtold, qui est à Ischl. Le Baron Macchio prévoit un refus catégorique.

LE MÊME AU MÊME, VIENNE, 25.

Le gouvernement autrichien refuse nettement toute prorogation de délai.

BRONIEWSKY à SAZONOFF, BERLIN, 25.

Le ministre des Affaires Etrangères (Von Jagow) dit que l'Angleterre appuie la demande de prolongation de délai, mais qu'il y a peu de chances de l'obtenir. Il craint que l'Autriche en cédant donne trop d'assurance à la Serbie. Broniewsky lui fait remarquer qu'un grand pays comme l'Autriche peut faire cette petite concession sans danger pour son prestige. La perspective d'une guerre laisse Von Jagow inébranlable.

19—SEVASTOPOULO à SAZONOFF, PARIS, 25.

Un journal parisien ayant pris hier les déclarations faites hier par l'ambassadeur d'Allemagne (voir No 8) pour une menace, celui-ci a rendu visite au Directeur Politique pour contredire cette interprétation. Il dit que l'Autriche a présenté sa note à la Serbie sans entente précise avec Berlin, mais, ajoute-t-il, "le trait une fois lancé", l'Allemagne, comme alliée, devait supporter l'Autriche.

21—STRANDTMAN à SAZONOFF, BELGRADE, 25.

Malgré le ton soumis de la réponse serbe, le ministre autrichien annonce son départ; la Skouptchina est convoquée à Nisch pour le 27; le gouvernement et le corps diplomatique partent ce soir pour la nouvelle capitale.

22—BENCKENDORFF à SAZONOFF, Londres, 25.

Grey demande à Berlin de s'abstenir de toute mobilisation en présence de celle de l'Autriche et de la Russie, et de se joindre à la France, l'Italie et l'Angleterre pour offrir leurs bons offices.

23—SAZONOFF à L'AMBASSADEUR RUSSE EN ITALIE, St-Pétersbourg, 26.

Sazonoff demande à l'Italie d'intervenir auprès de Vienne et de faire comprendre à l'Autriche que la Russie ne peut se dispenser de venir en aide à la Serbie.

24—CONSUL RUSSE à SAZONOFF, Prague, 26.

Mobilisation décrétée en Bohême.

25—SAZONOFF à SCHEBEKO, St-Pétersbourg, 26.

Communication aux ambassadeurs russes à Berlin, Paris, Londres et Rome d'une conversation de Sazonoff avec l'ambassadeur d'Autriche. Sazonoff demande que Szâpâry soit autorisé à s'aboucher avec lui, en vue d'un remaniement des termes de la note autrichienne, espérant ainsi arriver à une rédaction à la fois acceptable de la Serbie et satisfaisante pour l'Autriche.

30—BRONIEWSKY à SAZONOFF, Berlin, 26.

Grand tapage dans les rues à la nouvelle de la mobilisation autrichienne. Manifestations contre la Russie sous les fenêtres de l'Ambassade, police absente.

31—BENCKENDORFF à SAZONOFF, Londres, 27.

L'ambassadeur désire savoir si les pourparlers directs de Sazonoff avec Vienne concordent avec la proposition de médiation à quatre transmise par Grey à Berlin, Paris et Rome.

32—SAZONOFF AUX AMBASSADEURS à PARIS et LONDRES, St-Pétersbourg, 27.

Si les pourparlers avec l'Autriche n'aboutissent pas, Sazonoff est prêt à accepter la proposition anglaise (médiation des quatre puissances), ou toute autre en vue de la paix.

33—SAZONOFF AUX AMBASSADEURS à PARIS, LONDRES, BERLIN, VIENNE et ROME, St-Pétersbourg, 27.

Le ton modéré de la réponse serbe dépasse toute attente. Si l'Autriche n'en est pas satisfaite, c'est qu'elle cherche un prétexte pour faire la guerre à la Serbie.

35—ISVOLSKY à SAZONOFF, Paris, 27.

A son retour à Paris, l'ambassadeur russe a eu, au ministère des Affaires Étrangères, la confirmation des démarches allemandes rapportées ci-dessus, l'insistance allemande sur la solidarité de la France et de l'Allemagne ayant visiblement pour but de désunir la Russie et la France, d'induire celle-ci à faire des représentations à St-Pétersbourg et de compromettre les deux alliés; finalement, en cas de guerre, de jeter toute la responsabilité sur la Russie et la France.

36—LE MÊME AU MÊME, Paris, 27.

Retard de vingt heures dans la transmission des dépêches télégraphiques (réponse de la Serbie, etc.); les autorités autrichiennes sont accusées d'avoir intentionnellement détenu ces dépêches.

38—BRONIEWSKY à SAZANOFF, Berlin, 27.

Jagow partage l'opinion de Pourtalès que Szâpâry ayant commencé les conversations avec Sazonoff, il peut les continuer. Pressé d'insister auprès de Vienne, Jagow refuse, disant qu'il ne peut conseiller à l'Autriche de céder.

39—LE MÊME AU MÊME, Berlin, 27.

L'ambassadeur français (Jules Cambon) a demandé à Von Jagow d'accepter la proposition anglaise d'action conjointe des quatre puissances, pour conseiller à l'Autriche de "s'abstenir de tout acte de nature à aggraver la situation pour le moment." Refus catégorique de Jagow, malgré les vives instances de Cambon.

40—LE CZAR au PRINCE ALEXANDRE, 27.

Réponse sympathique à l'appel du Prince Régent de Serbie, l'assurant de son appui, lui demandant de faciliter la tâche de ses amis en ne négligeant rien de son côté pour éviter les horreurs d'une guerre, et déclarant que, si les amis de la paix ne réussissent pas, la Russie ne restera pas indifférente au sort de la Serbie.

41—SCHEBEKO à SAZONOFF, Vienne, 27.

Impression de l'ambassadeur après une conversation avec le Baron Macchio en l'absence de Berchtold, où il a insisté sur le mouvement d'opinion causé en Russie par les conditions déraisonnables imposées par l'Autriche à un Etat indépendant, si petit qu'il soit. Il croit que c'est l'ambassadeur allemand à Vienne (Tschirscky) qui a été l'instigateur du trouble et a poussé l'Autriche à croire que le conflit pouvait être circonscrit entre elle et la Serbie. Les déclarations de la Russie en faveur de la Serbie modifient la situation et créent une impression profonde.

43—SAZONOFF à BENCKENDORFF, St-Pétersbourg, 28.

L'attitude de l'Allemagne est alarmante: c'est ce qui ressort d'une conversation avec son ambassadeur (Pourtalès). Le cabinet de Berlin ne paraît rien faire auprès de son alliée. L'Angleterre, plus que toute autre puissance, peut agir sur Berlin ; c'est là qu'est la clef de la situation.

44—CONSUL à SAZONOFF, Fiume, 28.

Etat de siège proclamé en Slavonie, en Croatie et à Fiume ; réservistes de toutes classes appelés sous les armes.

45—SCHEBEKO à SAZONOFF, Vienne, 28.

Conversation avec Berchtold. Instances amicales de l'ambassadeur russe en faveur d'une solution pacifique offrant toutes les garanties de bonnes relations à l'avenir avec la Serbie. Berchtold répond que les mesures énergiques contre la Serbie ont été adoptées avec répugnance, mais qu'il lui est impossible de reculer devant la pression de l'opinion publique.

46—BRONIEWSKY à SAZONOFF, Berlin, 28.

Pas un journal de Berlin n'a encore publié le texte de la réponse serbe, craignant sans doute l'effet apaisant de cette publication sur les esprits.

47—SCHEBEKO à SAZONOFF, Vienne, 28.

Décret de mobilisation générale signé.

48—SAZONOFF à BENCKENDORFF, St-Pétersbourg, 29.

Les hostilités étant commencées, la médiation anglaise s'impose d'urgence, pour obtenir la suspension des opérations militaires; autrement, la médiation ne servirait qu'à donner à l'Autriche le temps d'écraser la Serbie. Communiqué à Paris, Vienne et Rome.

49—SAZONOFF à BRONIESKY, St-Pétersbourg, 29.

L'ambassadeur d'Allemagne est autorisé par Bethmann-Hollweg à déclarer que l'Allemagne n'a pas cessé d'exercer une influence modératrice à Vienne. En ce cas, il devrait être possible de s'entendre, avec du bon vouloir; après les concessions de la Serbie, il devrait être facile de trouver un moyen terme. Pourparlers directs avec

l'Autriche, médiation à quatre, Sazonoff est prêt à tout accepter. Il explique à Pourtalès que les mesures militaires de la Russie ne visent en rien l'Allemagne, pas même l'Autriche, mais ne sont que les conséquences de la mobilisation de la majeure partie de l'armée autrichienne. Communiqué à Londres, Paris, Vienne et Rome.

50—SAZONOFF AUX AMBASSADEURS à LONDRES et PARIS, ST-PÉTERSBOURG, 29.

L'Autriche, d'après la dépêche de Schebeko (No. 45), refusant le mode de conversation directe, il ne reste plus qu'à s'en remettre à l'Angleterre pour l'initiative des démarches qu'elle jugera les meilleures. Communiqué à Vienne, Rome et Berlin.

51—BRONIEWSKY à SAZONOFF, BERLIN, 29.

Conversation avec Jagow, qui trouve très difficile d'employer son influence ouvertement à Vienne. La mobilisation russe est, dit-il, un obstacle ; Broniewsky répond que l'Autriche a mobilisé elle aussi du côté de la Russie. Jagow dit avoir reçu de Pourtalès une dépêche donnant à entendre que Sazonoff est disposé à trouver un compromis acceptable pour tous. Broniewsky répond que Sazonoff a toujours été en faveur d'un compromis.

52—STRANDTMAN à SAZONOFF, BELGRADE, 29.

La Bulgarie annonce officiellement qu'elle restera neutre.

53—ISVOLSKY à SAZONOFF, PARIS, 29.

Communication du sommaire de la situation présenté au Président de la République, à son arrivée de voyage, relatant les faits rapportés plus haut : les intrigues de l'Allemagne à Paris et à Londres pour embarquer la France avec l'Allemagne dans une pression à St-Pétersbourg, tandis que c'est à Vienne qu'il est nécessaire de prêcher la modération; les objections spécieuses de l'Allemagne à une conférence, sans offrir aucune autre suggestion pratique ; les pourparlers dilatoires de l'Autriche à St-Pétersbourg, pendant qu'elle pousse ses armées contre la Serbie.

54—BENCKENDORFF à SAZONOFF, LONDRES, 29.

Puisque les pourparlers directs sont rompus à St-Pétersbourg et que la seule objection de l'Allemagne à une conférence n'est plus qu'une question de forme, Grey demande à l'ambassadeur d'Allemagne d'indiquer le mode de médiation qui lui convient. La France, l'Italie, l'Angleterre ont accepté; il ne reste plus qu'à l'Allemagne à se ranger du côté de la paix.

55—ISVOLSKY à SAZONOFF, PARIS, 29.

Vu l'interruption des pourparlers entre St-Pétersbourg et Vienne, Viviani a télégraphié à Londres l'urgence de renouveler les propositions de médiation. L'ambassadeur d'Allemagne lui a protesté des intentions pacifiques de son gouvernement. Si l'Allemagne veut la paix, a répondu Viviani, elle devrait s'empresser d'adhérer à la proposition anglaise. Von Schoen dit que les mots de conférence, d'arbitrage, font peur à l'Autriche. Ce n'est pas une question de mots, réplique Viviani. Devant tous ces faux-fuyants, Viviani dit carrément à Von Schoen que la France tient à la paix, mais qu'elle est déterminée à agir d'accord avec ses alliées, que l'opinion de tous les partis est unanime là-dessus, et que lui (Von Schoen) a dû s'en convaincre personnellement.

56—LE PRINCE ALEXANDRE AU CZAR.

Remerciement ému, en réponse à la dépêche du Czar.

57—STRANDTMAN à SAZONOFF, NISH, 29.

Après avoir lu la dépêche du Car à Alexandre, Pachitch s'est signé et s'est écrié : "Seigneur ! le Czar est grand et clément," puis sous le coup d'une vive émotion, il a embrassé le chargé d'affaires russe.

58—SAZONOFF à ISVOLSKY, St-Pétersbourg, 29.

Remercie le gouvernement français de sa déclaration de loyale alliée. L'ambassadeur d'Allemagne lui a annoncé la décision de mobilisation prise par son gouvernement, si la Russie n'arrête pas ses préparatifs militaires, qui ne sont que la conséquence de ceux de l'Autriche. Ne pouvant accéder à la demande de l'Allemagne, la Russie n'a plus qu'à accélérer son armement. Avis en est donné à toutes les puissances.

59—STRANDTMAN à SAZONOFF, Nisch, 30.

Sommaire du manifeste du Prince royal et du discours du trône prononcé à l'ouverture de la Skouptchina, notant les vivats (Jivios) qui ont éclaté chaque fois que le nom de la Russie, de la France et de l'Angleterre étaient prononcés.

61—SWERBEEW à SAZONOFF, Berlin, 30.

Von Jagow contredit la mobilisation militaire et navale; c'est par erreur que les journaux ont publié le décret préparé en vue des éventualités, on a confisqué ces feuilles.

63—LE MÊME AU MÊME, Berlin, 30.

La proposition de Sazonoff, dans sa dépêche du 29, (conversation directe ou médiation à quatre), est refusée par Von Jagow, comme inacceptable de l'Autriche.

69—SAZONOFF à BENCKENDORFF, St-Pétersbourg, 31.

Remercie Grey de la fermeté de son langage dans ses pourparlers avec l'Allemagne et l'Autriche. Grâce à cela, tout espoir n'est pas perdu. C'est dans une conférence à Londres qu'il serait plus facile d'amener l'Autriche à un compromis. Communiqué à Paris.

70—DÉPÊCHE SECRÈTE AUX AMBASSADEURS, St-Pétersbourg, 1er août.

"A minuit, l'ambassadeur d'Allemagne m'a déclaré, sur l'ordre de son gouvernement, que si, dans un délai de douze heures, c'est-à-dire à midi, samedi, nous ne commencions à démobiliser non seulement du côté de l'Allemagne, mais aussi du côté de l'Autriche, le gouvernement allemand serait forcé de donner l'ordre de mobilisation. Sur ma demande si c'était la guerre, l'Ambassadeur répondit que non, mais ajouta qu'on en était bien proche.—SAZONOFF."

71—BENCKENDORFF à SAZONOFF, Londres, 1.

Grey a télégraphié à Berlin que la dernière formule acceptée par la Russie fournissait la meilleure base d'arrangement. Il espérait que pas une puissance ne commencerait les hostilités avant d'avoir examiné cette formule.

73—ISVOLSKY à SAZONOFF, Paris, 1.

Hier l'ambassadeur d'Autriche a déclaré à Viviani que son gouvernement était prêt à discuter avec les autres puissances le fond de sa difficulté avec la Serbie. Les mesures allemandes de "Kriegszustand" (mobilisation déguisée) créent une vive inquiétude en France.

74—LE MÊME AU MÊME, Paris, 1.

Viviani exprime à Von Schoen son étonnement de la mobilisation allemande au moment où les conversations se poursuivent entre les puissances. L'ambassadeur ne peut rien dire, la dépêche qu'il a reçue de Berlin étant indéchiffrable. Par suite de l'armement allemand, le gouvernement français a dû ordonner la mobilisation. L'ambassadeur est informé que cette mobilisation n'implique pas nécessairement hostilité et qu'il peut rester à Paris, de même que l'ambassadeur russe reste à Vienne et l'ambassadeur autrichien à St-Pétersbourg.

75—LE MÊME AU MÊME, Paris, 1.

Isvolsky apprend que l'ambassadeur d'Autriche a affirmé à Viviani que son gouvernement avait déclaré à la Russie son intention de respecter non seulement l'intégrité territoriale, mais aussi la souveraineté de la Serbie, mais que le gouvernement russe tenait cette déclaration cachée, Isvolsky lui donne un démenti formel.

76—COMMUNICATION DE LA DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE À LA RUSSIE, le 1er août à 7 h. du soir.

77—EXPOSÉ DES FAITS PAR SAZONOFF, St-Pétersbourg, 2 août.

La presse étrangère ayant faussement représenté la conduite de la Russie en cette affaire, Sazonoff remet les choses au point. La note autrichienne donnait quarante-huit heures à la Serbie pour répondre; ce n'est que dix-sept heures après signification à Belgrade que le texte en a été communiqué à St-Pétersbourg. Délai trop court pour prendre action. Aux représentations amicales de la Russie, qui désirait avoir plus de temps pour examiner l'affaire, l'Autriche a répondu par un refus. En vain la Serbie condamna le crime de Serajeo et s'humilia devant l'Autriche au delà de ce qu'attendait le monde entier, le ministre autrichien quitta Belgrade en disant que la réponse était insuffisante et inacceptable. L'Autriche savait déjà que la Russie ne pouvait rester indifférente à une attaque contre la Serbie. La Russie, cependant, épuisa tous les moyens pacifiques pour arriver à une entente qui satisfit l'amour-propre de l'Autriche. Celle-ci se déroba à toutes les offres d'intervention conciliatrice des puissances, déclara la guerre à la Serbie, et dès le lendemain bombarda Belgrade. Le manifeste qui accompagnait la déclaration de guerre accusait la Serbie d'avoir comploté et ordonné l'assassinat de Serajevo; le fait de porter à la charge de toute une nation un crime de droit commun a, par son inanité, valu à la Serbie les sympathies universelles. La mobilisation de quatre districts militaires en Russie était nécessaire, parce qu'après avoir rompu avec la Serbie, l'Autriche avait laissé passer quatre ou cinq jours sans donner le moindre signe d'aller au devant des avances conciliatrices de la Russie; elle avait même mobilisé la moitié de son armée. L'Allemagne était au courant de tout, elle était avertie que la mobilisation russe ne la visait en rien. La Russie était ouverte à tous les moyens de pacification, pourparlers directs avec l'Autriche ou conférence des quatre puissances non directement concernées. Tout en réglant ses mesures militaires sur celles de l'Autriche, la Russie n'a pas cessé de faire des propositions de paix, de concert avec les autres puissances, ce qui n'a pas empêché l'Allemagne de lui signifier son utimatum du 31 juillet, et sa déclaration de guerre le lendemain.

78—SAZONOFF AUX AMBASSADEURS, St-Pétersbourg, 2 août.

Réponse à l'Allemagne, qui cherche à jeter sur la Russie toute la responsabilité de la guerre, parce que celle-ci était obligée de se protéger contre les allures menaçantes de l'Autriche, qui, tout en restant en pourparlers, bombardait Belgrade et mettait toutes ses troupes en campagne. L'Allemagne a refusé d'accepter la parole d'honneur du Czar, que ses troupes ne commettraient aucune agression aussi longtemps que continueraient les pourparlers avec l'Autriche. Elle n'avait pas le droit de douter de notre sincérité. En déclarant la guerre au moment où les puissances poursuivaient les négociations, l'Allemagne a pris une lourde responsabilité.

79—ST-PÉTERSBOURG, 6 août à 6 h. du soir.

Déclaration de guerre par l'Autriche à la Russie, signifiée par l'ambassadeur d'Autriche (Szâpâry).

LE LIVRE JAUNE FRANCAIS

Le gouvernement de la République a publié le 1er décembre son dossier *ante bellum*, recueil de 160 pièces diplomatiques formant un fort volume de 216 pages. Dans l'abrégé qui suit, on a omis tout ce qui ne ferait que répéter la documentation anglaise et russe, à laquelle les relations des diplomates français s'ajustent comme un gant. Cette volumineuse correspondance est donnée dans un ordre chronologique parfait, mais divisée en sept chapitres, ce qui en facilite l'étude.

En préface, comme jets de lumière sur la psychologie des derniers événements, le livre jaune rappelle ce qui s'est passé depuis 1870 : l'alliance franco-russe vers la fin du siècle, l'Entente Cordiale avec l'Angleterre en 1904, l'incartade de Guillaume II à Tanger le 31 mars 1905; la panique de l'été suivant entrainant le renvoi de M. Delcassé; la conférence d'Algéciras en 1906; la défaite diplomatique de la Triple Entente en 1908-09 lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche; la convention marocaine (1909); le coup d'Agadir (1911) et le traité franco-allemand qui en fut la suite; le coup mortel porté au prestige allemand par le triomphe des Balkans sur la Turquie en 1912, suivi de près d'une guerre entre vainqueurs allumée par la diplomatie autrichienne. Ce sont là des faits d'histoire. Ici commence le dossier français.

CHAPITRE I—LES AVERTISSEMENTS

Dès les premiers mois de 1913, l'ambassadeur français à Berlin, M. Jules Cambon, signale à son gouvernement la campagne de commémoration de 1813 (revirement de l'Allemagne contre Napoléon), dirigée et encouragée par les autorités impériales pour chauffer le patriotisme allemand et préparer l'opinion aux sacrifices exigées par la nouvelle loi militaire, qui date réellement de 1912.

Les célébrations d'anniversaires successifs devaient aboutir en 1914 par la commémoration de la première entrée des Prussiens à Paris. Détail plus que significatif : l'échéance des taxes de guerre sur les fortunes expirait le 1er juillet 1914, époque visiblement marquée pour le grand coup (Der Tag).

A la loi militaire allemande, la France répond en 1913 en revenant au service de trois ans. La Russie réorganise ses armées. L'Allemagne avec intérêt à ne pas se laisser devancer ; comme l'a dit son ministre Von Jagow, la Russie avait le nombre, l'atout de l'Allemagne était la célérité (pièce 138 du dossier anglais).

M. Jules Cambon écrit le 17 mars 1913 que le renforcement de l'armée allemande est faussement représenté comme conséquence du retour au service triennal en France, puisqu'au contraire il en est la cause. Vivant dans le voisinage de la cour impériale, M. Cambon constate que l'Empereur Guillaume se complaît dans ses discours à rappeler les souvenirs de 1813.

Le 2 avril 1913, le ministre de la Guerre à Paris recevait "de source sûre" communication d'un rapport officiel et secret allemand, insistant sur la nécessité de préparer la guerre sans éveiller la méfiance, mais en menant les affaires de telle façon que, sous le poids des armements ruineux et d'une situation politique tendue, l'opinion allemande considérât "un déchaînement comme une délivrance". On y étudiait les moyens de provoquer des soulèvements en Egypte, à Tunis, à Alger, au Maroc, et l'on posait le principe que "les petits Etats devraient être contraints de suivre l'Allemagne ou être domptés." La Belgique et la Hollande étaient nominalement désignées. "Dans le Nord, nous n'avons rien à craindre du Danemark ni des Etats Scandinaves... Au pire, le Danemark pourrait être forcé par l'Angleterre d'abandonner sa neutralité, mais à ce moment-là la question aurait déjà été décidée sur terre et sur mer. Notre armée du Nord, dont le nombre pourrait être fortement grossi par le renfort des troupes hollandaises, opposerait une énergique défense à toute attaque de ce côté.... Si l'organisation défensive de la Belgique nous barrait le chemin, ce qui serait un notable avantage pour notre ennemi de l'ouest, *nous ne pourrions en ce cas offrir à la*

Belgique aucune garantie quelconque de la sécurité de sa neutralité". En terminant, ce document prescrivait "un ultimatum à brève échéance, suivi immédiatement par l'invasion. Cet ultimatum permettra de justifier suffisamment notre action au point de vue du droit des gens." Pour atteindre le but, c'est-à-dire établir la domination allemande dans le monde entier, il était nécessaire de réunir des forces suffisantes. C'est pourquoi il fallait que fût réalisé avant l'été 1914 le nouveau programme militaire dont le premier résultat serait de permettre aux Allemands de se souvenir "que le comté de Bourgogne et une belle partie de la Lorraine sont encore aux mains des France, que des milliers de frères allemands des provinces baltiques gémissent sous le joug slave." (Pièce No. 2 du dossier français.)

Dans sa dépêche du 6 mai 1913, M. Jules Cambon signale le "garde-à-vous" général ordonné à l'armée allemande au moment de la tension albanaise. Ce "garde-à-vous" est un préliminaire de guerre inconnu en France, consistant à avertir les officiers et soldats de la réserve de se tenir prêts au premier appel. En Allemagne, grâce à l'incroyable esprit de soumission et de discrétion inculqué aux masses, cette sonnerie ne fait guère de bruit. En France, un pareil avertissement, écrivait M. Cambon, ferait tressauter tout le monde, tous les journaux en parleraient. M. Cambon tenait la nouvelle d'officiers allemands eux-mêmes qui avaient déjà pourvu à la subsistance de leurs famille pour une année d'absence. On disait même que c'est pour cette raison que le prince impérial avait dû renoncer à faire la première traversée de l'Impérator. À cette occasion, on rapportait les paroles prononcées par le général de Moltke, chef de l'état-major, dans un milieu allemand: "Il faut laisser de côté les lieux-communs sur la responsabilité de l'agresseur. Il faut prévenir notre principal adversaire, et dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre, nous devons la commencer sans plus attendre pour écraser brutalement toute résistance." (Pièce 3 du livre jaune.)

Le 30 juillet 1913, le gouvernement français recevait un long mémoire sur l'état des esprits en Allemagne, fondé sur les rapports des agences consulaires; en substance, ce document constatait partout des symptômes de préparatifs de guerre. (Pièce 5 du dossier français.)

Le 22 novembre, 1913, M. Cambon écrivait à M. Pichon, ministre des Affaires Étrangères: "L'hostilité contre nous s'accentue, et l'Empereur a cessé d'être partisan de la paix." "L'ambassadeur était avisé que le roi des Belges avait eu la même impression après une conversation avec Guillaume en présence du général Moltke. "Peut-être, ajoute M. Cambon en parlant de Guillaume II, éprouve-t-il on ne sait quelle jalousie de la popularité acquise par son fils, qui flatte les passions pangermanistes et ne trouve pas la situation de l'empire égale à sa puissance. Peut-être aussi la réplique de la France à la dernière augmentation de l'armée allemande, dont l'objet était d'établir la supériorité germanique, est-elle pour quelque chose dans ses amertumes, car quoi qu'on dise, on sent qu'on ne peut aller plus loin."

M. Cambon résumait sa pensée dans les termes suivants: "L'empereur se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois, et pour lui emprunter une expression qu'il aime à employer: "Nous devons tenir notre poudre sèche." (Pièce 6 du livre jaune.)

CHAPITRE II—PRÉLIMINAIRES

De l'assassinat de l'archi-duc héritier (28 juin 1914) à la signification de la note autrichienne à la Serbie (23 juillet). Pièces 7 à 21.

Le 2 juillet, quatre jours après le crime, M. Dumaine, ambassadeur à Vienne, prévoit que la Serbie, par un refus, "s'exposerait à une exécution militaire." Le 3, M. Von Jagow disait à M. de Manneville, chargé d'affaires de France, qu'il espérait que la Serbie donnerait satisfaction aux demandes que l'Autriche pouvait avoir à lui adresser. Le gouvernement allemand était donc, dès le début, au courant du coup qui se préparait à Vienne !

Le 6 juillet, M. Paléologue télégraphie de St-Pétersbourg que M. Sasonoff ayant signalé amicalement au chargé d'affaires autrichien le langage irritant de la presse viennoise, le Comte Czernin lui donne à entendre que le gouvernement austro-hongrois serait peut-être obligé de rechercher sur le territoire serbe les instigateurs de l'attentat ; sur quoi M. Sasonoff l'interrompit pour dire : "Aucun pays plus que la Russie n'a eu à souffrir des attentats préparés en territoire étranger. Avons-nous jamais prétendu employer contre un pays quelconque les procédés dont vos journaux menacent la Serbie ? Ne vous engagez pas dans cette voie !"

La correspondance constate ensuite jusqu'au 23 juillet une accalmie apparente dans les cercles officiels à Vienne, sinon dans la presse. La *Neue Frie Presse* réclame "au nom de l'humanité" l'extermination de la "maudite race Serbe". On croit la France désorganisée, incapable de se défendre; on proclame que la Russie ne bougera pas plus que lors de l'annexion de la Bosnie. La *Militaerische Rundschau* trouve l'instant favorable: "Si nous ne nous décidons pas à la guerre, dit-il, celle que nous devrons faire dans deux ou trois ans au plus tard s'engagera dans des circonstances beaucoup moins propices. La Russie n'est pas prête," etc.

Le 19 juillet, M. Dumaine signalait l'insistance avec laquelle les journaux viennois annonçaient la prochaine note à la Serbie. Un rapport consulaire du 20 juillet prédisait presque mot pour mot les termes impérieux de l'ultimatum du 23.

Dans le même temps, les diplomates étrangers étaient entretenus dans l'illusion que la démarche qui sera faite auprès de la Serbie n'aurait rien qui pût blesser l'amour-propre d'un Etat indépendant. L'ambassadeur de Russie, M. Schébéko, était si loin de s'attendre à ce qui se préparait qu'il était parti de Vienne le 20 juillet pour un congé de 15 jours, complètement rassuré à la suite d'entrevues avec le Comte Berchtold.

On jouait double jeu, car à Vienne et pareillement à Berlin, d'après un rapport consulaire transmis de Vienne et daté du 20 juillet, un certain clan acceptait l'idée d'un conflit " à dimensions généralisées, en d'autres termes, la conflagration." Le 21 juillet, M. de Jagow affectait de ne rien connaître du contenu de la note que l'Autriche allait signifier deux jours après. Au même moment cependant, on signalait une extrême faiblesse de la Bourse de Berlin. M. Dumaine télégraphiait le 22 de Vienne que M. de Tchirschky, l'ambassadeur allemand, se montrait "partisan des résolutions violentes ". M. Cambon signalait le 21, des avis préliminaires de mobilisation adressées à certaines classes de l'armée. A Londres, l'ambassadeur allemand (Lichnowsky) confiait à sir Edward Grey que son gouvernement n'avait pas réussi à modérer le cabinet de Vienne dans sa démarche auprès de la Serbie, tandis qu'à Vienne on continuait de dire à M. Dumaine que le ton de la note permettait de compter sur un dénouement pacifique. Le 23 juillet, le jour même où la note était présentée à Belgrade, le ministre français à Munich, M. Allizé, télégraphiait que le premier ministre de Bavière lui avait dit que la note, *"dont il avait connaissance,* était, de son avis, rédigée dans des termes acceptables pour la Serbie."

CHAPITRE III

LA NOTE ET LA RÉPONSE (24 et 25 juillet).

Pièces 22 *à* 49.—Le jeudi 23 juillet, à 6 h. du soir, l'ultimatum autrichien est remis à Belgrade, et ce n'est que le lendemain le 24 à 10 h. du matin, qu'il est communiqué aux puissances de la Triple Entente. M. Sazonoff dit ne l'avoir reçu que dix-sept heures après la signification à la Serbie. La soudaineté et l'exagération des demandes autrichiennes, de même que le délai qui expirait le lendemain au soir, furent blâmés à Londres par sir Edward Grey. L'émotion n'était pas moins grande à Rome, où l'on avait été aussi surpris qu'à Paris et à Londres. L'inquiétude s'accentua encore lorsqu'on vit la presse allemande aggraver la situation par son ton menaçant à l'adresse de la Russie, signalé à M. Bienvenu-Martin (ministre intérimaire des Affaires Etrangères en l'absence de M. Viviani) par M. Jules Cambon, ambassadeur à Berlin.

A Paris, le 24 juillet, l'ambassadeur allemand allait lire au ministre, sans vouloir lui en remettre copie, une déclaration menaçante, comportant que le conflit actuel était une affaire à régler entre l'Autriche et la Serbie seules, que son gouvernement désirait ardemment que le conflit fût localisé, "toute intervention d'une autre puissance devant, par le jeu naturel des alliances, provoquer des *conséquences incalculables.*" (Pièce 28.)

A Berlin, M. de Jagow déclarait à M. Cambon que "la note était énergique, mais qu'il l'approuvait."

Voici la partie essentielle du télégramme que M. Jules Cambon adressait le même jour à M. Bienvenu-Martin au sujet de cette conversation avec Jagow :

"J'ai continué en lui disant que n'ayant reçu encore aucune instruction, je ne voulais échanger avec lui que des vues toutes personnelles. Je lui ai demandé alors si vraiment le cabinet de Berlin avait totalement ignoré les exigences autrichiennes avant qu'elles fussent communiquées à Belgrade, et comme il me l'affirmait, je lui ai manifesté ma surprise de le voir ainsi s'engager à soutenir des prétentions dont il ignorait la limite et la portée.

" C'est bien, m'a dit M. de Jagow en m'interrompant, parce que nous causons entre nous personnellement que je vous laisse me dire cela.

"Certainement, ai-je dit, mais si Pierre Ier s'humilie, la Serbie sera probablement livrée à des troubles intérieurs, cela ouvrira la porte à de nouvelles éventualités, et savez-vous où vous serez conduit par Vienne ? "

" J'ai ajouté que le langage des journaux allemands n'était pas le langage de gens indifférents et étrangers à l'affaire, mais annonçait un appui actif. Enfin, j'ai remarqué que la brièveté du délai imposé à la Serbie pour se soumettre impressionnerait fâcheusement l'Europe.

"M. de Jagow me répondit qu'il s'attendait bien à "un peu d'émotion" de la part des amis de la Serbie, mais qu'il comptait qu'ils lui donneraient de bons conseils.

" Je ne doute pas, lui ai-je dit alors, que la Russie fasse effort auprès du cabinet de Belgrade pour l'amener aux concessions acceptables ; mais ce qu'on demande à l'une, pourquoi ne pas le demander à l'autre ? Et si l'on compte que des conseils seront donnés à Belgrade, n'est-il pas légitime de compter que d'un autre côté, des conseils seront aussi donnés à Vienne ?"

" Le secrétaire d'Etat se laissa aller à dire que cela dépendrait des circonstances, mais se reprenant aussitôt, il répéta que l'affaire devait être localisée. Il me demanda si vraiment je trouvais la situation grave.

"Assurément, lui répondis-je, car si ce qui se passe a été réfléchi, je ne comprends pas qu'on ait coupé les ponts derrière soi."

L'ambassadeur français termine en énumérant les observations qui lui font croire que l'Allemagne se dispose à appuyer d'une façon singulièrement énergique l'attitude de l'Autriche. (Pièce 30.)

Le lendemain 25, Von Schoen allait protester auprès du Directeur Politique contre un journal de Paris qui avait trouvé un sens menaçant à sa déclaration de la veille. A Londres, l'ambassadeur autrichien faisait une démarche analogue, expliquant que l'avis à la Serbie n'était pas un ultimatum, mais "une demande de réponse avec limitation de temps" ; les deux gouvernements montrant ainsi leur intention d'entretenir dans la Triple Entente des illusions sur les chances d'un arrangement pacifique et sur les intentions germaniques.

Sur le reste, demande de prolongation de délai par la Russie, efforts de sir Edward Grey pour conjurer la crise par la médiation des puissances, les dépêches des ambassadeurs français corroborent en tous points la correspondance anglaise et russe.

A Vienne, le même jour, 25, le Prince Koudachef, chargé d'affaires de Russie, reçu d'une manière glaciale par le Baron Macchio, secrétaire général des Affaires Etrangères, ayant représenté à ce dernier que donner à juger des griefs sans pièces justificatives et sans laisser le temps d'étudier le dossier, était contraire à la courtoisie internationale, le Baron Macchio se contente de répliquer sèchement que parfois l'intérêt dispense d'être courtois (dépêche de M. Dumaine à M. Bienvenu-Martin (pièce 45).

A Berlin, le chargé d'affaires de Russie, M. Broniewsky, n'a pas plus de succès. M. Von Jagow lui fait réponse que ses démarches arrivent trop tard, comme si la précipitation de l'Autriche, visiblement inspirée par l'Allemagne, avait donné aux puissances le temps d'agir plus vite dans l'intérêt de la paix.

Lorsque dans la soirée du 25 le bruit se répandit à Vienne et à Berlin que la Serbie se soumettait, ce fut une véritable déception, mais de courte durée, car aussitôt après on apprenait la rupture à Belgrade et le brusque départ du ministre autrichien, et alors dans les deux capitales on assiste à une véritable explosion de chauvinisme.

CHAPITRE IV

De la rupture austro-serbe (25 *juillet*) *à la déclaration de guerre à la Serbie* (28)— *Pièces* 50 *à* 83.

"Jusqu'au dernier moment, je me montrerai prêt à négocier", déclare M. Sazonoff à l'ambassadeur français. "Reprenez votre ultimatum, modifiez-en la forme et je vous en garantis le résultat", dit le même au comte Szâpâry, l'ambassadeur d'Autriche.

De même, l'Angleterre ne se départit pas un seul instant de son attitude du premier instant, qui était de faire à la paix, jusqu'à la dernière minute, tous les sacrifices admissibles. Là-dessus la correspondance française confirme les dossiers anglais et russe ; inutile de se répéter. La France, de son côté, seconde avec une patience inlassable les efforts de St-Pétersbourg et de Londres, également favorables aux conversations directes entre l'Autriche et la Russie et à la médiation à quatre. L'ambassa-

deur français à Rome, M. Barrère, note aussi la prompte adhésion de l'Italie à la proposition de sir Edward Grey. Ce qu'on sait déjà du refus de l'Allemagne à une conférence des quatre puissances est confirmé par le récit de M. Jules Cambon. Elle affectait de préférer l'échange de vues direct entre St-Pétersbourg et Vienne, mais par la suite elle découragea cette procédure et, lorsque les conversations finirent par être apparemment prises pour tout de bon, elle les fit manquer en déclarant brusquement la guerre à la Russie.

Ici se place un incident qui mérite d'être relaté plus au long, car il exhibe sous une lumière crûe l'incroyable rouerie allemande. A Paris, l'Allemagne tente sournoisement de compromettre le gouvernement auprès de son alliée la Russie. Le 26 juillet, à 5 h. du soir, Von Schoen présentait la déclaration suivante à M. Bienvenu-Martin : "C'est des décisions de la Russie qu'il dépend qu'une guerre soit évitée; l'Allemagne se sent *solidaire de la France* dans l'ardent désir que la paix soit maintenue, et a la ferme espoir que la France usura de son influence dans un sens apaisant à St-Pétersbourg." Le ministre français répondit que la Russie montrait toute la modération possible et n'avait pas besoin d'être apaisée, que c'était à l'Allemagne plutôt à prêcher la modération à Vienne.

L'ambassadeur allemand ne se rebat pas après ce premier échec. Il revient à 7h. du soir pour demander au directeur politique de communiquer une note à la presse, pour bien préciser le sens des démarches du gouernement allemand. Il propose la rédaction suivante :

"L'Ambassadeur d'Allemagne et le ministre des Affaires Etrangères ont eu pendant l'après-midi un nouvel entretien, au cours duquel ils ont examiné, dans l'esprit le plus amical et dans un sentiment *de solidarité pacifique*, les moyens qui pourraient être employés pour maintenir la paix générale."

Mais alors, dit M. Berthelot, le directeur politique, vous admettez quelque concession de l'Autriche, ou l'intervention des puissances ? Von Schoen s'étant écrié que non, M. Berthelot lui fait voir que l'attitude négative de l'Allemagne est incompréhensible sinon qu'elle veut la guerre.

L'ambassadeur allemand avait évidemment des raisons de tenir à sa formule de *solidarité pacifique franco-allemande*, car le lendemain 27, il écrivait à M. Berthelot que l'Autriche avait officiellement déclaré à St-Pétersbourg qu'elle ne poursuivait aucune acquisition territoriale en Serbie, et ajoutait : "En ce moment, si une guerre européenne doit éclater, la décision dépend uniquement de la Russie. Le gouvernement allemand a la ferme confiance que le gouvernement français, *avec lequel il se sait solidaire* dans l'ardent désir que la paix européenne puisse être maintenue, usera de toute son influence dans un esprit apaisant auprès du cabinet de St-Pétersbourg."

Cette instance, par trois fois en vingt-quatre heures, pour proclamer la *solidarité* franco-allemande contre la Russie fut interprétée, dans une dépêche de M. Bienvenu-Martin à M. Viviani, de passage à Copenhague, come un truc pour compromettre la France au regard de la Russie, quitte en cas d'échec à rejeter toute la responsabilité sur les alliés, et surtout à masquer, par des assurances pacifiques inacceptables, la marche précipitée de l'Autriche sur la Serbie.

Que se passait-il au même moment à Berlin ? Le gouvernement allemand se montrait-il chez lui aussi ardemment désireux de la paix ? L'Angleterre, la France, l'Italie elle-même son alliée, le pressaient de se joindre à elles pour chercher ensemble le moyen d'assurer la paix. N'était-ce pas la plus belle occasion de manifester cet esprit de *solidarité* pacifique qu'il affectait à Paris, si cette dernière démarche n'était pas pure hypocrisie de sa part ? Laissons ici la parole à M. Jules Cambon. (Pièce 74) :

Berlin, 27.—" Je me suis entretenu aujourd'hui avec le secrétaire d'Etat et j'ai appuyé auprès de lui la démarche que venait de faire sir E. Goschen.

" M. de Jagow m'a répondu, comme il l'avait fait à l'ambassadeur d'Angleterre, qu'il ne pouvait accepter la proposition de charger les ambassadeurs d'Italie, de France et d'Allemagne de chercher avec sir Edward Grey le moyen de résoudre les difficultés actuelles, parce que ce serait instituer une véritable conférence pour traiter des affaires de l'Autriche et de la Russie.

"' J'ai répliqué à M. de Jagow que je regrettais sa réponse, mais que le grand objet que sir Edward Grey avait en vue dépassait une question de forme ; que ce qui importait, c'était l'association de l'Angleterre et de la France avec l'Allemagne et l'Italie pour travailler à une œuvre de paix ; que cette association pouvait se manifester par des démarches communes à St-Pétersbourg et à Vienne; qu'il m'avait souvent exprimé son regret de voir les deux groupes d'alliances opposés toujours l'un à l'autre en Europe ; qu'il avait là l'occasion de prouver qu'il y avait un esprit européen, en montrant quatre puissances apartenant aux deux groupes agissant d'un commun accord, pour empêcher un conflit.

"M. de Jagow s'est dérobé en disant que l'Allemagne avait des engagements avec l'Autriche. *Je lui ai fait remarquer que les rapports de l'Allemagne avec Vienne n'étaient pas plus étroits que ceux de la France avec la Russie, et que c'était lui-même qui mettait dans l'espèce les deux groupes d'alliances en opposition.*

"Le secrétaire d'Etat m'a dit alors qu'il ne se refusait pas à agir pour écarter le conflit austro-russe; mais qu'il ne pouvait pas intervenir dans le conflit austro-serbe. "L'un est la conséquence de l'autre, ai-je dit, et il importe d'empêcher qu'il ne survienne un état de fait nouveau, de nature à amener une intervention de la Russie."

"Comme le secrétaire d'Etat persistait à dire qu'il était obligé de tenir ses engagements à l'égard de l'Autriche, je lui ai demandé s'il était engagé à la suivre partout les yeux bandés, et s'il avait pris connaissance de la réponse de la Serbie à l'Autriche, que le chargé d'affaires de Serbie lui avait remise ce matin. "Je n'en ai "pas encore eu le temps, me dit-il.—Je le regrette. Vous verriez que, sauf sur des "points de détail, la Serbie se soumet entièrement. Il semble donc que, puisque l'Au-"triche a obtenu les satisfactions que votre appui lui a procurées, vous pouvez au-"jourd'hui lui conseiller de s'en contenter ou d'examiner avec la Serbie les termes de "la réponse de celle-ci."

"Comme M. de Jagow ne répondait pas clairement, je lui ai demandé si l'Allemagne voulait la guerre. Il a protesté vivement disant qu'il savait que c'était ma pensée, mais que c'était tout à fait inexact. "Il faut donc, ai-je repris, agir en con-"séquence. Quand vous lirez la réponse serbe, pesez-en les termes avec votre con-"science, je vous en prie au nom de l'humanité, et n'assumez pas personnellement une "part de responsabilité dans les catastrophes que vous laissez préparer."

"M. de Jagow a protesté de nouveau, ajoutant qu'il était prêt à s'unir à l'Angleterre et à la France dans un effort commun, mais qu'il fallait trouver à cette intervention une forme qu'il pût accepter et que les cabinets devraient s'entendre à ce sujet.

"Au reste, a-t-il ajouté, les conversations directes entre Vienne et St-Pétersbourg "sont entamées et se poursuivent: j'en augure beaucoup de bien et j'espère,"

"Au moment de le quitter, je lui dis que j'avais eu ce matin l'impression que l'heure de la détente avait sonné, mais que je voyais bien qu'il en était rien. Il m'a répondu que je me trompais ; qu'il espérait que les choses étaient en bonne voie et aboutiraient peut-etre rapidement. Je lui ai demandé d'agir à Vienne pour qu'elles marchent vite, parce qu'il importait de ne pas laisser se créer en Russie un de ces courants qui emportent tout.

"A mon sentiment il y aurait lieu de demander à sir Edward Grey, qui a dû être avisé par sir E. Goschen du refus opposé à sa proposition dans la forme qui lui était donnée, de la renouveler sous une autre forme, de telle façon que l'Allemagne n'ait pas de prétexte pour refuser de s'y associer et prenne ses responsabilités aux yeux de l'Angleterre."

Le lendemain 28, l'Autriche déclarait la guerre à Belgrade. Ce jour-là aussi, l'Allemagne refusait de nouveau la conférence à quatre, l'Autriche refusait d'entrer en pourparlers directs avec la Russie, et celle-ci mobilisait partiellement, en ayant soin d'informer toutes les chancelleries que c'était une simple mesure de précaution, sans nulle intention agressive.

Notons, pour conclure, qu'un sommaire de la réponse serbe fut communiqué à Paris en retard de vingt heures, et qu'au moment où l'Allemagne faisait protester de ses intentions pacifiques à Paris, une dépêche du ministre français en Norvège signalait le brusque départ de l'escadre allemande alors à Bergen ; on annonçait de Thionville l'ordre donné aux quatre dernières classes de réserves de se tenir prêtes ; une dépêche de Bâle informait que les officiers allemands en congé en Suisse avaient depuis quatre jours reçu l'ordre de rentrer en Allemagne. Tout cela indiquait chez les deux alliés germaniques l'intention de gagner du temps aux dépens des autres puissances.

CHAPITRE V

De la déclaration de guerre à la Serbie (28 juillet) *à l'ultimatum de l'Allemagne à la Russie* (31)—*Pièces* 84 à 119.

L'ambassadeur français à Rome, M. Barrère, télégraphie le 29 que la *Consulta* italienne est d'avis que la déclaration de guerre par l'Autriche à la Serbie ne doit pas interrompre les démarches de médiation. Le gouvernement français conseille à la Russie d'adhérer immédiatement à la proposition de conférence, le comte Berchtold

ayant repoussé l'offre de conversation directe, et le gouvernement russe répond qu'il est prêt à accepter toute démarche proposée par la France et l'Angleterre, peu lui importe le nom, conférence, médiation ou quoi que ce soit.

Le même jour, des nouvelles de plus en plus alarmantes sont reçues des différents représentants français. A Bruxelles, l'attitude allemande est jugée énigmatique et inquiétante. Le Consul général à Francfort mande que depuis la veille les routes sont couvertes de troupe en tenue de campagne, et que les ponts et voies ferrées sont sous garde. A Munich, toutes les usines ont reçu ordre de réserver à l'Etat toute leur production. A Strasbourg, les auto-camions sont réquisitionnés, et les sous-officiers en congé en Bavière pour la moisson sont rappelés en toute hâte. En Autriche, on prévoit la mobilisation générale pour le 30 ou le 1er août, pour impressionner la Russie, dit-on.

A présent que l'Autriche a refusé de s'aboucher directement avec la Russie, l'Allemagne fait savoir à Paris qu'elle travaille à engager l'Autriche à revenir à ce mode de règlement. En même temps, elle fait avertir la Russie que si celle-ci n'interrompt pas immédiatement sa mobilisation, l'armée allemande va être mise sur pied, et M. Pourtalès, chargé de cette commission, la transmet sur un ton provoquant. C'est aussi le 29 que l'Allemagne fit offrir à l'Angleterre le honteux marché de neutralité que sir Edward Grey a repoussé avec une juste indignation. Après avoir cherché à détacher la France de la Russie, on tentait maintenant de séparer l'Angleterre de la France. Ce qui ressort de la correspondance française du 30, c'est que ce jour-là M. Sazonoff répétait que jusqu'au dernier moment il ne cesserait de négocier, et que presqu'à la même heure le comte Berchtold revenait sur son refus de la veille, résultat d'un simple malentendu, disait-il, et convenait de reprendre les conversations à St-Pétersbourg.

Ce même jour, M. Viviani affirmait que les préparatifs de guerre dans les forteresses allemandes avaient été commencées dès le 25, le jour même où la Serbie se soumettait ; que les postes de la frontière avaient été occupés le 25 aussi par les troupes allemandes ; qu'en deux occasions les patrouilles allemandes avaient pénétré sur le territoire français, et que les habitants de l'Alsace-Lorraine avaient reçu défense de traverser la frontière sous peine de mort; tandis que les lignes françaises avaient été reculées à 10 kilomètres de la frontière.

Autre détail à relever dans la correspondance française. Le 30 juillet, M. Jules Cambon ayant demandé à Von Jagow s'il avait fourni à sir Edward Grey une formule de son crû pour l'intervention des puissances, celui-ci répondit que "*pour gagner du temps*" il avait décidé d'agir directement et demandé à l'Autriche sur quels points elle consentirait à entrer en pourparlers. Puis il se rabattit sur la mobilisation russe qui forçait l'Allemagne à en faire autant.

" Là-dessus, ajoute M. Cambon, je lui fis remarquer que lui-même m'avait dit que l'Allemagne ne se considérait pas forcée de mobiliser, à moins que le mouvement russe ne fût dirigé sur la frontière allemande et qu'il n'y avait rien de tel. Il admit que c'était vrai, mais que les chefs militaires insistaient pour dire que le temps perdu était une perte de force pour l'Allemagne, et il ajouta que "les propos que je lui rappelais ne constituaient pas un ferme engagement de sa part."

Le 31 juillet, le jour même où l'Allemagne adressait un ultimatum à la Russie, la veille à vrai dire de l'invasion allemande dans le Luxembourg, M. Mollard, le ministre français auprès du Grand-Duché, ayant demandé au représentant de l'Allemagne de respecter la neutralité de Luxembourg, Herr de Buch avait répondu : "Cela va sans dire, mais le gouvernement français devra prendre le même engagement."

Le même jour, M. Dumaine mandait de Vienne que le décret de mobilisation affectant tous les hommes de 19 à 42 ans venait d'être promulgué. Cependant M. Sazonoff continuait à donner de nouvelles preuves de son bon vouloir en modifiant ses offres de compromis à l'Autriche suivant le désir de sir Edward Grey, comme il est dit plus au long dans le résumé du livre anglais.

A 7 heures du soir, le 31, l'ambassadeur allemand demandait à M. Viviani quelle serait l'attitude de la France dans une guerre entre l'Allemagne et la Russie, annonçant qu'il prendrait la réponse le lendemain à midi. Il fit en même temps ses adieux officiels, et demanda qu'on "prît des dispositions pour sa propre personne".

CHAPITRE VI

Déclaration de guerre par l'Allemagne à la Russie (1er août à 7. 10 du soir) et à la France (3 août à 6 h. 45 du soir).—Pièces 120 à 123 et annexes.

Les documents du dossier français corroborent tout ce qui est raconté plus haut quant au consentement de l'Autriche à reprendre les conversations avec la Russie, à l'engagement spontané de la France de respecter la neutralité belge, au refus de l'Allemagne de rien promettre à ce sujet, ainsi qu'à la déclaration de neutralité de l'Italie.

A Paris, le 1er août, l'ambassadeur Von Schoen continue à rendre visite au ministre des Affaires Étrangères comme si un arrangement était encore possible.

Le gouvernement français s'engage à respecter la neutralité du Luxembourg tel que demande la veille par le représentant de l'Allemagne auprès du Grand Duché.

Le lendemain le Ministre d'État du Luxembourg télégraphie à M. Viviani que ce matin-là de bonne heure les troupes allemandes ont fait interruption dans le Luxembourg, malgré ses protestations. En même temps des troupes allemandes envahissent le territoire français à Cirey et près de Longwy, mais les troupes françaises ne bougent pas à 10 kilomètres en dedans de la frontière.

Le même jour, 2 août, en presence de ces graves événements, sir Edward Grey remet à M. Paul Cambon la note suivante :

"Je suis autorisé à donner l'assurance que, si la flotte allemande pénètre dans la Manche ou traverse la mer du Nord afin d'entreprendre des opérations de guerre contre la côte française ou la marine marchande française, la flotte britannique donnera toute la protection en son pouvoir. Cette assurance est naturellement donnée sous la réserve que la politique du gouvernement de Sa Majesté sera approuvée par le Parlement britannique et ne doit pas être considérée comme obligeant le gouvernement de Sa Majesté à agir jusqu'à ce que l'éventualité ci-dessus mentionnée d'une action de la flotte allemande se soit produite."

Le 3 août, le Parlement anglais approuve cet engagement et vote avec enthousiasme les crédits demandés.

A Paris, l'ambassadeur allemand demande ses passeports. A Berlin, M. Jules Cambon en fait autant, mais ce n'est qu'au bout de deux jours de pourparlers et de contre-ordres et au prix de mille tracasseries qu'il finit par pouvoir sortir du territoire allemand. M. Mollard est aussi l'objet de traitements indignes de la part des officiers allemands en possession du Luxembourg.

Le 4 août, le Président Poincaré adresse un message au Corps Législatif, et M. Viviani prononce un discours vibrant à la Chambre des Députés, qui vote les premiers crédits de guerre au milieu d'un enthousiasme indicible.

Citons quelques-unes des phrases les plus applaudies de cette mémorable harangue:

"Ce qu'on attaque, ce sont les libertés de l'Europe, dont la France, ses alliées et ses amies sont fiers d'être les défenseurs......Ces libertés, nous allons les défendre, car ce sont elles qui sont en cause, et tout le reste n'a été que prétexte..... La France, injustement provoquée, n'a pas voulu la guerre, elle a tout fait pour la conjurer. Puisqu'on la lui impose, elle se défendra contre l'Allemagne et contre toute puissance qui, n'ayant pas encore fait connaître son sentiment, prendrait part aux côtés de cette dernière au conflit entre les deux pays....Nous sommes sans reproche, nous serons sans peur."

A partir du 4 août, à 11 heures du soir, l'état de guerre existait entre la Grande Bretagne et l'Allemagne. L'Autriche ne déclare la guerre à la Russie que le 6 août, et le comte Szecsen, son représentant à Paris, ne réclame ses passeports que le 12 août.

CHAPITRE VII

Déclaration de la Triple Entente

Paris, le 4 septembre, 1914.—La déclaration suivante a été signée ce matin au Foreign Office, à Londres :

"Les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, font la déclaration suivante :

"Les gouvernements britannique, français et russe s'engagent mutuellement à ne pas conclure la paix séparée au cours de la présente guerre.

"Les trois gouvernements conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés.

"Signé : PAUL CAMBON
"COMTE BENCKENDORFF,
"EDWARD GREY."

LE LIVRE GRIS BELGE

Voici un bref histrique de la neutralité belge :

En 1831, après l'insurrection de 1830 qui avait abouti par la scission du royaume de Hollande en deux, les grandes puissances, la Russie, la Prusse, l'Autriche, la France et l'Angleterre, signèrent avec la Belgique un traité stipulant que celle-ci formerait "un Etat indépendant et neutre à perpétuité," sous la garantie des cinq puissances signataires.

En 1839, cet engagement fut remplacé par un nouveau traité avec la Hollande, auquel les cinq mêmes puissances intervinrent stipulant exactement dans les mêmes termes les garanties de 1831.

En 1870, Bismack déclara officiellement à la Belgique "que la Confédération du Nord et ses alliés respecteront la neutralité de la Belgique, sur l'entente, bien entendu, qu'elle sera respectée par l'autre belligérant."

Le traité de 1839 est encore en force.

En 1907, la Conférence de la Haye convint, l'Allemagne signant en tête suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"Le territoire des puissances neutres est inviolable."..... Il est défendu aux belligérants de faire passer leurs troupes ou convois de munitions ou de ravitaillement à travers le territoire de l'Etat neutre...... L'Etat neutre ne sera pas considéré hostile s'il prend des mesures, mêmes violentes, pour empêcher la violation de sa neutralité."

La correspondance belge roule surtout sur les circonstances qui ont accompagné la violation de sa neutraité.

Le 24 juillet, M. Davignon, ministre des Affaires Etrangères, par l'entremise de ses représentants auprès des cinq puissances signataires, à Paris, Berlin, Londres, Vienne et St-Pétersbourg, déclare que la Belgique a observé avec une scrupuleuse exactitude ses obligations d'Etat neutre aux termes du traité du 19 avril 1839, et qu'elle a pris toutes les précautions requises, mobilisation de ses troupes, mise en état de défense des forts d'Anvers et de la Meuse, le tout, non dans un esprit d'hostilité ni de méfiance contre aucune puissance, mais uniquement pour l'accomplissement de ses obligations internationales. Le même avis est donné, *mutatis mutandis*, à l'Italie, à la Hollande et au Luxembourg.

Le 31 juillet, M. Davignon communique à Berlin, Paris et Londres, la déclaration que vient de lui faire le représentant de la France, que celle-ci entend respecter sa neutralité; il croit et espère que l'attitude de l'Allemagne sera la même que celle de la France.

Dans une autre communication du même au même, M. Davignon cite une note de sir Edward Grey, espérant et comptant que les puissances respecteront la neutralité belge. Le ministre anglais ayant exprimé quelque surprise de la rapidité des préparatifs de défense en Belgique, M. Davignon explique que les Pays-Bas avaient pris de semblables mesures avant la Belgique elle-même.

Le même jour, 31, M. Davignon relate une conversation de son secrétaire général, le Baron Van Der Elst, avec le ministre allemand à Bruxelles, Von Below, à qui on avait rappelé les déclarations rassurantes obtenues de l'Allemagne en deux occasions récentes. En 1911, le chancelier Bethmann-Hollweg déclarait au représentant de la Belgique que l'Allemagne n'avait nullement l'intention de violer la neutralité belge, tout en s'excusant de ne pouvoir le répéter publiquement parce que ce serait donner un avantage à la France. Le 29 avril 1913, au comité du budget du Reichstag, un député du parti social démocate ayant exprimé des craintes à ce sujet, M. de Jagow avait répondu : "La neutralité de la Belgique est terminée par des conventions internationales, et l'Allemagne est décidée à respecter ces conventions." Comme on insistait encore, le général Von Heeringen, ministre de la Guerre, expliquait ainsi la nouvelle loi militaire :

"La Belgique ne joue aucun rôle dans la justification du projet de réorganisation militaire allemand, celui-ci se trouve justifié par la situation en Orient. L'Allemagne ne perdra pas de vue que la neutralité belge est garantie par les traités internationaux."

La France ayant déclaré ouvertement son intention de respecter les conventions, tandis qu'aucune réponse ne venait de l'Allemagne, le 2 août M. Davignon insiste auprès du ministre allemand. Herr Von Below dit n'avoir pas reçu d'instructions à cet égard, mais proteste de ses bonnes intentions personnelles. M. Davignon réplique que les intentions personnelles ont du bon, mais qu'une déclaration formelle au nom de l'Allemagne serait reçue avec reconnaissance de la nation belge.

Le même jour à 7 heures du soir, le même Herr Von Below Saleske remettait au gouvernement belge une note portant en substance que, vu l'intention des troupes françaises de marcher sur la Meuse par Givet et Namur et par nécessité de guerre, le gouvernement allemand déclarait :

1. Qu'en échange de la neutralité amicale de la Belgique à l'égard de l'Allemagne, celle-ci, une fois la paix conclue, garantissait le royaume et ses possessions dans toute leur étendue.

2. Aux mêmes conditions, l'Allemagne s'obligerait à évacuer le territoire aussitôt la paix conclue.

3. En échange de l'attitude amicale de la Belgique, l'Allemagne s'engagerait à acheter contre argent comptant tout ce qui serait nécessaire à ses troupes et à indemniser pour les dommages causés en Belgique.

4. Si au contraire la Belgique se montre hostile aux troupes allemandes, si elle leur barre le passage, soit par le feu des forts de la Meuse, soit en détruisant les ponts, voies ferrées, etc., l'Allemagne la traitera en ennemie.

A cette hautaine et brutale proposition, la Belgique répond le 3 août par une note où il est dit que les intentions attribuées à la France sont en contradiction avec l'engagement que celle-ci a pris le 1er août, que du reste la Belgique est prête à protéger son territoire; qu'aucun intérêt stratégique ne saurait justifier la violation du droit ; enfin que la Belgique se déshonorerait en acceptant la proposition allemande et qu'elle entend défendre son droit par tous les moyens en son pouvoir.

Le 4 août, à 6 h. du matin, le ministre Von Below écrit à M. Davignon que, vu son refus, la force des armes va être employée au besoin, "pour l'exécution des mesures de sécurité exposées comme indispensables vis-à-vis des menaces françaises." En réponse, M. Davignon lui fait remettre ses passeports et le prévient que de ce moment ses privilèges diplomatiques lui sont retirés.

Le même jour, le gouvernement anglais exhorte la Belgique à la résistance, et lui offre le secours de la Triple Entente. On apprend à Bruxelles que les troupes allemandes ont commencé à envahir le territoire à Gemmenich.

Le Baron Beyens, représentant de la Belgique à Berlin, télégraphie le 4 août ce stupéfiant langage tenu par le chancelier Bethmann-Hollweg au Reichstag le 4 août :

"Nous sommes en état de légitime défense, et nécessité ne connaît point de loi.

"Nos troupes ont occupé le Luxembourg, elles ont peut-être à l'heure qu'il est pénétré en Belgique. Cela est en contradiction avec les prescriptions du droit des gens. La France, il est vrai, a déclaré sa détermination de respecter la neutralité belge aussi longtemps que l'ennemi en ferait autant. Mais nous savions que la France se tenait prête à envahir la Belgique. La France pouvait attendre. Nous ne le pouvions pas. Une attaque française sur notre flanc dans la région du Rhin Inférieur aurait pu devenir fatale. C'est ainsi que nous avons été forcés de passer outre aux protestations justifiées des gouvernements Luxembourgeois et Belge. L'injustice que nous commettions de cette façon, nous la réparerons dès que notre but militaire sera atteint.

"A celui qui est menacé au point où nous le sommes, et qui lutte pour son bien suprême, il n'est permis que de songer au moyen de se dégager; nous nous trouvons côte à côte avec l'Autriche."

Le même jour, le comte de Lalaing, ministre belge à Londres, informe Bruxelles de l'ultimatum adressé à l'Allemagne au sujet de la neutralité belge; peu après il télégraphiait que, l'Allemagne ayant rejeté les propositions anglaises, l'état de guerre existait entre les deux pays.

Le 5 août, la Belgique, par son ministre des Affaires Etrangères, adressait à toutes les puissances un exposé des faits, avec protestations contre la violation de neutralité commise par l'une des puissances garantes elle-même. En réponse à l'appel qui leur avait été adressé la veille, les puissances de la Triple Entente s'engagent à joindre leurs forces à celles de la Belgique pour faire respecter la lettre du traité de 1839.

Le 9 août, après la prise de Liège, l'Allemagne fit faire à la Belgique de nouvelles ouvertures. Le ministre des Etats-Unis à Bruxelles s'étant refusé à les transmettre au gouvernement belge, ce fut le ministre des Affaires Etrangères de Hollande qui se chargea de cette communication, dont il fit part au Baron Fallon, ministre de la Belgique à la Haye. L'Allemagne engageait le roi Albert à éviter à son royaume les horreurs ultérieures de la guerre. Elle se disait prête à tous accords compatibles avec son conflit avec la France. Elle affirmait qu'elle n'avait pas l'intention de s'approprier le territoire belge et qu'elle l'évacuerait dès que l'état de guerre le permettrait.

Le ministre des affaires étrangères belge adressa au Baron Fallon le télégramme suivant, exposant les raisons du refus du gouvernement du roi Albert:

Bruxelles, le 12 août 1914.

Prière de remettre le télégramme suivant au ministre des affaires étrangères : " La proposition que nous fait le gouvernement allemand reproduit la proposition qui avait été formulée dans l'ultimatum du 2 août.

"Fidèle à ses devoirs internationaux, la Belgique ne peut que réitérer sa réponse à cet ultimatum, d'autant plus que le 3 août sa neutralité a été violée, qu'une guerre douloureuse a été portée sur son territoire et que les garants de sa neutralité ont loyalement et immédiatement répondu à son appel.—DAVIGNON."

JUSTIFICATION DU CRIME

Du *Post* de Berlin (20 décembre 1914) :

"De tous temps, les horreurs de la guerre; la destruction des villages,.... la pression exercée involontairement ou à dessein sur la population ennemie, en un mot toutes ces calamités ont été un moyen tout aussi effectif d'imposer la paix que les victoires militaires...

"Faire la guerre *humainement*, c'est en vérité la faire *cruellement*, car une guerre humaine dure plus longtemps et exige de plus grands sacrifices. Une guerre humaine est, en outre, une injustice imméritée pour l'armée nationale, à laquelle elle impose des pertes toujours renouvelées.".…

Un officier allemand, le général Von Disfurth, dans le *Tag* de Berlin :

" Il est au-dessous de notre dignité de défendre nos troupes contre les accusations injustes du dedans et du dehors. Nos troupes et nous-mêmes, ne devons d'explications à personne ; nous n'avons rien à justifier, rien à excuser. Tout ce que feront nos soldats pour faire du mal à l'ennemi....tout cela sera bien fait et tout est justifié d'avance.... Nous n'avons pas du tout à nous occuper de l'opinion des autres pays, même neutres. Et si tous les monuments, tous les chefs-d'œuvre d'architecture placés entre nos canons et ceux de l'ennemi allaient au diable, cela nous serait parfaitement égal.... Mars est le maître de l'heure, non Apollon..... On nous traite de barbares, qu'importe ! Nous en rions. Nous pourrons tout au plus nous demander si nous n'avons pas lieu de mériter ce titre ".....

4—

Les Débats devant le Tribunal de l'Opinion

La simple publication des documents dont on vient de lire le résumé a eu un effet remarquable, extraordinaire : celui de rallier du coup l'opinion universelle contre l'Allemagne. En vain celle-ci a-t-elle organisé, avec le même esprit de méthode que pour son militarisme et son espionnage, une propagande effrénée pour se réhabiliter auprès des neutres. Il lui a été impossible de remonter le courant.

Il faut dire aussi que sa manière de discuter est aussi brutale que sa manière de faire la guerre. Que penser d'arguments aussi absurdes que celui-ci, qu'on retrouve en tête de tous ses plaidoyers : "Notre invasion en Belgique n'a été qu'une légitime défense de notre part" ! Ce qui a fait écrire à un spirituel Français : "Chacun sait, en effet, que c'est la grande Belgique qui a attaqué la pauvre petite Allemagne" !

De toute la volumineuse littérature qui sert de base à l'apologie allemande, la conclusion à tirer peut se résumer ainsi. La haute culture que la modeste Allemagne prétend imposer au monde à coups de canon Krupp consisterait à professer ouvertement que la fin justifie les moyens, que la force prime le droit, que les traités sont des chiffons de papier, qu'à la guerre tous les armes sont loyales, que le droit des gens, l'immunité des neutres, des villes non fortifiées, des non-combattants, des vieillards, des femmes et des enfants, sont des mots en l'air; enfin, que la civilisation a reculé de vingt-quatre siècles et n'est pas plus avancée qu'à l'époque où les chefs barbares jetaient leur lourde épée dans leurs fausses balances en disant: *Vae victis !*

Il n'est pas étonnant que ces monstrueuses doctrines n'aient pas eu de succès en pays constitutionnels, particulièrement en Amérique. On en jugera par ces quelques extraits des débats publics auxquels donne lieu cette affreuse guerre.

Appel aux nations civilisées

Sous ce titre pompeux, le comité de propagande teutonne a fait distribuer à grands frais dans les pays neutres, notamment aux Etats-Unis, le document suivant, en regard duquel nous notons brièvement la substance des récriminations qui se sont élevées de partout.

Les 93 intellectuels allemands

A titre de représentants de la science et de l'art allemands, nous adressons au monde entier la présente protestation contre les mensonges et les calomnies grâce auxquels nos ennemis s'efforcent de

Réponse du monde civilisé

Si l'Allemagne est discréditée, elle le doit à elle-même. Si sa diplomatie avait été franche et honnête, si elle n'avait pas foulé aux pieds sa propre signature, mis à feu et à sang la Belgique, si ses plans

ternir l'honneur de l'Allemagne dans les rudes combats qu'on l'a forcée de livrer pour sa propre existence.

Les événements, par la voix des canons, ont eu beau prouver que les prétendues défaites allemandes sont de pures inventions, les fausses représentations, les calomnies n'en poursuivent pas moins leur œuvre. C'est contre cette campagne que nous élevons la voix, nous faisant les porte-paroles de la vérité.

de campagne ne comportaient pas la violation des traités, l'envahissement des pays neutres, l'assassinat des femmes, des enfants, des vieillards, des religieux, la destruction des églises et des œuvres d'art, la piraterie et le banditisme sur terre et sur mer ; si en un mot elle se contentait de se battre contre des hommes armés, elle ne serait pas au ban de la civilisation. Quant à ses échecs, ils n'ont rien de la fiction : sa flotte embouteillée, ses pirates au fond de l'eau, la capitulation de Kiao-Chau, la retraite de ses hordes de la Marne à l'Aisne, sont des réalités. Sa prétendue invincibilité n'est plus qu'une légende. Sa Terreur ne fait plus peur.

Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait commis la faute de provoquer cette guerre. Ni le peuple, ni le gouvernement, ni le kaiser ne voulaient la guerre. L'Allemagne a fait tout ce qu'elle a pu pour l'empêcher; le monde en a sous les yeux la preuve écrite. Guillaume II, pendant les vingt-six années de son règne, a maintes fois prouvé qu'il voulait le maintien de la paix, maintes fois aussi nos adversaires l'ont reconnu. Celui qu'ils osent aujourd'hui traiter d'Attila a même été pendant des années l'objet de leur risée, précisément à cause de son zèle infatigable pour la paix universelle. Ce n'est que lorsqu'elle s'est vue assaillie par des forces supérieures en nombre qui guettaient leur moment le long de nos frontières, que la nation s'est levée comme un seul homme.

" S'il est vrai, comme vous le pensez, que le peuple allemand n'a pas voulu la guerre, ne dites pas, messieurs, que votre gouvernement ne l'a pas voulue. Si vous maintenez cette affirmation, vous devriez reconnaître l'impuissance de sa diplomatie et la faillite de son influence vis-à-vis de son unique alliée, l'Autriche." (M. Ed. Chapuisat, député suisse.)

"L'Allemagne le savait, quand, s'adressant à la Russie, elle lui disait : "J'exige que tu restes les bras croisés pendant que l'Autriche étranglera ton petit frère." Quelle réponse pouvaient donner les Slaves moscovites ? La seule qui convienne à des hommes ! Ils se retournèrent vers l'Autriche et lui dirent: "Si vous touchez un cheveu de ce petit, je vais démolir votre château de cartes d'Empire, morceau par morceau ! " Et c'est ce qu'ils sont en train de faire." (Discours de M. Lloyd-George au Queen's Hall de Londres, 19 septembre 1914.)

Les 93 intellectuels sont souffletés par leur gouvernement, puisqu'il proclame qu'il voulait, non la paix universelle, mais la "guerre localisée," ce qui était non seulement une iniquité, mais une impossibilité.

Il n'est pas vrai que nous ayons criminellement violé la neutralité de la Belgique. Il est en preuve que la France et l'Angleterre avaient décidé de franchir ses frontières et que la Belgique les approuvait. C'eût été un suicide de notre part de ne pas prendre les devants.

" Une violation est toujours un crime. Aux yeux d'un citoyen suisse, il est sans excuse. Ceux qui le commettent doivent s'attendre à l'effort désespéré qu'exige toujours un cas de légitime défense." (M. Ed. Chapuisat.)

" Le junker croit qu'il suffit de dire : je suis pressé, laissez-moi passer." La rapidité d'action est le plus grand atout de l'Allemagne," ont-ils dit à la Belgique. Les petites nationalités qui se trouvent sur sa route sont jetées dans le fossé, sanglantes et brisées. Les roues de l'implacable machine écrasent femmes et enfants, et l'Angleterre reçoit l'ordre de se garer. Eh bien, je ne puis dire que ceci: si le vieil esprit britannique est encore vivant dans les cœurs anglais, ce

Il n'est pas vrai que la vie et les biens d'un seul citoyen belge aient souffert de nos soldats sauf dans le cas de défense strictement nécessaire, parceque, autant comme autant, en dépit de menaces réitérées, les citoyens s'embusquaient, tiraient de leurs maisons sur nos troupes, mutilaient les blessés, assassinaient de sang-froid nos médecins dans l'exercice de leurs devoirs de bons samaritains. Est-il pire abus que de jeter le voile du silence sur ces crimes dans le but de faire passer les Allemands pour des criminels parcequ'ils ont justement châtié les coupables ?

Il n'est pas vrai que nos troupes aient brutalement détruit Louvain. Les habitants, dans leur rage, ayant traîtreusement attaqué nos soldats dans leurs quartiers, ceux-ci, bien à contre-cœur, se sont vus dans l'obligation d'incendier une partie de la ville, par punition. La plus grande partie de Louvain est restée intacte. Le fameux hôtel de ville est encore debout; au prix de grands sacrifices, nos soldats ont pu le sauver de la destruction. Ce sera sans doute un mortel chagrin pour toute l'Allemagne si, dans le cours de cette terrible guerre, des œuvres d'art ont pu être détruites ou doivent l'être à l'avenir; mais autant notre vif amour de l'art n'est surpassé par aucune autre nation, autant nous devons refuser de risquer une défaite allemande pour le plaisir de sauver un chef-d'œuvre quelconque.

Il n'est pas vrai que nous fassions la guerre au mépris du droit des gens. Nous ne connaissons pas la cruauté sans discipline. C'est dans l'Orient que la terre est saturée du sang des femmes et des enfants massacrés sans pitié par les sauvages Russes, tandis que dans l'Occident les balles dum-dum déchirent les entrailles de nos soldats. Ont-ils bien le droit de s'intituler défenseurs de la civilisation, ceux qui se sont alliés aux Russes et aux Serbes, ceux qui scandalisent le monde en suscitant les Mongols et les nègres contre la race blanche ?

matamore sera arraché de son siège. Son triomphe serait une des plus grandes catastrophes infligées à la démocratie." (M. Lloyd George.)

Cette dénégation effrontée est décorée d'un pendentif qui en fait une ironique confession de jugement. C'est à leur corps défendant que les hordes tudesques, armées jusqu'aux dents, marchant en rangs serrés, ont commis des atrocités dont l'horreur dépasse les massacres de Macédoine et d'Arménie.

"Vous, les 93, vous fondez votre protestation sur le témoignage de ceux qui donnent les ordres; l'accusation est fondée sur le témoignage du sang des innocents et sur des ruines innombrables." (Professeur C. L. Dake, de Hollande.)

Les commissions d'enquête belge et française ont publié des volumes d'attestations sous serment à l'appui de cette accusation infamante. Lire à ce sujet la foudroyante dénonciation du Cardinal Mercier, insérée plus loin.

"Je m'en réfère sur ce point au rapport de l'expert désigné par votre gouvernement, qui reconnaît implicitement les pertes irréparables causés à l'art et à la culture universelle par la destruction d'un édifice admirable et de manuscrits précieux. Vous ne parlez pas de Reims, j'en conviens et je rends hommage à la désapprobation que souligne votre silence." (Réponse de M. Chapuisat.)

"Les massacres de Malines, d'Aerschot de Dinant, ne sont pas des actes de guerre honorable. La destruction de Louvain, de l'historique Louvain, depuis cinq cents ans le centre vénérable de l'érudition catholique, dévasté par une soldatesque ivre de sang, est un acte de guerre déshonorant, qui imprime au nom allemand une tache que les siècles n'effaceront point." (David Starr Jordan, chancelier de l'Université Leland.)

"La cruauté "sans discipline" sera peut-être plus rare dans l'armée allemande, plus rigoureusement disciplinée, que dans d'autres armées. Mais c'est justement la cruauté disciplinée, la cruauté ordonnée qui ferait trembler le ciel." (Professeur Dake, de Hollande.)

Le *New-York Sun* du 31 mars 1915 cite cinq grands faits qui déshonorent à jamais l'Allemagne : 1° L'invasion de la Belgique ; 2° Louvain ; 3° Reims ; 4° le bombardement des villes non fortifiées ; enfin l'assassinat de plus de cent non-combattants, hommes et femmes, passagers et équipages des navires marchands le *Falaba* et l'*Aguila*. — Le *New-York Times* : "Ce n'est plus de la guerre, c'est du meurtre."—Le *New*

Il n'est pas vrai qu'en faisant la guerre à notre prétendu militarisme, nos ennemis ne visent pas en même temps notre civilisation, comme ils l'affirment hypocritement. Sans le militarisme allemand, la civilisation allemande aurait depuis longtemps cessé d'être. C'est un bonheur pour celle-ci que le militarisme aît pris pied dans un pays qui pendant des siècles avait été plus qu'aucun autre au monde la proie de bandes de brigands. L'armée allemande et la nation allemande ne font qu'un, et c'est cette fraternité qui rallie 70 millions d'Allemands, sans distinction de rang, de caste ou de parti.

Il nous est impossible d'arracher des mains de nos ennemis l'arme empoisonnée du mensonge. Tout ce que nous pouvons, c'est de proclamer devant le monde entier que nos adversaires rendent faux témoignage contre nous. C'est à vous qui nous connaissez, qui avez travaillé à nos côtés pour la protection des droits les plus sacrés de l'homme, que nous adressons cet appel : Ayez foi en nous. Soyez convaincu que nous mènerons cette guerre jusqu'au bout comme une nation civilisée, pour laquelle l'héritage d'un Goethe, d'un Beethoven et d'un Kant est aussi sacré que l'honneur de nos foyers.

Nous vous en engageons nos noms et notre parole.

(Suivent 93 signatures de professeurs d'universités, de directeurs de théâtres et de musées, et de particuliers, ce qui ne prouve pas nécessairement l'unanimité du corps enseignant, comme on a pu le croire à première vue.)

York Tribune : "Ce n'est pas de la guerre comme le comprennent les peuples civilisés, c'est de l'assassinat."

Et que penser de l'Allemagne qui en prenant la Turquie pour alliée à la place de l'Italie, espérait allumer la guerre sainte de l'Islam contre le Christianisme?

Naïf aveu de barbarie héréditaire. L'Allemand savant réclame la supériorité en tout, même pour la férocité des meurtres et des rapines dont vivaient ses aïeux, Burgraves et reîtres. Il est triste tout de même de constater la nécessité du régime de la schlague et du sabre pour contenir tout un peuple dans les limites du devoir en plein 20e siècle. Si cet état de société, fondé sur la force brutale, existe réellement, raison de plus que le reste de l'humanité se coalise pour écraser la tête du monstre.

Cet appel déclamatoire n'a converti personne dans le monde civilisé. Dans les pays neutres, on est plus que jamais favorable à la cause des alliés. Le peuple américain en particulier se demande où et comment l'Allemagne militariste a jamais aidé la cause de la liberté. Quant aux trois grands noms dont les 93 se proclament modestement les héritiers directs, il se trouve, d'après M. Yves Guyot, "que Goethe, né dans la ville libre de Francfort, vivait à la cour de Charles-Auguste, centre libéral et artistique sans cesse en butte aux menaces prussiennes; que Beethoven, d'origine flamande, vécut en Hollande jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans, passa le reste de sa vie à Vienne, et par conséquent, n'eut rien de commun avec le militarisme prussien, alors si redouté de l'Autriche : enfin, que Kant, bien que né et domicilié à Koenigsberg, la vraie capitale du royaume de Prusse, fut un des admirateurs de la Révolution Française, et qu'à sa mort en 1804 ce n'était certainement pas le gouvernement prussien qui avait recommandé ses ouvrages au monde."

Frederic Harrison, écrivain anglais, dit que c'est un fait de longtemps admis "qu'en Allemagne tous les fonctionnaires des académies et des écoles sont des créatures du gouvernement, dociles au commandement comme pas un sergent instructeur."

La réponse des Universités françaises

En réponse à la protestation des universités allemandes contre les accusations dont leur pays est l'objet, les universités françaises adressent le manifeste suivant aux universités des pays neutres :

Les universités allemandes viennent de protester contre les accusations dont leur pays est l'objet à l'occasion de la guerre.

Les universités françaises se borneront à vous soumettre les questions suivantes :

Qui a voulu la guerre ?

Qui, pendant le trop court répit laissé aux délibérations de l'Europe, s'est ingénié à trouver des formules de conciliation ? Qui, au contraire, a refusé toutes celles qu'ont successivement proposées l'Angleterre, la Russie, la France et l'Italie ?

Qui, au moment précis où le conflit paraissait s'apaiser, a déchaîné la guerre, comme si l'occasion propice était attendue et guettée ?

Qui a violé la neutralité de la Belgique après l'avoir garantie ?

Qui a déclaré à ce propos que neutralité est un mot, que les "traités sont des chiffons de papier", et qu'en temps de guerre "on fait comme on peut" ?

Qui tient pour non avenues les conventions internationales par lesquelles les puissances signataires se sont engagées à n'user, dans la conduite de la guerre, d'aucun moyen de force constituant une "barbarie" ou une "perfidie" et à respecter les monuments historiques, les édifices des cultes, des sciences, des arts et de la bienfaisance, sauf dans le cas où l'ennemi, les dénaturant le premier, les emploierait à des fins militaires ?

Dans quelles conditions la cathédrale de Reims a-t-elle été brûlée ?

Dans quelles conditions des bombes incendiaires ont-elles été jetées sur Notre-Dame de Paris ?

A ces questions, les faits seuls doivent répondre.

Déjà, vous pouvez consulter les documents publiés par les chancelleries, les résultats d'enquêtes faites par des neutres, les témoignages trouvés dans des carnets allemands, les témoignages des ruines de Belgique et des ruines de France.

Ce sont nos preuves.

Contre elles, il ne suffit pas, ainsi que l'ont fait les représentants de la science et de l'art allemands, d'énoncer des dénégations, appuyées seulement d'une "parole d'honneur" impérative.

Il ne suffit pas davantage, comme font les universités allemandes, de dire : "Vous connaissez notre enseignement; il n'a pu former une nation de barbares."

Nous savons quelle a été la valeur de cet enseignement. Mais nous savons aussi que rompant avec les traditions de l'Allemagne, de Leibnitz, de Kant et de Gœthe, la pensée allemande vient de se déclarer solidaire, tributaire et sujette du militarisme prussien, et qu'emporté par lui, elle prétend à la domination universelle.

De cette prétention, les preuves abondent. Hier encore, un maître de l'université de Leipzig écrivait : "C'est sur nos épaules que repose le sort futur de la culture en Europe."

Les universités françaises, elles, continuent de penser que la civilisation est l'œuvre non pas d'un peuple unique, mais de tous les peuples, que la richesse intellectuelle et morale de l'humanité est créée par la naturelle variété et l'indépendance nécessaires de tous les génies nationaux.

Comme les armées alliées, elles défendent, pour leur part, la liberté du monde.

Le 3 novembre 1914.

Les Universités de Paris, Aix, Marseille, Alger, Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nancy, Poitiers, Rennes, Toulouse.

Yves Guillot et le Professeur Bellot :

"Comment donc pouvez-vous avoir le front d'affirmer qu'il est faux que l'Allemagne ait provoqué la guerre ?.....On a trouvé dans les poches de vos réservistes les ordres qui les appelaient sous les armes longtemps avant la fin de juillet. Notre ami et collègue Courcelle-Seneuil a lu cet appel dans les papiers militaires d'un Allemand qui habite Bex, en Suisse.......

"Votre appel fait écho à la presse allemande, où il est dit que ce sont des Belges, et surtout des femmes, qui ont commencé à tirer sur nos troupes. Un journal américain répond à cela : Si ce sont des femmes belges qui ont attaqué des soldats allemands en pays belge, qu'est-ce que ces soldats faisaient donc là ? La vérité est que vos troupes, obéissant à leurs officiers—comme le fait a été établi par des écrits qui ont été saisis et que vous trouverez cités dans le rapport présenté au Président Wilson par la commission belge,—ont exécuté des ordres probablement empruntés aux féroces inscriptions des rois assyriens qu'on aurait exhumés le long du chemin de fer de Bagdad. Vous trouvez tout naturel qu'on ait mis Louvain à feu et à sang parceque la population civile aurait tiré sur vos soldats ; or, l'enquête faite en collaboration avec des représentants des Etats-Unis—pour lesquels vous daignez avoir assez de considération pour quémander leurs bons offices—a établi que la population civile était désarmée. Aujourd'hui vous approuvez l'incendie de la Bibliothèque de Louvain, jusque-là aviez-vous également approuvé la destruction de la Bibliothèque d'Alexandrie ? Il est vrai qu'il n'y avait pas là de Deutsch Kultur. Votre belle culture militaire a eu pour fruit de ramener votre soldatesque à un état de civilisation antérieure au siècle des Vandales qui, lorsqu'ils prirent Hippone, épargnèrent au moins sa bibliothèque...

Vous affirmez que la guerre actuelle est dirigée contre la culture allemande. Si cette culture enseigne que les droits de l'homme comprennent le mépris des traités, le mépris de la propriété privée, le mépris de la vie des non-combattants, ne vous étonnez pas que les autres nations se soucient fort peu de la préserver à votre profit et à leur détriment......"

Réponse des Lettrés Anglais

Extraits d'un manifeste signé par un grand nombre de "British Scholars :"

" Quels qu'aient pu être les griefs de l'Autriche, le ton inouï de sa note à la Serbie était un défi à la Russie, une provocation à la guerre ; c'est ce que la Grande-Bretagne, comme le reste de l'Europe, a parfaitement compris...

" Le gouvernement allemand admet avoir connu d'avance la teneur de la note autrichienne, qu'on tenait cachée aux autres puissances ; il admet l'avoir approuvée après sa promulgation ; il admet comme probable à ses yeux que cette note devait précipiter la guerre ; il admet que, malgré toutes ses belles protestations auprès des autres puissances, dans l'intimité il n'a pas conseillé à l'Autriche de céder un pouce de ses réclamations. A notre sens, c'est admettre que l'Allemagne, de concert avec sa malheureuse alliée, a de propos délibéré provoqué la présente guerre....

" Pour nous comme pour la Belgique, c'est une guerre défensive pour la Liberté et pour la Paix....."

M. Fréderic Harrison, écrivain anglais :

" Ces professeurs semblent tout fiers de servir le nouvel Attila—disons plutôt le nouveau Caligula, car Attila du moins était un soldat de métier et ne se cachait pas sous la Croix Rouge, derrière des embarras de fer de fil barbelé....

" Ils semblent croire que le fait d'avoir remis au point quelques lignes de Sophocle ou la découverte d'une nouvelle teinture chimique dispense le Surhomme allemand de toute obligation d'humanité, de véracité et d'honorabilité. Leur parle-t-on d'enfants mutilés et de religieuses outragées en Belgique, ils répondent : Oui, mais songez donc à Kant et à Hégel !.....

" A les croire, l'homme qui a traduit Schopenhauer est un traître à la philosophie s'il a l'audace de blâmer les Allemands pour avoir brûlé Malines et pour faire marcher les prisonniers en avant de leurs troupes sous le feu de l'ennemi...

" Que tout commerce intellectuel soit suspendu jusqu'à ce que ces professeurs officiels aient désappris l'infernal code des " nécessités de guerre " et de la " domination mondiale " que le Vice-Gérant de Dieu à Potsdam, sous les yeux indignés du monde civilisé, leur a commandé d'inculquer à la grandissime race teutonique...."

L'opinion américaine

Voici un échantillon du sentiment de la grande presse américaine, qui est resté invariable après plus de huit mois de guerre et de propagande effrénée de la part des panégyristes allemands.

Du New-York Times du 4 décembre 1914 :

" Lorsque Von Bethmann-Hollweg dit que la guerre aurait été impossible si Londres avait averti St-Pétersbourg "que l'Angleterre ne tolèrerait pas une guerre continentale à l'occasion du conflit austro-serbe," il fait une admission qui lui est fatale, ainsi qu'à son gouvernement. Si le veto de l'Angleterre pouvait avoir un tel effet, la conclusion s'impose irrésistiblement, forcément, à notre esprit, que si l'Allemagne avait donné semblable conseil à l'Autriche, non seulement il n'y aurait pas eu de guerre continentale, mais pas de guerre du tout. Quand on veut barrer un cours d'eau débordant, le plus sûr et le plus court moyen est d'opérer à proximité de la source. Ici la source était l'Autriche....

" Lorsque le chancelier allemand dit que, si l'Angleterre avait pris une attitude ferme contre la guerre, "l'action médiatrice de l'Allemagne entre St-Pétersbourg et Vienne aurait réussi," ses paroles sonnent le creux, sonnent faux à nos oreilles. Chez nous, on sait parfaitement qui a bloqué la médiation. Sir Edward a épuisé tous les moyens de persuasion pour amener une médiation où deux puissances de l'Entente et deux de l'Alliance auraient offert leurs bons offices. Berlin était l'obstacle. La médiation a manqué.

" Le public américain ne peut être dupé ni fourvoyé sur ce point. Il est trop bien renseigné sur les faits."

Un ancien assistant Attorney General du gouvernement fédéral américain, M. James M. Beck, a disséqué toute la preuve dans un livre dont les nombreuses rééditions prouvent la popularité.

Voici ses conclusions :

" S'il existait une Cour Suprême de la Civilisation devant laquelle les nations pourraient être appelées à débattre leurs intérêts avant de recourir aux armes, quel serait le jugement de ce Tribunal sur la guerre actuelle ?

Une cour impartiale n'hésiterait pas à rendre le jugement suivant :

" 1° L'Allemagne et l'Autriche, à une époque de paix profonde, se sont concertées en secret pour imposer leur volonté à l'Europe et à la Serbie dans une question intéressant l'équilibre européen. Elles rendirent la guerre quasi inévitable : d'une part, en lançant un ultimatum qui était grossièrement déraisonnable et hors de proportion avec les griefs que l'Autriche pouvait avoir ; d'autre part, en accordant à la Serbie et à l'Europe un délai insuffisant pour examiner les droits et les engagements de toutes les nations intéressées.

" 2° L'Allemagne avait, à tout moment, le pouvoir de contraindre l'Autriche à maintenir une ligne de conduite raisonnable et conciliante, mais pas une minute elle n'a usé d'une manière effective de cette influence. Au contraire, elle a certainement soutenu, et peut-être même incité l'Autriche à prendre une attitude déraisonnable.

" 3° L'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie ont, de tout temps travaillé pour la paix, et dans ce but ont, non seulement fermé les yeux sur la conduite blâmable de l'Autriche, mais encore fait toutes les concessions raisonnables dans l'espoir de conserver la paix.

" 4° L'Autriche ayant mobilisé son armée, la Russie était raisonnablement fondée à mobiliser ses forces.

" 5° L'Allemagne, en déclarant brusquement la guerre à la Russie, coupable de ne pas avoir démobilisé,—et cela à l'heure où les autres puissances avaient offert de faire toutes les concessions raisonnables, et où les pourparlers de paix se trouvaient en bonne voie,— a précipité la guerre."

M. Charles W. Eliot, président de l'Université Harvard :

" La source première de l'immense désastre qui accable à cette heure l'Europe est le désir qu'avait l'Allemagne de créer un empire mondial...

"L'Allemagne unie a, pendant quarante ans, mis en valeur la théorie que la force était la source de toute grandeur personnelle et nationale.... L'Allemagne rejeta avec mépris tous les préceptes chrétiens sur l'humilité, la douceur, la justice, la pitié, l'amour; l'objet de son adoration devint la force, le courage, l'énergie; que les faibles périssent, que les doux et les humbles s'inclinent devant les forts et les orgueilleux; que les incapables meurent ! Le monde est toujours avec le plus fort; le plus fort doit être le maître.

" D'éminents penseurs allemands imaginèrent un supplément de doctrine à cette religion de l'âge de pierre ; ils édifièrent une théorie mystique de l'Etat, entité majestueuse et grandiose qui comprend toutes les activités de la nation et les guide vers un but suprême. A cet idéal, tout Allemand doit une obéissance absolue. L'inconvénient de cette doctrine..... c'est qu'elle ne tient aucun compte de la liberté individuelle.... L'Allemand moderne est toujours contrôlé, dirigé, commandé.... Il n'est pas un homme libre, au sens français, anglais ou américain du mot ; il préfère ne pas l'être.

" La guerre actuelle est le résultat inévitable de ce désir d'impérialisme, d'autocratie du gouvernement allemand, d'enrichissement rapide et de cette religion de la force. Ce que la Belgique et le nord de la France ont souffert pendant les derniers mois suffit à prouver au monde ce que pourrait être la domination de l'Allemagne....

" On doit souhaiter que le résultat de la guerre présente soit d'enlever à toute race et à toute nation le désir de dominer le monde. De cette conflagration de l'Europe devrait sortir une Europe fédérée ou une ligue de toutes les nations libres destinée à protéger la sécurité des petits Etats et à empêcher la domination exclusive d'une grande puissance. Cette union aurait pour objet de garantir les traités internationaux, de limiter les armements sur terre et sur mer. Personne ne sait encore comment on pourrait atteindre à un tel but ; chacun comprend pourtant que ce résultat est le seul qui pourrait satisfaire des hommes libres épris de liberté et soumis au respect de la loi."

Taches de sang ineffaçables

Au moment où allait éclater la guerre européenne, une commission internationale créée par la Fondation Carnegie, présidée par le Baron D'Estournelles de Constant, publiait le rapport de l'enquête qu'elle était allée faire sur place sur les causes et les circonstances des deux dernières guerres des Balkans.

L'Allemagne devait être représentée dans cette commission par deux doctes professeurs allemands (dont, soit dit entre parenthèses, les noms ne figurent pas parmi les 93 intellectuels plus haut cités). Le rapport constate qu'à la dernière minute, tous deux firent faux bond à leurs collègues, l'un s'étant vu refuser la permission de partir par l'Université de Berlin à laquelle il appartenait ; l'autre rebroussa chemin à Belgrade. L'Allemagne pressentait-elle dès lors qu'il n'y avait pas de place pour elle dans une œuvre d'humanité ?

Ce fut un long cri d'horreur dans le monde entier lorsque cette commission publia la relation des atrocités de Macédoine : villages serbes, bulgares, turcs ou grecs tour à tour rançonnés et saccagés, hommes, femmes et enfants fusillés ou rôtis vifs dans les mosqués où on les avait emprisonnés, soldats blessés mutilés ou achevés à coups de couteau, femmes outragées, puis massacrées, etc.

Qui eût dit, alors, que ces horreurs allaient être répétées sur une plus grande échelle par une nation qui pousse la présomption jusqu'à prétendre dépasser de toute la tête les sociétés les plus civilisées de la terre ? Il n'y a que les noms à changer : la seule différence est que les rouges saturnales de Belgique et du Nord de la France éclipsent en étendue les tueries villageoises de Macédoine. Les copistes ont aisément distancé leurs modèles.

Ceux-ci avaient au moins une excuse que pas un Meinherr ne voudrait invoquer : celle de l'*unkultur !* Ils avaient aussi l'excuse des représailles, car dans la seconde guerre des Balkans, Grecs, Bulgares, Serbes se massacraient, s'incendiaient, se pillaient à l'envi, à tour de rôle.

Que sera-ce donc lorsque toute la vérité sera révélée sur la colossale orgie de cruauté, de rapacité, de lubricité qui a marqué le passage des légions tudesques de Louvain à Reims ?

Les preuves de ce monstrueux crime national surabondent déjà. Les cahiers de marche saisis sur la personne d'officiers prussiens contiennent l'aveu d'atrocités révoltantes, et les volumineux rapports publiés par les commissions d'enquête belges et françaises sont des dossiers d'horreurs. Contentons-nous de citer ici une autorité dont le témoignage n'a pas été et ne sera pas démenti, celui de Son Eminence le Cardinal Mercier :

" Moins que personne peut-être, j'ignore ce qu'a souffert notre pauvre pays. Et aucun Belge ne doutera, j'espère, du retentissement, en mon âme de citoyen et d'évêque, de toutes ces douleurs. Ces quatre derniers mois me semblent avoir duré un siècle.

" Par milliers, nos braves ont été fauchés; les épouses, les mères pleurent des absents, qu'elles ne reverront plus ; les foyers se vident; la misère s'étend, l'angoisse est poignante. A Malines, à Anvers, j'ai connu la population de deux grandes cités livrées, l'une durant six heures, l'autre durant trente-quatre heures d'un bombardement continu, aux affres de la mort. J'ai parcouru la plupart des régions les plus dévastées du diocèse".... (Suit la mention de plus de cinquante villes et villages du diocèse de Malines.)

" Eglises, écoles, salles, hôpitaux, couvents, en nombre considérable, sont hors d'usage ou en ruines. Des villages entiers ont quasi disparu. A Werchter-Wackenseel, par exemple, sur 280 foyers, il en reste 130; à Tremeloo, les deux tiers de la commune sont rasés; à Bucken, sur 100 maisons, il en reste 20; à Schaffen, d'une agglomération de 200 habitants, 189 ont disparu, il en reste 11 !

"A Louvain, le tiers de l'étendue bâtie de la cité est détruit; 1704 immeubles ont disparu; sur le territoire de la ville et des communes suburbaines, Kessel-Loo, Herent et Héverlé, réunies, il y a un total de 1828 immeubles incendiés.

"Dans cette chère cité de Louvain, dont je ne parviens pas à détacher mes souvenirs, la superbe collégiale de Saint-Pierre ne recouvrera plus son ancienne splendeur; l'antique collège Saint-Ives; l'Ecole des beaux-arts de la ville; l'école commerciale et consulaire de l'Université, les halles séculaires, notre riche bibliothèque avec ses collections, ses incunables, ses manuscrits inédits, ses archives; la galerie de ses gloires depuis le premier jour de sa fondation, portraits des recteurs, des chanceliers, des professeurs illustres, au spectacle desquels maîtres et élèves d'aujourd'hui s'imprégnaient de noblesse traditionnelle et s'animaient au travail : toute cette accumulation de richesses intellectuelles, historiques, artistiques, fruit de cinq siècles de labeur, tout est anéanti.

" De nombreuses paroisses furent privées de leur pasteur. J'entends encore l'accent douloureux d'un vieillard à qui je demandais s'il avait eu la messe, le dimanche, dans son église ébréchée : Voilà deux mois, me répondit-il, que nous n'avons plus vu le prêtre. Le curé et le vicaire étaient dans un camp de concentration à Munsterlagen, non loin de Hanovre.

" Des milliers de citoyens belges ont été ainsi déportés dans les prisons d'Allemagne, à Munsterlagen, à Celle, à Magdebourg. Munsterlagen seul a compté 3,100 prisonniers civils. L'histoire dira les tortures physiques et morales de leur long calvaire.

" Des centaines d'innocents furent fusillés ; je ne possède pas au complet ce sinistre nécrologe, *mais je sais qu'il y en eut, notamment,* 91 *à Aerschot et que la, sous la menace de la mort, leurs concitoyens furent contraints de creuser les fosses de sépulture.* Dans l'agglomération de Louvain et des communes limitrophes, 176 *personnes, hommes et femmes, vieillards et nourrissons encore à la mamelle, riches et pauvres, valides et malades, furent fusillés ou brûlés.*

"Dans mon diocèse seul, *je sais que treize prêtres ou religieux furent mis à mort.*" (Le cardinal les nomme un à un, désigne le lieu où chacun exerçait son ministère.) "L'un d'eux, le curé de Gelrode (Dergent) est, selon toute vraisemblance, tombé en martyr. J'ai fait un pélerinage à sa tombe, et entouré des ouailles qu'il paissait hier encore avec le zèle d'un apôtre, je lui ai demandé de garder du haut du ciel, sa paroisse, le diocèse, la patrie.

" Nous ne pouvons ni compter nos morts, ni mesurer l'étendue de nos ruines...

" Je disais qu'il y a eu treize ecclésiastiques fusillés dans le diocèse de Malines. *Il y en a eu, à ma connaissance actuelle, plus de trente dans le diocèse de Namur, de Tournai et de Liège.*" (Ici, encore, les noms propres sont donnés en détail.)

Que signifierait une victoire allemande?

Un autre savant allemand, le professeur Oswald, lauréat du prix Nobel, a fait à un journal de Stockholm, le *Dagen*, les déclarations suivantes :

" On parle du militarisme allemand ; il se pourrait, en effet, que l'hostilité que rencontre l'Allemagne dans le monde fût fondée sur le développement du militarisme; mais c'est justement ce militarisme qui constitue l'une des expressions les plus puissantes de la force organisatrice de l'Allemagne. Or, l'Allemagne, grâce à sa faculté d'organisation, a atteint une étape de civilisation plus élevée que les autres peuples. La guerre un jour les fera participer, sous la forme de cette organisation, à une civilisation plus élevée. Parmi nos ennemis, les Russes, en somme, en sont encore à la période de la horde, alors que les Français et les Anglais ont atteint le degré de développement cultural que nous-mêmes avons quitté il y a plus de cinquante ans. Cette étape est celle de l'individualisme. Mais au dessus de cette étape, se trouve l'étape de l'organisation. Voilà où en est l'Allemagne aujourd'hui.

" Vous me demanderez ce que veut l'Allemagne ? Eh bien, *l'Allemagne veut organiser l'Europe*, car l'Europe, jusqu'ici n'a pas été organisée."

Et après l'Europe, l'Amérique sans doute.

Voilà donc le monde entier averti. Les nations connaissent maintenant, pour les voir appliqués à la Belgique, les procédés par lesquels l'Allemagne entend "organiser le travail collectif."

Les Canadiens voudraient-ils du joug Prussien ?

Une défaite à la Prussienne

L'Allemagne a inventé, après coup, une excuse de sa brutale invasion en Belgique.

Elle produit deux documents dénichés, dit-elle, dans les bureaux de l'Etat-major à Bruxelles.

1o Un mémoire daté de 1906, rapportant des conversations entre officiers belges et anglais sur les mesures à prendre pour assurer le débarquement de 100,000 soldats anglais dans l'éventualité d'une invasion allemande.

2o Une lettre écrite en 1911 par le représentant de Belgique à Berlin—d'inspiration prussienne sans doute—pour mettre son gouvernemeht en garde contre la possibilité d'un coup de main français à travers le Luxembourg et la Belgique.

Qu'est-ce que tout cela prouverait, sinon que, loin de vouloir troquer sa neutralité, la Belgique entendait la faire respecter des deux côtés?

D'ailleurs, dans un cas comme dans l'autre, ces pourparlers isolés n'eurent pas de suite ni de conclusion officielle. Il s'agit d'actes privés qui n'ont jamais eu l'approbation du gouvernement de Belgique.

Est-il rien d'absurde comme cette accusation de loyauté lancée contre un peuple qui a préféré le martyre plutôt que de manquer à sa parole ? Un journaliste français fait ressortir cette absurdité d'une façon piquante :

" Le projet d'intervention anglaise en Belgique, dit-il, fait songer au révolver qu'un paisible bourgeois achète au lendemain d'un crime sensationnel—pour se défendre au cas où des cambrioleurs pénétraient chez lui. La Wilhemstrasse annonce bien haut qu'elle a trouvé ce révolver dans les bureaux de l'Etat-major de Bruxelles ; elle vudrait nous faire croire que c'est la Belgique qui fut l'assassin, que "c'est elle qui a commencé."

APPENDICE I

Preuves flagrantes de préméditation

Le 5 décembre 1914, le Parlement Italien a été saisi de deux documents qui jettent un jour nouveau, ou plutôt apportent la confirmation, sur les véritables causes du conflit austro-serbe.

M. Giovanni Giolitti, l'ex-premier ministre, au cours de son discours approuvant la politique de neutralité de son successeur, M. Salandra, rappela que pendant la guerre des Balkans, le 9 août 1913, étant absent de Rome, il reçut le télégramme suivant du feu Marquis di San Giuliano, alors ministre des affaires étrangères dans son cabinet :

"L'Autriche nous a communiqué ainsi qu'à l'Allemagne que *c'était son intention d'agir contre la Serbie*, définissant telle action comme défensive, et comptant sur l'application d'un *casus foederis*, que je considère inapplicable. Je m'occupe de m'entendre avec l'Allemagne sur les moyens d'empêcher l'Autriche d'agir, mais il peut être nécessaire de déclarer nettement que nous ne considérons pas telle éventualité comme un acte de défensive, et par conséquent que nous ne croyons pas que ce soit un *casus foederis*. Veuillez me dire par télégraphe si vous approuvez."

Réponse de M. Giolitti.—" Si l'Autriche marche contre la Serbie, évidemment il n'y a pas de *casus foederis*. C'est un acte qu'elle accomplit de son propre mouvement. Ce n'est pas un cas de défensive puisque personne ne songe à l'attaquer. Il importe de faire cette déclaration à l'Autriche de la manière la plus formelle, espérant que l'Allemagne prendra les moyens de dissuader l'Autriche d'une très dangereuse aventure."

Ainsi, dès 1913, l'Autriche cherchait une occasion de se jeter sur la Serbie, et sans l'objection irréfutable de l'Italie, la guerre aurait éclaté une année plus tôt.

Cet aveu désintéressé d'un allié de l'Allemagne et de l'Autriche confirme singulièrement les symptômes belliqueux observés en 1913 par M. Cambon et les autres diplomates résidant en Allemagne.

Il y a plus : dès le mois de mai 1913, le ministre austro-hongrois à Bucarest déclarait au gouvernement roumain "que la Roumanie serait attaquée par l'Autriche si elle s'opposait à l'écrasement de la Serbie." Ce dernier trait a été révélé récemment au public par M. Take Janesco, ancien ministre de Roumanie.

Autre fait de révélation plus récente. Le 30 juin 1914, un mois avant la guerre, la Bulgarie contractait un emprunt de 500 millions en Allemagne, et l'article 30 du contrat stipulait expressément que, "si dans la période s'écoulant entre la signature du présent contrat et la date d'émission des deux séries d'emprunt, *il se produisait une guerre en Europe*," les prêteurs se réserveient la faculté d'annuler le contrat par un simple avis au ministre des Finances, sans indemnité de part et d'autre ; ce qui signifie que dès le 30 juin les autorités allemandes prévoyaient une guerre générale.

Donc, l'idée de mettre le feu à toute l'Europe hantait depuis longtemps les cervelles autrichiennes, inspirées et imbues de l'esprit allemand, qui savait parfaitement, c'est lui-même qui l'a dit, que la Serbie attaquée, la Russie et la France se mettraient de la partie. Seulement il comptait cyniquement sur la neutralité anglaise et belge.

Donc, le crime de Seraievo n'a été qu'un vain prétexte pour satisfaire les ambitions démesurées d'un autocrate.

APPENDICE II

" L'infâme proposition "

SIR E. GOSCHEN à SIR EDWARD GREY, BERLIN, 29 juillet 1914.

On m'a prié d'aller voir le chancelier ce soir. Son Excellence *venait de rentrer de Potsdam.*

Il me dit que si la Russie attaquait l'Autriche, il craignait qu'une conflagration ne devint énivitable, étant donné les obligations qu'imposait à l'Allemagne son alliance avec l'Autriche, malgré les efforts qu'il ne cessait de faire pour le maintien de la paix.

Ceci dit, il continua la conversation *en offrant une forte enchère pour s'assurer la neutralité britannique.* Il me dit que selon sa conception du principe essentiel de la

politique britannique, la Grande Bretagne ne consentirait jamais à se tenir à l'écart de façon à laisser écraser la France dans un conflit qui pourrait avoir lieu. Là, cependant, n'était pas le but de l'Allemagne. Si la neutralité de la Grande-Bretagne était assurée, son gouvernement recevrait toutes les assurances que le gouvernement impérial n'avait pour but aucune acquisition territoriale aux frais de la France, en supposant que la guerre s'ensuivît et qu'elle s[illegible]nât à l'avantage de l'Allemagne.

J'ai posé à Son Excellence une questio[illegible]t des *colonies françaises*. Il me répondit *qu'il ne pouvait s'engager d'une man[illegible]blable à cet égard*.

Pour la Hollande, Son Excellence me dit que tant que les adversaires de l'Allemagne respecteraient *l'intégrité et la neutralité des Pays-Bas*, l'Allemagne serait prête à assurer le gouvernement de Sa Majesté qu'elle en ferait autant.

Les opérations que l'Allemagne pourrait se trouver *dans la nécessité d'entreprendre en Belgique*, dépendraient de ce que ferait la France; après la guerre, l'intégralité de la Belgique serait respectée, si ce pays ne se rangeait pas contre l'Allemagne.

En terminant, Son Excellence me déclara que depuis le jour où il devint chancelier, il avait eu pour but, ainsi que vous le saviez, d'arriver à une entente avec l'Angleterre; il espérait que ces assurances pourraient devenir la base de l'entente qui lui tenait tant à cœur. Il pensait à une entente générale de neutralité entre l'Allemagne et l'Angleterre; et quoiqu'il fût encore trop tôt pour en discuter les détails, l'assurance de la neutralité britannique dans le conflit que pourrait peut-être provoquer la crise actuelle lui permettrait d'entrevoir la réalisation de son désir.

Son Excellence m'ayant demandé mon opinion en ce qui concerne la manière dont vous envisageriez sa demande, je lui répondis qu'à mon avis il était peu probable que dans les circonstances actuelles vous fussiez disposé à vous engager d'une façon quelconque et que vous désireriez garder une entière liberté d'action.

La fière réponse anglaise

Elle a été donnée par deux voix autorisées : celle de sir Edward Grey dans une dépêche envoyée à Berlin dès le lendemain (30 juillet), puis par M. Asquith dans un discours prononcé le 6 août au Parlement britannique.

Voici ce qu'en a dit le premier ministre de Grande-Bretagne, aux applaudissements unanimes de la Chambre :

“ Que voulait dire cette proposition ? En premier lieu, elle signifiait ceci : que derrière le dos de la France—car elle ne devait pas être partie à ces pourparlers—nous aurions donné, si nous y avions consenti, carte blanche à l'Allemagne pour s'emparer, si elle réussissait dans sa guerre, de toutes les possessions de la France en dehors de l'Europe. Et pour la Belgique, qu'est-ce que cela signifiait ? A l'émouvant appel qu'elle nous adressait ces jours derniers pour nous demander d'honorer nos solennels engagements comme garants de sa neutralité, quelle réponse aurions-nous pu donner ? ....Nous nous serions vus obligés d'avouer que, sans la consulter, nous avions vendu à la puissance qui la menaçait notre engagement, notre parole d'honneur. La Chambre, et sans doute le pays aussi, viennent de prendre connaissance du pathétique appel que nous a adressé le Roi des Belges, et je plains le malheureux qui a pu lire ce document sans en être remué au fond du cœur. Les Belges se battent en ce moment, au prix de leur vie. Dans quelle position serait la Grande-Bretagne si, en présence d'une pareille tragédie, elle avait donné son assentiment à cette *proposition infâme* ? Et que nous offrait-on en échange de cette trahison de nos amis et de notre propre déshonneur ? Que devions-nous avoir en retour ? Une promesse—rien de plus ; la promesse de ce que ferait l'Allemagne étant donné certaines éventualités; la promesse, disons-le—je regrette d'avoir à le dire, mais il importe de le constater—la promesse d'une puissance qui au même moment annonçait l'intention de violer son propre traité et nous invitait à en faire autant. Tout ce que je puis dire, c'est que si nous, le gouvernement, avions marchandé ou seulement temporisé, nous nous serions couverts de déshonneur ; nous aurions trahi les intérêts du pays, dont nous sommes les gardiens. Je suis fier, comme je suis sûr que le pays le sera, de relire la réponse donnée par mon très-honorable ami, réponse dont je vais citer deux des passages les plus saillants. Ce document (pièce 101 de mon dossier) consigne ce qu'était il y a une semaine l'attitude du gouvernement britannique, et, je l'espère, l'opinion du peuple britannique. Mon très-honorable ami s'exprime ainsi :

> “ Le gouvernement de Sa Majesté ne peut pas accueillir un seul instant la proposition du Chancelier de s'engager à rester neutre dans de telles conditions. Ce qu'il nous demande en e[illegible], c'est de nous engager à rester à l'écart, en attendant qu'on saisit des colonies françaises et que la France fût battue, pourvu que l'Allemagne ne prenne pas de territoire français, exception faite des colonies. Au point de vue matériel.”......

Mon très honorable ami, comme toujours, se sert de termes très modérés...... "au point de vue matériel, une telle proposition est inacceptable, car la France, sans qu'on lui enlevât de territoire en Europe, pourrait être écrasée au point de perdre sa position de grande puissance et de se trouver désormais subordonnée à la politique allemande."

Ceci est le côté matériel, mais il ajoute :

" En général, tout ceci à part, *ce serait une honte pour nous* que de passer ce marché avec l'Allemagne aux dépens de la France, une *honte de laquelle la bonne renommée de ce pays ne se remettrait jamais.* Le Chancelier nous demande en outre *de marchander toutes les obligations ou intérêts que nous pourrions avoir dans la neutralité de la Belgique.* Nous ne saurions en aucune façon *accueillir ce marché non plus.*"....

Il ajoute:

" Nous devons conserver notre entière liberté d'agir comme les circonstances nous paraîtront l'exiger.".....

Puis il continue dans un langage qui, je le crois, sera apprécié par cette Chambre:

" Je vous prie....d'ajouter très sérieusement que la seule façon de maintenir les bonnes relations entre l'Angleterre et l'Allemagne est qu'elles continuent à coopérer au maintien de la paix de l'Europe...A cet effet, le gouvernement de Sa Majesté travaille dans ce sens avec un bon vouloir et une sincérité entiers...... Si l'on peut conserver la paix de l'Europe et traverser sans accident la crise actuelle, mon effort personnel sera de prendre l'initiative d'un arrangement auquel l'Allemagne puisse souscrire et par lequel elle pourra être assurée qu'aucune politique agressive ou hostile ne sera poursuivie contre elle ou ses alliées par la France, la Russie et nous-mêmes, soit ensemble, soit séparément. J'ai désiré ceci et travaille dans ce sens.".....

Cette déclaration n'a jamais été plus sincère.... " autant que je l'ai pu pendant la dernière crise balkanique, et comme l'Allemagne avait un but semblable, nos relations se sont sensiblement améliorées. Cette idée a été jusqu'aujourd'hui trop utopique pour faire l'objet de propositions définies, mais si la crise actuelle, beaucoup plus aigüe que toutes celles par lesquelles, l'Europe a passé depuis plusieurs générations, est traversée sans accident, j'ai l'espoir que le soulagement et la réaction qui suivront rendront possible un rapprochement plus précis entre les puissances qu'il n'a été possible jusqu'aujourd'hui."

APPENDICE III

Télégrammes échangés entre l'Empereur Guillaume II et l'Empereur Nicolas II.

(La plupart de ces pièces sont intercalées dans le Livre blanc allemand, mais pêle-mêle, de manière à en dénaturer le sens. Elles sont reproduites ici dans leur ordre de date.)

I—L'EMPEREUR GUILLAUME à L'EMPEREUR NICOLAS

28 juillet 1914 (10 h. 45 du soir.).

C'est avec la plus vive inquiétude que j'ai appris l'impression qu'a produite dans ton Empire, la marche en avant de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie. L'agitation sans scrupule qui se poursuit depuis des années en Serbie, a conduit au monstrueux attentat dont l'Archiduc François-Ferdinand a été la victime. L'état d'esprit qui a amené les Serbes à assassiner leur propre roi et son épouse règne encore dans ce pays. Sans doute conviendras-tu avec moi que tous deux, toi aussi bien que moi, nous avons, comme tous les souverains, un intérêt commun à insister pour que ceux qui sont moralement responsables de ce terrible meurtre reçoivent le châtiment qu'ils méritent.

D'autre part, je ne me dissimule aucunement combien il est difficile pour toi et ton Gouvernement de résister aux manifestations de l'opinion publique. En souvenir de la cordiale amitié qui nous lie tous deux étroitement depuis longtemps, j'use de toute mon influence pour décider l'Autriche-Hongrie à en venir à une entente loyale et satisfaisante avec la Russie. Je compt bien que tu me secourras dans mes efforts tendant à écarter toutes les difficultés qui pourraient encore s'élever.

Ton ami et cousin très sincère et dévoué.—GUILLAUME.

II—L'EMPEREUR NICOLAS à L'EMPEREUR GUILLAUME

Palais de Péterhof, le 29 juillet 1914 (1 heure après-midi).

Je suis heureux que tu sois rentré en Allemagne. En ce moment si grave, je te prie instamment de venir à mon aide. Une guerre honteuse a été declarée à une faible nation; je partage entièrement l'indignation, qui est immense en Russie.

Je prevois que très prochainement je ne pourrai plus longtemps resister à la pression qui est exercee sur moi et que je serai forcé de prendre des mesures qui conduiront à la guerre.

Pour prévenir le malheur qui serait une guerre européenne, je te prie, au nom de notre vieille amitié, de faire tout ce qui sera possible pour empêcher ton alliée d'aller trop loin.—NICOLAS.

III—L'EMPEREUR GUILLAUME à L'EMPEREUR NICOLAS

29 juillet 1914 (6 h. 30 du soir.)

J'ai reçu ton télégramme et partage ton désir de maintenir la paix.

Cependant, je ne puis, ainsi que je te le disais dans mon premier télégramme, considérer la marche en avant de l'Autriche-Hongrie comme "une guerre honteuse." L'Autriche-Hongrie sait par expérience qu'on ne peut absolument pas se fier aux promesses de la Serbie tant qu'elles n'existent que sur le papier.

A mon avis, la conduite de l'Autiche-Hongrie doit être considéré comme une tentative d'obtenir toute garantie que les promesses de la Serbie seront exécutées aussi en fait. La déclaration du cabinet autrichien me fortifie dans mon opinion que l'Autriche-Hongrie ne vise à aucune acquisition territoriale au détriment de la Serbie.

Je pense donc qu'il est très possible à la Russie de persévérer, en présence de la guerre autro-serbe, dans son rôle de spectatrice, sans entrainer l'Europe dans la guerre la plus effroyable qu'elle a jamais vue.

Je crois qu'une entente directe entre ton Gouvernement et Vienne est possible et désirable attendu que, comme je te l'ai déjà télégraphié, mon Gouvernement essaie de toutes ses forces de la favoriser.

Naturellement des mesures militaires de la Russie, que l'Autriche-Hongrie pourrait considérer comme une menace, hâteraient une calamité que tous deux nous cherchons à éviter, et rendrait également impossible ma mission de médiateur que j'ai acceptée avec empressement lorsque tu as fait appel à mon amitié et à mon aide.—GUILLAUME.

IV—L'EMPEREUR GUILLAUME à L'EMPEREUR NICOLAS

30 juillet 1914 (1 heure du matin.)

Mon Ambassadeur a été chargé d'appeler l'attention de ton Gouvernement sur les dangers et les graves conséquences d'une mobilisation; c'est ce que je t'avais dit dans mon dernier télégramme.

L'Autriche-Hongrie n'a mobilisé que contre la Serbie et seulement une partie de son armée. Si la Russie, comme c'est le cas d'après ton élégramme et la communication de ton Gouvernement, mobilise contre l'Autriche-Hongrie, la mission de médiateur que tu m'as amicalement confiée et que j'ai acceptée sur ton instante prière, sera compromise sinon rendue impossible.

Tout le poids de la décision à prendre pèse actuellement sur tes épaules, qui auront à supporter la responsabilité de la guerre ou de la paix.—GUILLAUME.

V—L'EMPEREUR NICOLAS à L'EMPEREUR GUILLAUME

Péterhof, le 30 juillet 1914 (1 h. 20 après-midi.)

Je te remercie cordialement de ta prompte réponse. J'envoie aujourd'hui soir Taticheff avec mes instructions. Les décisions militaires qui sont mises maintenant en vigueur, ont déjà été prises il y a cinq jours à titre de défense contre les préparatifs de l'Autriche.

J'espère de tout mon cœur que ces mesures n'influeront en rien sur ton rôle de médiateur que j'apprécie grandement. Nous avons besoin de ton intervention énergique auprès de l'Autriche, afin qu'elle arrive à une entente avec nous.—NICOLAS.

VI—L'EMPEREUR NICOLAS à L'EMPEREUR GUILLAUME

31 juillet 1914.

Je te remercie de tout mon cœur de ton intention, qui laisser percer une lueur d'espoir que tout se terminera encore à l'amiable. Techniquement, il est impossible de suspendre nos préparatifs militaires qui ont été nécessités par la mobilisation de l'Autriche.

Nous sommes loin de désirer la guerre; aussi longtemps que dureront les pourparlers avec l'Autriche, au sujet de la Serbie, mes troupes ne se livreront à aucun acte de provocation. *Je t'en donne ma parole d'honneur.*

J'ai confiance absolue dans la grâce divine et souhaite la réussite de ton intervention à Vienne pour le bien de nos pays et la paix de l'Europe.

Bien cordialement à toi.—NICOLAS.

VII—L'EMPEREUR GUILLAUME à L'EMPEREUR NICOLAS

31 juillet 1914 (2 heures après-midi.)

Sur ton appel à mon amitié et ta prière de te venir en aide, j'ai entrepris une action médiatrice entre ton Gouvernement et le Gouvernement austro-hongrois.

Pendant que cette action était encore en cours, tes troupes ont été mobilisées contre mon alliée l'Autriche-Hongrie ; à la suite de quoi, ainsi que je te l'ai déjà fait savoir, mon intervention est devenue presque illusoire. Malgré cela, je l'ai continuée.

Je reçois à l'instant des nouvelles dignes de foi touchant de sérieux préparatifs de guerre également sur ma frontière orientale. Ayant à répondre de la sécurité de mon Empire, je me vois forcé de prendre les mêmes mesures défensives.

Je suis allé jusqu'à l'extrême limite du possible dans mes efforts pour maintenir la paix. Ce n'est pas moi qui supporterai la responsabilité de l'affreux désastre qui menace maintenant tout le monde civilisé.

En ce moment encore il ne tient qu'à toi de l'empêcher. Personne ne menace l'honneur et la puissance de la Russie, qui eût bien pu attendre le résultat de mon intervention. L'amitié pour toi et ton royaume, qui m'a été transmise par mon Grand-Père à son lit de mort, est toujours sacrée pour moi, et j'ai été fidèle à laRussie lorsqu'elle s'est trouvée dans le malheur, notamment dans ta dernière guerre. Maintenant encore la paix de l'Europe peut être maintenue par toi, si la Russie se décide à suspendre ses mesures militaires qui menacent l'Allemagne et l'Autriche.—GUILLAUME.

VIII—L'EMPEREUR NICOLAS à L'EMPEREUR GUILLAUME

1er août 1914 (2 heures après-midi.)

J'ai reçu ton télégramme, je comprends que tu sois obligé de mobiliser, mais je voudrais avoir de toi la même garantie que je t'ai donnée, à savoir *que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous poursuivrons nos négociations pour le bien de nos deux pays et la paix générale si chère à nos coeurs.*

Notre longue amitié éprouvée doit, avec l'aide de Dieu, réussir à empêcher ces effusions de sang. J'attends avec confiance une réponse de toi.—NICOLAS.

IX—L'EMPEREUR GUILLAUME à L'EMPEREUR NICOLAS

Berlin, 1er août 1914.

Je te remercie de ton télégramme; j'ai indiqué hier à ton Gouvernement le seul moyen par lequel la guerre pouvait encore être évitée.

Bien que j'eusse demandé une réponse pour midi, aucun télégramme de mon Ambassadeur contenant une réponse de ton Gouvernement ne m'est encore parvenu. J'ai donc été contraint de mobiliser mon armée.

Une réponse immédiate, claire et non équivoque, de ton Gouvernement, est *le seul moyen de conjurer une calamité incommensurable.* Jusqu'à ce que je reçoive cette réponse, *il m'est impossible*, à mon vif regret, *d'aborder le sujet de ton télégramme.* Je dois te demander catégoriquement de donner sans retard l'ordre à tes troupes de ne porter en aucun cas la moindre atteinte à nos frontières.—GUILLAUME.

INDEX